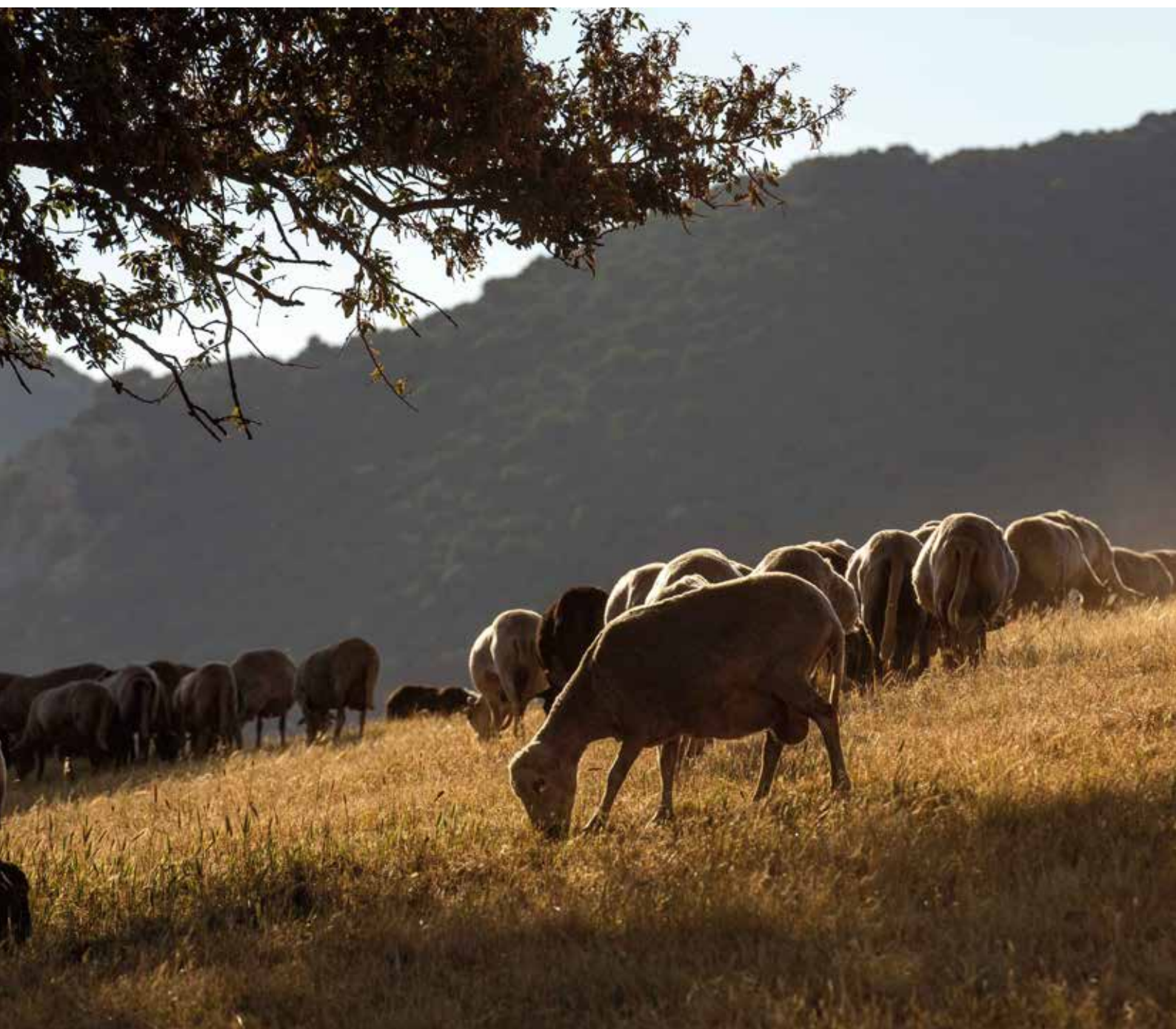


# ODARC

Uffiziu di u Svilupp u Agricul  
è Rurale di a Corsica

## Rapport d'activité 2022



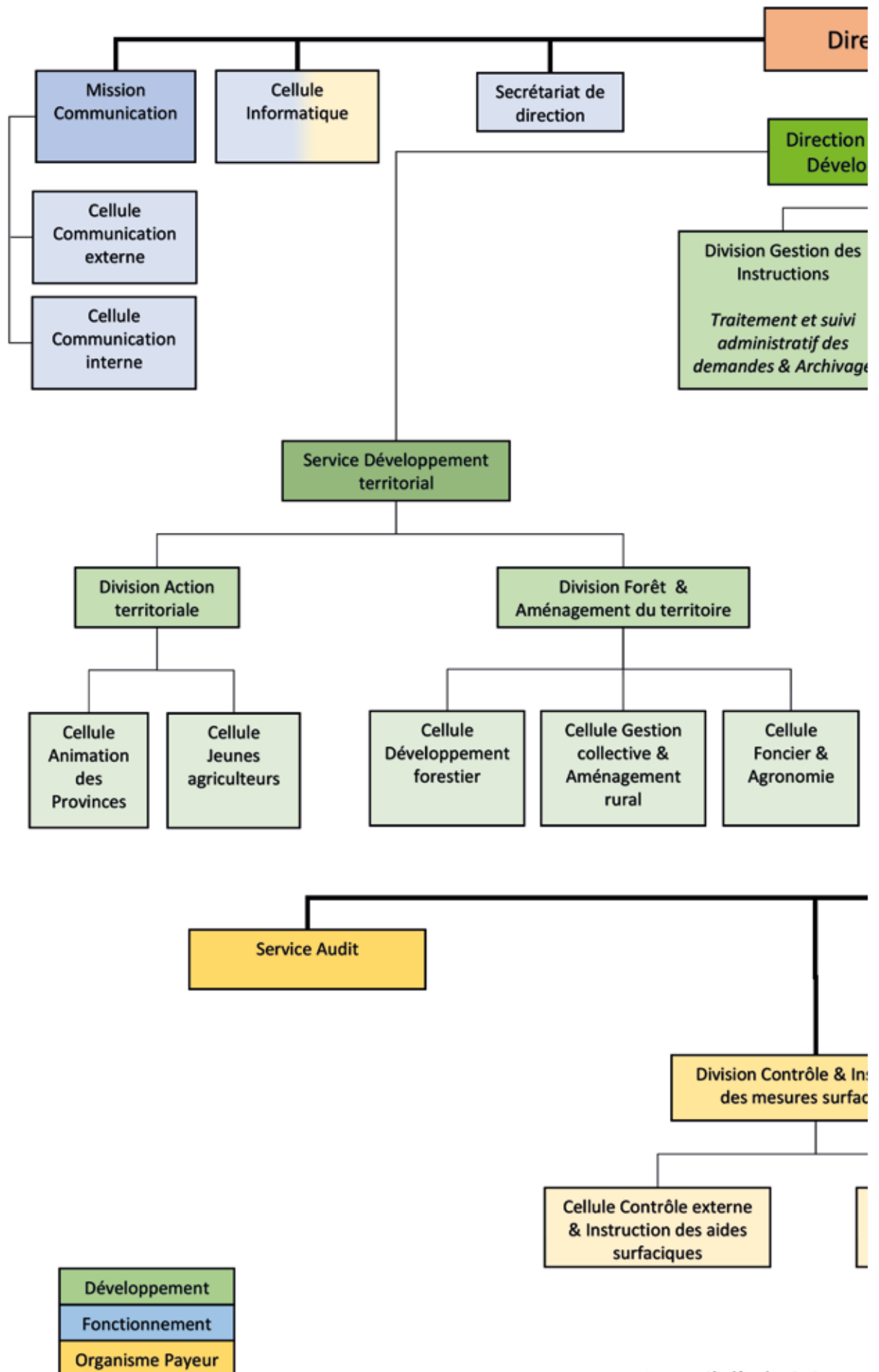


# Rapport d'activité 2022

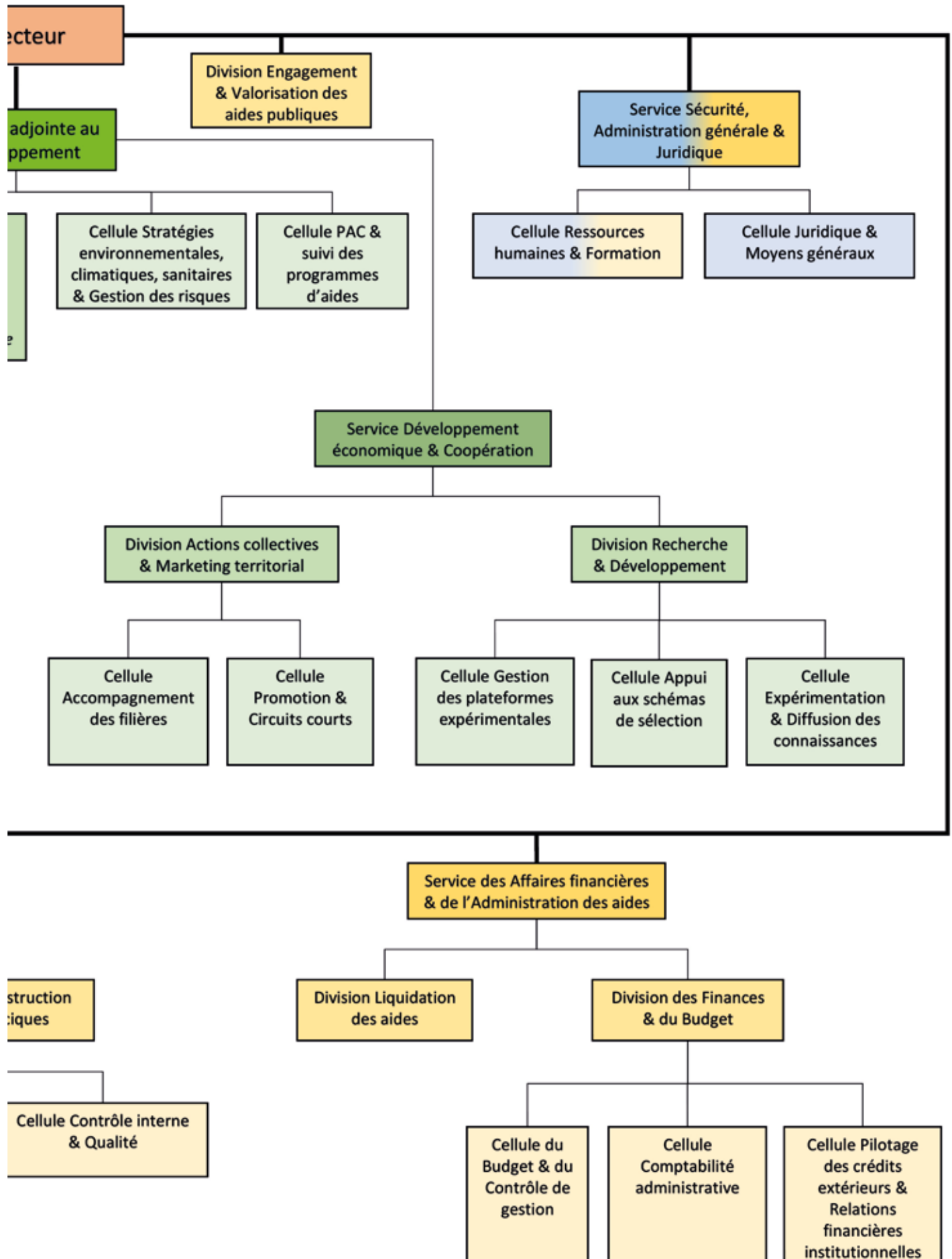
## de l'ODARC

*Le présent rapport rend compte de l'activité des services de l'ODARC en faveur de l'agriculture, de la forêt et de la ruralité. Il s'articule autour des différents niveaux de responsabilité tels que définis lors de la dernière réorganisation (validée en CA en décembre 2020 et modifiée en décembre 2022) formalisés dans l'organigramme ci-après et dont le sommaire est présenté en pages suivantes.*

*Il se déclinera donc en trois grandes parties, le développement, l'organisme payeur, et l'activité administrative*



Conseil d'Administration



ion du 02 décembre 2022



# Sommaire

## Direction adjointe au développement

### Préparation PAC 2023-2027

Présentation stratégique	p ..... 13
--------------------------	------------

### La cellule stratégies environnementales, climatiques, sanitaires, et gestion des risques

Présentation des actions	p ..... 15
--------------------------	------------

### Division Gestion des Instructions

Missions et administration	p ..... 17
Constats de services faits	p ..... 19
Archives	p ..... 19

## Service territorial

### Division action territoriale

Appels à Projet 2022	p ..... 21
Nouveaux dispositifs	p ..... 23
Installation des JA	p ..... 24
Exemples de financement	p ..... 25

### Division forêt et aménagement du territoire

Cellule développement forestier	p ..... 26
Cellule gestion collective et aménagement	p ..... 29
Cellule foncier et agronomie	p ..... 31

## Service développement économique et coopération

### Division Actions collectives et marketing territorial

Missions	p ..... 41
Plan Ambition	p ..... 42
Plans de luttes sanitaires	p ..... 45
Contrats de coopération	p ..... 48
Promotion de l'agriculture corse	p ..... 51
Prospective	p ..... 57
Projection par mesures	p ..... 57

### Division Recherche et Développement

Missions	p ..... 59
Accompagnement filière caprine	p ..... 59
Filière apicole	p ..... 60
Transformation fromagère	p ..... 61
PPAM	p ..... 61
Etudes et recherches	p ..... 61
Formation et accueil étudiants	p ..... 65

### Agro-environnement

MAEC 2023-2027	p ..... 67
Pastoralisme	p ..... 68
Agroforesterie	p ..... 69
Débroussaillage légal	p ..... 70
Partenariats et actions de terrain	p ..... 74

## Organisme Payeur

### Division Engagements et valorisation des aides publiques

Volumes d'engagement	p ..... 79
Evolutions 2015-2021	p ..... 80

### Division Liquidation des aides

Bilan	p ..... 85
Répartition	p ..... 86

### Division des finances et du budget

Pôle comptable	p ..... 89
Recettes et dépenses	p ..... 91
Budget annexe FEADER	p ..... 92

### Service Audit

Textes parus	p ..... 95
Rapports d'audit	p ..... 97
Suivi programmation/recommandations	p ..... 100
Missions d'expertise et de conseil	p ..... 100

### Division Contrôle et instruction des mesures surfaciques

Qualité et contrôle interne	p ..... 103
Contrôles réglementaires	p ..... 105

## Activité Administrative

### Direction

Conseil d'Administration	p ..... 111
Bureau	p ..... 112
Communication	p ..... 113
Informatique	p ..... 115

### SSAGJ

Gestion des RH	p ..... 119
Juridique et moyens généraux	p ..... 122



# Introduction

*L'année 2022 a été très prolifique à l'ODARC.*

*En effet, le volet Corse du PSN a été finalisé et validé par la Commission Européenne. Ce programme et la rédaction des nouvelles mesures qui en découlent, notamment l'aide à l'installation et les mesures agro-environnementales et climatiques, ont fortement mobilisé la direction adjointe au développement et ses équipes durant l'année.*

*La mobilisation des crédits EURI, obtenus dans le cadre du plan de relance FEADER suite à la crise sanitaire, a engendré le lancement de nouveaux appels à projets. De même, la conjoncture (guerre en Ukraine, sécheresse, etc.) a nécessité la mise en place de dispositifs d'urgence pour répondre aux problèmes rencontrés par les agriculteurs (aides au matériel d'abreuvement, à la réforme ovine, caprine et bovine, soutien à la mise en culture protéique...).*

*De plus, la fin de la programmation actuelle a entraîné de nombreuses nouvelles demandes d'aides et de mises en paiement. Dans ce contexte, on note une augmentation de 40% de l'activité des services de*

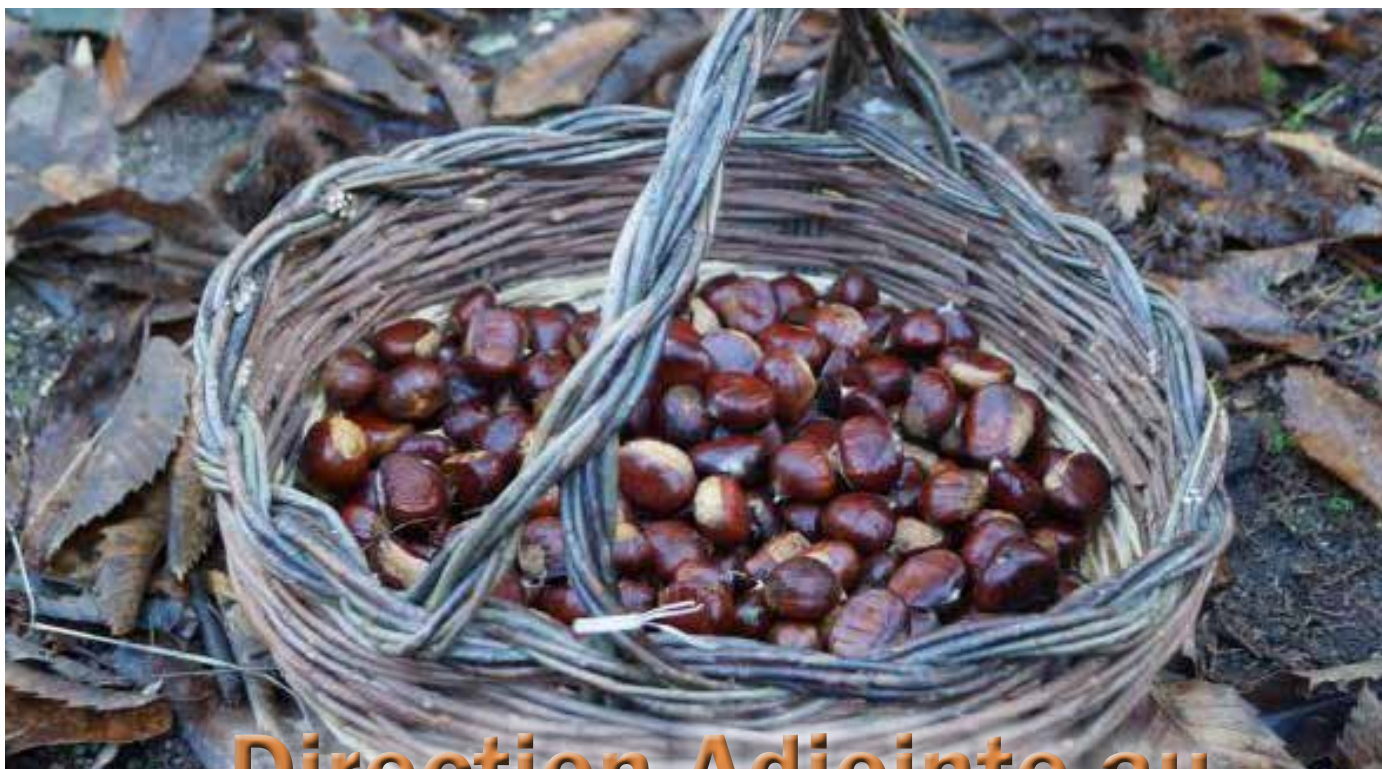
*l'ODARC en 2022 par rapport à l'année précédente.*

*Il est important de souligner que cet accroissement d'activité ne s'est pas fait au détriment de la qualité du travail fourni, ainsi que l'atteste le rapport de certification 2022 réalisé par la CCCOP, organisme certificateur des comptes de l'OP-ODARC, avec une augmentation de l'ensemble des notations de l'Office. En effet, pour l'exercice 2022, la note d'évaluation globale de 3,29 du système de contrôle interne et de la conformité avec les conditions d'agrément pour le FEADER est en augmentation par rapport à la note de 2,90 de l'exercice 2021, ce qui traduit une amélioration continue des procédures de gestion et de contrôle mises en œuvre par l'organisme payeur.*

*Enfin, il est également primordial de mettre en avant que cette forte activité s'est déroulée dans un climat de travail serein et constructif au sein de l'ODARC comme le démontre la qualité des échanges dans les différentes instances de l'Office (Conseil d'Administration, Bureau et Comité Social et Economique).*







# Direction Adjointe au Développement

*La Direction Adjointe au Développement réunit toutes les missions permettant d'inscrire le territoire insulaire et plus spécifiquement les territoires ruraux dans une dynamique de développement endogène. Elle œuvre à la valorisation des ressources territoriales par une concertation de tous les acteurs locaux. Véritable catalyseur elle s'inscrit dans une démarche globale et partagée des projets individuels et collectifs.*

*La Direction Adjointe au Développement a également pour mission de proposer la définition et la mise en œuvre des programmes contractualisés ou des dispositifs d'aide régionaux en lien avec le développement agricole, forestier et rural.*

*La Direction Adjointe au Développement est organisée en deux services, une division et deux cellules avec différentes missions opérationnelles visant à :*

- *Animer les politiques agricole, forestière et rurale*
- *Préparer la mise en œuvre de la PAC post 2020.*
- *Gérer et mettre en œuvre des dispositifs d'aides publiques (PDRC, Plan Ambition, dispositifs d'intervention spécifiques de la région)*
- *Constituer des partenariats techniques et des réseaux de coopération ou d'échange.*



# Préparation de la PAC 2023-2027

Durant l'année 2022, la transition de la PAC 2014-2022 à la nouvelle politique communautaire 2023-2027 a nécessité une mobilisation plus accrue de l'ODARC.

La direction adjointe au développement a ainsi assuré au nom de l'ODARC, la représentation de la CdC dans les instances informelles de discussion avec le Ministère de l'agriculture, les groupes techniques avec la DG-AGRI au niveau communautaire, et avec l'ensemble des régions au sein du réseau « Régions de France ».

La préparation de la PAC 2023-2027 comprend les étapes suivantes :

- Consultation régionale entre les parties prenantes (OPA, instances et réunions) ;
- Négociations entre régions sur les dispositions communes, les lignes de partage, le contenu des mesures et les responsabilités ;
- Arbitrage au sein de la CdC, au travers de l'intervention de la DGA Direction des Affaires européennes, puis de la validation par le Conseil Exécutif ;
- Echanges formels sur le contenu des mesures et du programme avec le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire,
- Finalisation de l'ensemble de la documentation re-

lative à la soumission du nouveau PSN (certifications externes, maquette financière, cadre de performance).

Ces étapes ont abouti à la finalisation de la version 1 du PSN (programme stratégique national pour la PAC 2023-27) avec une négociation avec la Commission Européenne qui a duré toute l'année 2022.

Sur le plan politique et stratégique l'ODARC et la CdC ont fait le choix de négocier la plupart des interventions distinctives à la Corse, séparées de celles des autres régions, ainsi que de travailler sur des propositions spécifiques à la Corse sur le premier pilier de la PAC (aides directes).

En ce sens, la Corse demeure la seule région à gérer la totalité des aides du FEADER (y compris l'ICHN, le BIO et les MAEC), à disposer au travers de l'ODARC de son propre Organisme Payeur, à discuter des aides du 1er pilier qui lui sont spécifiques. A cet égard, le doublement de l'aide ovine/caprine pour les producteurs en race corse (via l'AOP Brocciu) a été obtenu dans le cadre des aides animales.

L'ensemble de ces éléments ont fait l'objet de présentations au CA de l'ODARC ainsi qu'aux organisations professionnelles agricoles

## Architecture des mesures volet Corse du PSN 2023-2027

71.4/5/6	ICHN
70.03	Conversion Bio (=CAB)
70.22	MAEC BIODIV_SURF
70.23	MAEC BIODIV_LINE
70.24	MAEC SOLS
70.25	MAEC FORFAIT_EAU
70.30 (NAT)	Aide apicole (API)
70.31 (NAT)	Protection races menacées (PRM)
73.09	Aides aux exploitations agricoles
73.10	Infrastructures pastorales
73.11	Soutien aux activités économiques des entreprises rurales en Corse (Agroalimentaire et filière forêt-bois)
73.12	Amélioration des services de base et des infrastructures rurales, forestières et de protection incendie - Corse
73.13	Investissements sylvicoles & Natura_2000 (NP)
75.03	Installation agricole (DJA)
77.05 (NAT)	LEADER



# Cellule stratégies environnementales climatiques sanitaires et gestion des risques

## Suivi des mesures du PDRC

Dans le prolongement des missions de l'ex cellule Hydraulique, la cellule a réalisé l'ensemble des expertises techniques et réglementaires, notamment en matière de respect des normes environnementales, des projets individuels en lien avec l'hydraulique (mise en place de dispositifs d'irrigation, et forages destinés à l'abreuvement ou l'alimentation en eau potable d'ateliers fermiers)

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'opérations traitées par type de mesures.

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'opérations traitées par type de mesures.

La Cellule apporte également un appui aux agents instructeurs des dossiers concernant l'évaluation des montants à retenir suite à la réalisation des travaux programmés.

## Appui technique aux exploitants

La cellule Stratégies Environnementales est également chargée d'apporter un appui technique et réglementaire dans le domaine de l'hydraulique agricole.

En 2022, outre le conseil apporté à plusieurs exploitants sur l'organisation de leur dispositif d'irrigation, 6 demandes ont concerné les procédures et travaux en lien avec les forages.

## Partenariat avec l'OEHC

L'ODARC est associé aux travaux de l'OEHC sur des thématiques touchant à l'agriculture. Depuis, 2022, les échanges se sont intensifiés.

La Cellule Stratégies Environnementales est ainsi chargée de rendre un avis concernant les demandes de branchements agricoles. En 2022, 20 dossiers ont ainsi été traités en relation avec l'OEHC.

Elle a également été sollicitée pour fournir les études de besoins dans le cadre de 3 projets d'extension de réseaux.

## Participation à divers comités

L'ODARC, par l'intermédiaire de la Cellule Hydraulique, a été invité à participer aux commissions organisées à l'échelle régionale concernant le suivi de la sécheresse et les actions à mettre en œuvre afin de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs sur les ressources hydriques insulaires de chaque catégorie d'usagers (communes, particuliers, agriculteurs, ...).

Elle a également été associée aux travaux du CO-TECH sur l'élaboration de la cartographie de l'Espace Humide de Référence.

## Participation aux mesures «économies d'eau»

En 2022, la Cellule a participé activement au lancement de l'Appel à Projet « Équipements des exploitations agricoles en dispositif de pilotage de l'irrigation » destiné à améliorer l'équipement des systèmes d'irrigation des exploitations en vue d'une meilleure gestion de la ressource hydrique. Elle a également assuré l'instruction technique des demandes déposées. 48 dossiers ont ainsi été traités.

Par ailleurs, elle accompagne la préparation de la MAE forfaitaire en faveur de l'amélioration des systèmes d'irrigation en participant à la formation du futur agent instructeur.





# Division Gestion des instructions

## Missions

La DGI assure le traitement administratif des Projets et des Mesures issues du PDRC et de toutes autres programmations et dispositifs, ainsi que :

- Traitement des lettres d'intention de projets individuels ou collectifs
- Traitement administratif des demandes d'aides des appels à projets
- Traitement informatique (MVA, 4D, OSIRIS)
- Relation avec les prestataires de service chargés des pré-études
- Conformité des projets reçus
- Organisation des bureaux
- Traitement des demandes d'aides
- Préparation des Pré-Corepa selon les recommandations de l'autorité de gestion
- Constats de service fait et constats d'installation
- Mise en œuvre de tableaux de bord d'activité
- Archivage des dossiers dans leur totalité (instruction et paiement) format papier et informatique

La division est composée d'un chef de division, d'une adjointe au chef de division, de cinq assistantes de projets et mesures, de trois certificateurs de constat de service fait et constat d'installation et deux archivistes. Elle s'assure de l'éligibilité des demandes et, dans le cadre du développement rural, de la procédure d'attribution des aides, ainsi que leur conformité avec les règles communautaires. Elle s'attache à rendre les documents accessibles et conservés de façon à garantir leur intégrité, leur validité et leur lisibilité dans le temps, y compris pour les documents électroniques au sens des règles communautaires.

Elle gère également une base de données de documentation bibliographique générale consultable tant par les agents de l'ODARC que par les porteurs de projets. Cet outil permet de rendre accessible le savoir dont disposent les services, les divisions, leurs cellules. Ce fond de documentation a vocation à devenir un centre de ressources incontournables à tous les acteurs insulaires pour l'ensemble des domaines d'intervention de l'Office. La DGI a adopté une logique de traitement administratif par Territoire. Ce dispositif permet d'identifier, par le biais d'un Territoire donné, la personne ressource pour le traitement du projet et par la même des mesures afférentes à celui-ci.

Les projets d'installation JA sont soumis à l'approbation du bureau de l'ODARC.

La validation des mesures s'effectue en Pré-Corepa de programmation et en Conseil Exécutif.

## Gestion des dossiers

### Suivi des dossiers projets

Courriers	Passages bureau	Dossiers créés	Passages CEX.	Constats Service Fait	Constats Installation
3271	94	1322	993	763	63

### Suivi des dossiers mesures

Nature	Présentés en bureau	Acceptés	Ajournés	Rejetés
Projets JA	54	53	01	00
Avenants JA	40	37	03	00
Total	94	90	04	00

Mesures PDRC	Intitulé	Nb
1.1	Formation	02
1.3	Programmes d'échanges	01
4.1.1	Mise en Valeur	104
4.1.2	Exploitations agricoles	300
4.1.2 EURI	Exploitations agricoles	17
4.1.2 P1	Exploitations agricoles	112
4.1.3	Mécanisation	04
4.1.3 EURI	Mécanisation	71
4.1.3 P1	Mécanisation	02
4.2.1	IAA	09
4.2.1 EURI	IAA	02
4.3.2	Infrastructures forestières	01
6.1	Dotation jeunes agriculteurs	47
6.4.1	Diversification	08
6.4.2 5E	Valorisation bois et liège	05
7.1.1	Foncier	02
7.2	Electrification	02
8.5	Opérations de sylviculture	07
8.6	Exploitations forestières	02
Total		698

On compte par ailleurs 397 mesures hors PDRC, et hors TOP UP.

Le détail des constats de services faits, à chaque étape, mois par mois, dans chaque micro-région

Constats Services Faits	Pays Bastiais			Castagniccia			Extrême sud			Ouest-Corse			Pays ajaccien			Taravo-Sartenais			Centre Corse			Plaine orientale			Balagne		
	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl
Nature	1	0	0	4	0	0	0	0	1	4	4	0	8	2	0	10	1	1	0	2	0	4	0	0	3	1	
Janvier																											
Février	8	0	0	7	0	1	5	0	0	1	3	0	3	2	1	2	2	1	0	3	0	9	1	1	0	2	2
Mars	6	0	1	4	0	0	4	0	0	8	1	1	6	3	3	5	4	0	2	3	0	9	2	1	4	2	0
Avril	6	0	0	2	3	0	1	1	1	5	1	0	7	2	2	6	0	1	6	0	0	12	1	0	14	0	0
Mai	5	1	2	1	0	1	10	5	1	2	2	0	4	1	1	7	3	0	1	1	0	15	2	0	3	1	0
Juin	1	1	0	2	1	0	4	3	0	8	1	1	6	3	3	6	2	0	1	1	0	18	2	1	7	2	1
Juillet	3	5	2	2	2	1	6	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	9	3	0	9	0	0
Août	3	1	0	2	1	0	8	3	0	6	3	0	3	5	1	7	12	0	4	1	1	2	2	0	1	4	1
Septembre	4	2	0	4	1	0	6	0	0	4	1	2	6	0	1	9	2	0	5	4	0	17	6	1	8	5	1
octobre	4	3	0	12	5	1	9	0	2	3	2	0	11	0	0	3	2	0	5	1	0	9	7	8	5	3	0
Novembre	5	1	2	14	7	0	11	9	0	7	0	0	4	1	1	2	1	2	8	3	0	17	6	0	6	0	0
Décembre	3	1	2	03	0	0	5	2	0	1	1	0	0	0	0	2	1	0	2	2	0	0	0	0	4	1	0
Totaux	49	15	9	57	20	4	69	25	5	51	20	4	58	19	13	59	22	6	38	25	5	121	32	12	61	23	6
TOTAL	73			81			99			75			90			87			68			165			90		

## Constats de Service Fait et Constats d'Installation

Pour le PDRC, le CSF est établi par le service instructeur sur 100% des paiements après contrôle administratif sur pièces pour les acomptes et la visite sur place pour le solde. Le CSF est la pièce essentielle qui engage le service instructeur sur l'éligibilité contrôlée des dépenses avant mise en paiement et transmission à l'OP-ODARC.

Constats Services Faits	TOTAL		
Nature	Sur place	Sur pièces	CI
Janvier	36	12	4
Février	38	6	3
Mars	52	9	6
Avril	42	6	4
Mai	37	15	5
Juin	67	19	10
Juillet	28	5	1
Août	44	21	2
Septembre	33	9	5
octobre	25	17	2
Novembre	33	25	12
Décembre	35	15	4
<b>Totaux</b>	470	159	58
<b>TOTAL</b>	<b>687</b>		

## Suivi : Mission d'archivage

En 2022, la mission Archives a continué la collecte et le traitement des dossiers d'instruction et de paiement de la programmation 2014-2020. Elle a produit à la consultation les dossiers archivés dans le cadre de contrôle ou de réquisitions judiciaires.

Comme chaque année depuis 2010, elle a réalisé la revue annuelle du processus archivage dans le cadre de la certification Iso 9001, et a réalisé une mise à jour en profondeur de sa procédure d'archivage (pilote de processus). Par ailleurs, elle a continué à être sollicitée logistiquement pour des transferts d'archives du fait des travaux de rénovation réalisés au siège social, et a accueilli dans ce cadre des documents très divers, autres que les dossiers d'aides agricoles (comptabilité, marchés publics, documents du Conseil d'Administration, études et rapports divers...). Un fichier normalisé des entrées a été mis en place en fin d'année pour enregistrer ces documents et assurer la traçabilité de leur transfert aux archives.

La Mission Archives a également démarré le tri dans les archives de l'antenne d'Ajaccio accueillies en 2021 : identification des documents à éliminer, destruction des doublons, traitement du reliquat des dossiers DOCUP 2000-2006. Elle a poursuivi la préparation des éliminations réglementaires, initiée en 2021, principalement pour les dossiers classés sans suite et les marchés publics, en démarrant la rédaction des bordereaux d'élimination.

Enfin, suite à un aménagement de poste au pré-archivage, elle a dû assurer les tâches liées à la manipulation physique des dossiers pour ce dernier (classement, sélection des dossiers à remonter aux archives) à raison d'un jour par semaine.

### Chiffres Clefs

	Nb de dossiers traités
Dossiers de paiement archivés	2489
Dossiers d'instruction archivés	2976
Dossiers demandés à la consultation	18
Dossiers préparés pour l'élimination	500
Bordereaux d'élimination rédigés	2





# Service Développement Territorial

Le service de développement territorial de l'ODARC regroupe deux divisions en son sein :

**La division « Forêt et aménagement du territoire » qui s'organise autour de trois cellules d'intervention :**

- La cellule « Développement Forestier » constituée de 5 agents en charge de l'instruction et de l'accompagnement des investissements dans la filière bois et forêt ainsi que de l'animation et de la structuration de la filière.
- La cellule « Gestion Collective et Aménagement Rural » constituée de 2 agents en charge de l'instruction et de l'accompagnement des démarches de constitution et de développement des AFP.
- La cellule « Foncier et Agronomie » constituée de 3 agents en charge de la réalisation d'expertises en lien avec le foncier agricole et sylvicole ainsi que de l'accompagnement et de l'instruction des dispositifs d'accompagnement des études de projets de développement territorial.

**La division « Action territoriale » qui s'organise autour de deux cellules d'intervention :**

- La cellule « Animation des provinces » constituée de 21 agents de terrain répartis sur les différentes antennes de l'ODARC, en proximité avec les bénéficiaires relevant du monde agricole et rural.
- La cellule « Jeunes agriculteurs » constituée de 5 agents spécialisés dans la problématique de l'installation en agriculture.

Ce service comporte également une mission transversale dédiée à l'expertise des bâtiments financés dans le cadre des différents dispositifs d'aide.

Ce service a en charge l'instruction et l'accompagnement des projets d'investissement portés dans les différents secteurs de compétence de l'ODARC : Agriculture, Agro-alimentaire, développement rural, Forêt, Bois, aménagement du territoire.

Afin de simplifier la lecture de l'activité de ce service qui englobe plusieurs champs de compétence, la présentation du rapport d'activité a été organisée en ventilant les informations selon la cellule du service en charge de la mise en œuvre.

## Division Action Territoriale

### Cellule animation des provinces

Bien qu'une constance ait été constatée de 2019 à 2021, cette année aura été marquée par une nette augmentation du nombre de dossiers de demande d'aide instruits et engagés financièrement (+ de 40%). Cela peut s'expliquer notamment par l'ouverture de nouveaux appels à projet prolifiques mais également par une fin de programmation imminente incitant les porteurs de projet à s'inscrire dans les différents dispositifs mis en œuvre par la division..

#### Les nouveaux appels à projets 2022

##### AAP « Biosécurité Porcine »

Cet appel à projets, vise à accompagner les exploitations d'élevage disposant d'un atelier de production porcine, dans la réalisation des investissements de biosécurité. Il tend, pour ce secteur de production, à sécuriser la protection des cheptels vis-à-vis des risques sanitaires engendrés par les contacts avec la faune sauvage.

##### AAP « Bien-Être Animal »

Le bien-être animal est devenu une préoccupation majeure des consommateurs et devient donc un enjeu pour les élevages. Cet appel à projets s'adresse à l'ensemble des filières animales d'élevage, les filières apicoles, avicoles, bovines, porcines, ovine/capraine, et équines afin de les accompagner dans les investissements participant à l'atteinte de cet objectif.

##### AAP « Cultures protéiques soutien à la plantation de légumineuses fourragères »

Cet appel à projets a pour objectif d'améliorer l'autonomie des exploitations et conduit à soutenir le développement de cultures fourragères protéiques en légumineuses, pures ou en mélange.

Les filières d'élevage sont concernées afin de renforcer leur autonomie alimentaire et assurer la pérennité économique des exploitations. Les objectifs sont aussi de limiter l'impact direct et indirect sur l'environnement du transport de fourrage à destination des élevages insulaires ainsi que de limiter l'apport de ressources exogènes afin de préserver la typicité des productions.

## **AAP « Mécanisation Agricole »**

A travers ce dispositif, il s'agit d'améliorer la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, ainsi que la prévention des incendies.

Ce nouveau dispositif est l'occasion de proposer un Plan Spécifique d'Investissement renforçant les capacités des exploitations à prendre en compte les enjeux régionaux identifiés en matière de prévention des incendies, de maintien de la mosaïque des paysages, et de la biodiversité.

Grâce à un accompagnement financier des investissements tels que broyeurs, robots forestiers automoteur, tracteur agricole sur pneus ou chenilles, pelle mécanique... L'AAP vise à encourager la reconquête pastorale par une gestion raisonnée des parcours herbacés et ligneux, à favoriser le maintien et la reconquête des vergers traditionnels (Oliviers, Châtaigniers).

## **AAP « Transformation et commercialisation de produits agricoles et agro-alimentaires filière fruits et légumes »**

Bien qu'ouvert en 2021, cet appel à projet s'est concrétisé en 2022 avec 2 dossiers majeurs.

Il s'inscrit dans la sous-mesure 4.2 du PRDC qui vise à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de compétitivité et l'amélioration de la valeur ajoutée des productions agricoles en cohérence avec l'Objectif Thématique n°3 de la Commission Européenne visant à renforcer la compétitivité des PME.

Cet appel à projet doit permettre de répondre spécifiquement aux besoins de la filière fruits et légumes en soutenant les projets ayant pour objectifs :

- Le développement des industries agro-alimentaires (I.A.A) du secteur fruits et légumes au travers notamment de l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises, en renforçant leurs capacités de transformation notamment de valorisation des écarts et de commercialisation ;
- Le renforcement de l'ancrage territorial de cette filière via son volet agroalimentaire, par le développement du lien avec l'amont agricole et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs ;
- La diversification des productions par l'innovation technologique et l'émergence de nouveaux produits.

## **Appel à projet « Pilotage irrigation »**

Dans un contexte de changement climatique et de déficit hydrique chronique, La Collectivité de Corse

a fait le choix de soutenir la démarche de rationalisation/optimisation de l'utilisation de la ressource en eau au travers cet appel à projet.

Il vise à accompagner les exploitants agricoles contraints d'adapter leur irrigation pour optimiser l'utilisation de la ressource en eau.

Il doit permettre de répondre à ce besoin pour les productions viticole, arboricole (agrumes/kiwis, fruits d'été, noisettes et oléiculture) fourrage/céréales et maraîchage etc..., concourant ainsi à l'augmentation globale de la productivité et à l'amélioration de l'impact environnemental des exploitations.

## **Réouverture des AAP de 2021**

### **AAP « Transformation et commercialisation de produits agricoles et agro-alimentaires »**

Cet appel à projets vise à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de compétitivité et l'amélioration de la valeur ajoutée des productions agricoles.

Il doit permettre, en modernisant les outils :

- le développement des industries agro-alimentaires (IAA) au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation,
- le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs potentiellement concernés (productions animales et végétales), et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs.
- l'augmentation des économies d'énergie.

### **AAP « Rénovation des vergers anciens et de création de vergers traditionnels »**

Les objectifs de cet appel à projets doivent permettre, en rénovant ou en restructurant les vergers abandonnés, de participer à :

- La lutte contre le risque incendie auquel sont de plus en plus confrontés les populations de nos villages;
- L'amélioration paysagère des abords des villages et des espaces ruraux;
- Le développement d'activités agricoles potentiellement source de revenus;
- La préservation du patrimoine bâti avec notam-

ment la restauration des jardins en terrasses.

Sont ciblés par cet appel à projets, toutes les collectivités locales qui souhaitent porter des investissements répondant aux orientations suivantes :

- Les projets d'investissement destinés à rénover ou à restructurer des vergers anciens actuellement à l'abandon.

- Les projets d'investissement destinés à la création de vergers traditionnels sur la commune.

Ces projets doivent aboutir à une remise en exploitation de ces vergers dans le cadre d'une mise à disposition pendant une durée minimum de 15 ans auprès d'un exploitant ou d'un groupement d'exploitants agricoles.

### **Appel à projet « Diversification vers des activités non-agricoles »**

Cet appel à projet vise à :

- Accompagner et professionnaliser les démarches visant à la poly-activité des ménages agricoles en veillant à pérenniser leur activité primaire,

- Lutter ainsi contre la tendance à la réduction du nombre d'exploitations agricoles,

- Valoriser et mobiliser les ressources locales, notamment forestières, et trouver de nouveaux débouchés,

- Renforcer le tissu économique sur l'ensemble des territoires ruraux,

- Répondre aux attentes des clientèles permanentes et touristiques des espaces ruraux en fournissant une offre alternative et de qualité.

Sont notamment concernés les activités suivantes :

- L'agritourisme : accueil, hébergement à la ferme, restauration, accueil pédagogique

- Les activités équestres hors élevage,

- La commercialisation en circuit court

- L'artisanat,

- Les services en milieu rural (déneigement, débroussaillage et entretien d'espaces, pension pour animaux, entretien de résidence...)

### **Appel à projets « Électrification des exploitations agricoles »**

Cet appel à projet vise à accompagner les investissements de raccordement au réseau public électrique des agriculteurs en zone rurale, sur les sites isolés et en dehors des agglomérations.

Public cible : les exploitations agricoles professionnelles qui souhaitent mettre en œuvre une ou plu-

sieurs des opérations suivantes :

- L'extension et/ou le renforcement du réseau électrique relatif à des bâtiments agricoles existants dont la fonctionnalité requiert une alimentation électrique.

- L'extension et/ou le renforcement du réseau électrique relatif à des bâtiments agricoles à construire dont la fonctionnalité requiert une alimentation électrique.

- L'extension et/ou le renforcement du réseau électrique relatif à des infrastructures ou d'équipements agricoles dont la fonctionnalité requiert une alimentation électrique.

## **Les nouveaux dispositifs**

### **Dispositif « Réforme bovine »**

La réforme des animaux contribue à l'amélioration qualitative des troupeaux et favorise ainsi la rentabilité des exploitations.

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu des répercussions économiques très importantes dans les exploitations. En effet, les difficultés à écouler les veaux ont fortement impacté les trésoreries des agriculteurs. Ce manque de liquidités a bien évidemment eu des répercussions sur l'alimentation des troupeaux et donc sur l'état physiologique des animaux les plus âgés.

Or, le marché de la réforme en filière bovine est très peu rémunérateur. En effet, l'impossibilité de valoriser ces produits en viande hachée notamment ainsi que l'absence d'organisation de la filière, ne permettent pas une rémunération correcte pour les animaux de réforme. Ainsi, beaucoup d'éleveurs préfèrent conserver ces animaux plutôt que de les vendre à un prix dérisoire. Pire, ils peuvent être amenés à ne plus s'en occuper quand la charge alimentaire est trop lourde ; ce qui participe au problème de divagation.

Ce dispositif participe à une meilleure valorisation des animaux de réforme en compensant leur prix de vente à l'abattage.

### **Le dispositif « Sécheresse »**

Objectif de ce dispositif : Sécuriser les élevages en anticipant les effets de la sécheresse sur l'abreuvement du bétail.

Le déficit pluviométrique de fin 2021 et du début de l'année 2022 laisse envisager un risque important de sécheresse durant l'été. En effet, les pluies du

mois d'avril 2022 ont permis une amélioration de la situation notamment au niveau du remplissage des infrastructures mais sans résoudre le déficit accumulé et la sécheresse des sols est toujours très élevée dans certains secteurs (déficit de 30% à 50% par rapport à la normale sur le littoral). Compte-tenu de ces éléments, les préfets de Corse du Sud et de Haute-Corse ont décidé d'activer le niveau de «vigilance» défini dans le plan de gestion des épisodes de pénurie d'eau.

Afin d'anticiper au mieux ce risque de sécheresse notamment pour les élevages insulaires, il a été proposé de mettre en place un dispositif facilitant l'acquisition de matériel de stockage de l'eau et de transport en citernes en vue d'assurer l'abreuvement des animaux.

En effet, ces investissements sont éligibles dans le cadre de la mesure 4.1.2 du PDRC mais à un taux maximum de 40% et selon des modalités assez contraignantes eu égard à la mobilisation des crédits FEADER. Or, pour être efficaces et opérationnels, ces investissements doivent pouvoir se faire très rapidement et donc, dans le cadre d'un allègement administratif des demandes. De plus, compte tenu du contexte économique difficile que subit actuellement la profession agricole avec la flambée notamment de l'alimentation et des intrants, la mobilisation d'un régime d'aides d'Etat a permis un financement à 60% de ces matériels et donc, un autofinancement minoré pour les bénéficiaires.

### Point quantitatif

Pour cette cellule, l'année 2022 est marquée par un volume d'intervention particulièrement important et en progression de près de 40% par rapport aux années précédentes. La ventilation des interventions par territoire donne les éléments suivants :

	Balagne	Centre Corse	Castagniccia/ Costa verde	Plaine orientale	Aleria	Pays bastiais	Pays ajaccien	Ouest corse	Extrême sud	Taravu/ Valincu	TOTAL
Nombre de dossiers	109	97	99	136	73	108	98	95	85	120	1020
Montant engagé (M€)	1,75	1,67	3,44	3,18	3,2	3,43	1,97	1,94	1,6	1,93	24,11
Demandes de paiement traitées	139	77	71	93	64	94	117	83	65	105	908
Montants payés (M€)	2,18	0,98	1,91	2,21	1,33	2,39	1,06	1,22	0,64	1,22	15,94

## L'installation des Jeunes Agriculteurs

L'activité en termes d'installation mobilisant la DJA est stable par rapport à 2021.

CELLULE JA	
NBRE d'avenants	33
Nombre DJA engagées	40
Montants engagés (M€)	1,815
Demandes de paiements	63

Tableau « Ventilation des projets d'installation/filière » en 2022.

FILIERES	Nombre de projets d'installation validés
VITICULTURE	3
PORCINE	3
OVIN/CAPRIN	5
MARAICHAGE	4
APICULTURE	1
OLEICULTURE/AUTRES	2
POLYELEVAGE	3
PPAM	4
CEREALES/FOURRAGE/VITI	1
MARAICHAGE/AUTRES	7
AGRUMES/AUTRES	1

## Exemples de réalisations financées

Financement de la construction d'une miellerie – Mobilisation de la mesure 412 du PDRC



Financement d'une plantation en Plantes aromatiques (Immortelles) via le dispositif 411 du PDRC



Financement de l'achat de matériel agricole via le dispositif 413 du PDRC



# Division Forêt et Aménagement du Territoire

## Cellule développement forestier

### Faits marquants

En 2022, les différents appels à projet relatifs au développement des filières en lien avec l'exploitation des forêts et du bois ont été relancés. Ces appels à projet mobilisent les dispositifs d'aide inscrits au PDRC dont le détail est décrit au point 2) ci-dessous.

Les résultats de l'étude marché du bois d'œuvre et étude de marché bois techniques (OBBOIS) ont été livrés et présentés aux différents intervenants de la filière bois. Les conclusions de cette étude démontrent qu'il existe un potentiel de développement dans le secteur du lamellé collé en Corse mais que les stratégies de développement de ce secteur observées sur le continent s'adossent sur une intégration verticale au sein de groupes développant des activités dans la valorisation du bois. La rentabilité de ce domaine d'activité semble dès lors fortement liée aux économies d'échelle (coûts de structure) que l'entreprise qui le porte est en capacité de réaliser. L'étude et ses résultats sont consultables sur le site internet de l'ODARC.

La démarche de certification « Lignum Corsica » a été animée et développée avec l'accompagnement de projets bois, le suivi des entreprises candidates à l'adhésion, mais également avec la prise de contact avec les autres marques de certification et un engagement a été pris avec un organisme certificateur. La cellule a également travaillé à l'élaboration d'une proposition d'appel à projet « Certification des entreprises de la filière forêt-bois », afin d'inciter les entreprises à entrer dans des process qualitatifs comme Lignum Corsica et PEFC. Celui-ci devrait être adopté courant 2023.

La division a une mission d'animation dans son domaine de compétence. A ce titre, la cellule « Développement forestier » a participé aux Assises de la Forêt (organisées par le Comité de Massif), en étant co-animateur sur les ateliers « Ressources » et « Professionnels ». Elle a été présente à la foire du bois qui s'est déroulé en juillet 2022 et lors duquel elle a tenu un stand. Participation au séminaire « chêne vert » organisé par le CRPF en novembre 2022 lors

duquel la cellule a procédé à la présentation d'études techniques réalisées par l'ODARC en 2009 et 2010.

La cellule a également en charge l'accompagnement financier des différentes structures et organismes qui participent au développement et à la gestion de la filière « forêt » comme le CRPF, le PEFC, et la Coopérative A SILVA. Cet accompagnement financier sert à permettre à ces structures de développer des actions dont les coûts ne sont pas finançables sur leur fonds propres ou sur une rentabilité financière.

### Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés

Dans la mise en œuvre de ses actions d'accompagnement des acteurs de la filière « forêt », la cellule s'appuie sur différents dispositifs de soutien financiers et notamment ceux émanant du PDRC mobilisant des fonds FEADER.

- Dispositif 4.3.2 du PDRC : dessertes et infrastructures forestières : Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet s'adresse aux propriétaires forestiers, pour la création ou la réfection de dessertes (pistes d'exploitations, tires de débardages) et d'infrastructures en forêt (places de stockage, câble-mat, ...).
- Dispositif 6.4.2 5E du PDRC : Investissements des entreprises de la filière forêt bois. Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet s'adresse aux entreprises d'exploitation forestière, ou de seconde transformation des bois, pour l'acquisition de matériel (sont éligibles également les études de faisabilité).
- Dispositif 8.5-2 du PDRC: accueil du public en forêt. Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet AAP s'adresse aux propriétaires forestiers, aux communes, aux établissements publics et collectivités, aux gestionnaires, ou aux structures de regroupement. Il vise à accompagner financièrement les investissements d'aménagements et d'équipements en forêt pour l'accueil des publics, ainsi que les dépenses de communication afférentes.
- Dispositif 8.5-1 du PDRC : Investissements pour l'amélioration des peuplements forestiers Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet s'adresse aux propriétaires forestiers pour la réalisation des travaux de sylviculture, d'amélioration ou régénération de peuplements, ainsi que leurs travaux connexes.



- Dispositif 8.6 du PDRC : Investissements des entreprises de la filière forêt bois. Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet s'adresse aux entreprises d'exploitation forestière, ou de première transformation des bois, pour l'acquisition de matériel (sont éligibles également les études de faisabilité).
- Aide à la rédaction de PSG : Ce dispositif mobilisable dans le cadre d'un appel à projet est destiné aux propriétaires forestiers et à leurs gestionnaires, pour la réalisation de leurs documents de gestion durable (Plans Simples de Gestion).
- Forêt 1.0 : Cette aide regroupe l'ensemble des actions financées aux partenaires institutionnels (PEFC, CRPF, COFOR, coopérative, ...) de la

filrière forêt-bois pour la mobilisation des propriétaires forestiers et des entreprises dans des démarches de gestion durable et ou de certification environnementale, et pour la mobilisation du bois en forêt privée ou publique.

### Point quantitatif

Le tableau ci-dessous recense le nombre de demandes qui s'inscrivent dans les dispositifs précités ainsi que les volumes financiers d'investissement et de subvention engagés en 2022. Le tableau présente également une ligne qui fait état des volumes financiers mandatés au titre d'opérations réalisées sur l'exercice.

Mesure	4.3.2	6.4.2 5E	8.5-1	8.5-2	8.6	PSG	Forêt 1.0
Nombre de demandes nouvelles reçues en 2022	1	10	16	1	7	4	5
Nombre dossiers passés en Conseil Exécutif en 2022	3	5	4	4	2	2	4
Montant investissements (sur dossiers passés en CEX en 2022)	508 523€	653 371€	71 713€	117 315€	419 066€	5 500€	193 500€
Montant subvention (sur dossiers passés en CEX en 2022)	406 818€	392 022€	41 509€	93 815€	167 626€	5 500€	193 500€
Montants payés en 2022	44 782€	360 846€	88 461€	0€	10 705€	26 150€	282 865€

## Présentation d'opérations remarquables

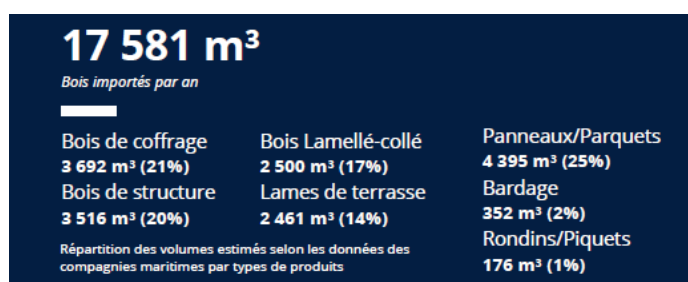
Pour l'année 2022, deux opérations revêtent un caractère structurant et remarquable pour la filière : L'étude OBBOIS et la démarche de certification LIGNUM CORSICA.

### Etude OBBOIS

A l'initiative de l'ODARC, une étude de marché a été réalisée par le Cabinet OBBOIS. Les objectifs de cette étude étaient doubles :

- Connaître le marché du bois d'œuvre en Corse par rapport aux volumes de bois importé par types de produits, avec un focus particulier sur les bois d'ingénierie.
- Connaître le marché des bois techniques en Corse, pour déterminer la place d'une entreprise de transformation en bois techniques de type lamellé-collé sur le l'île.

Cette étude pilotée par la Cellule Développement Forestier a démarré en 2020, pour aboutir en 2022 à des résultats concrets. En effet, la 1ère partie de cette étude a pu montrer que malgré une disponibilité annuelle d'environ 30 000 m<sup>3</sup> en bois d'œuvre résineux dans les forêts corses, environ 17 500 m<sup>3</sup> sont importés chaque année, pour une valeur d'environ 13 millions d'euros. Ces chiffres sont estimés selon les données des compagnies maritimes sur l'année 2019, ainsi que les prix moyens des produits bois à cette période. Ces données pourront être mises à jour annuellement (pour la période covid, celles-ci risquent d'être moins représentatives).



Ceci peut s'expliquer de différentes manières, mais les raisons principales en sont le déclin de la filière forêt-bois en Corse depuis une décennie, et le manque de modernisation des entreprises de sciage qui n'ont pas su répondre à la demande de produits transformés normés (séchage, classement mécanique, transformation en bois techniques, ...).

La 2nde partie de l'étude a permis de mettre en évidence un marché global pour la Corse d'environ 4 270 m<sup>3</sup> de bois catégorisés « bois techniques » pour la construction de charpentes. Ces produits, à haute valeur ajoutée, permettent de mieux valoriser des bois

de moindre qualité (que la menuiserie ou la charpente traditionnelle, par exemple) en les purgeant de leurs défauts et en les réassemblant par collage (soit aboutés, soit en lamelles, soit une combinaison de ces 2 techniques).

Le marché estimé est à pondérer, car selon la politique régionale mise en œuvre (recours à la construction bois pour les bâtiments publics, dans lesquels ce type de bois est très utilisé), il pourrait dépasser ce potentiel.

	Moyenne du marché constatée	Selon les ressources disponibles	Selon les besoins de la Corse
Production m <sup>3</sup>	29 000	7 843	4 270
Besoin m <sup>3</sup> bois scié	49 300	13 333	7 259
Grumes m <sup>3</sup>	73 950	20 000	10 889
Chiffre d'affaires	22 474 000 €	6 078 161 €	3 309 103 €
Immobilisations	6 244 459 €	1 688 833 €	919 443 €
Employés	79	21	12

Un tel marché serait une opportunité pour une entreprise locale, pour un besoin en grumes (bois brut) d'environ 10 900 m<sup>3</sup> et un chiffre d'affaire d'environ 3,3 millions d'euros, tout en restant compétitive. Cependant, les investissements restent conséquents (de l'ordre du million d'euros), aussi la forme idéale de l'entreprise devrait être associée à une entreprise existante en intégration verticale dans la filière (positionnée sur un marché de construction bois).

Pour permettre à une telle entreprise de voir le jour, il faudra également convaincre les architectes constructeurs sur la qualité du bois de pin laricio (tous les éléments sont là pour l'attester) et inciter sa demande via le recours à des marchés publics notamment.

### Lignum Corsica

L'ODARC travaille depuis quelques années sur le développement d'une certification pour le bois local. Cette certification a pour but de valoriser toutes les essences, pas exclusivement le Pin Lariciu essence phare en Corse, dans les marchés publics. L'ODARC a déposé la marque Lignum Corsica à l'INPI puis a développé un référentiel en relation avec les acteurs et organisations du secteur. Celui-ci prend en compte des notions de gestion durable, de traçabilité et de qualité des matériaux.

Après avoir testé celui-ci sur des projets pilotes

comme la réalisation des logements communaux de Cristinacce, l'auvent de l'école communale d'Evisa, le moulin Mattei à Centuri, ... la validation du référentiel par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) a été obtenue en novembre 2021.



Pour l'année 2022, l'ODARC a procédé à la recherche d'un ou des organismes de certification en charge d'effectuer les contrôles au sein des entreprises partenaires. C'est finalement l'organisme CERTIPAQ qui interviendra auprès des entreprises adhérentes.

Les premières entreprises seront auditées courant 2023, lorsque CERTIPAQ aura obtenu son accréditation complète auprès du COFRAC.

L'ODARC continue l'accompagnement de projets pilotes, en lien notamment avec l'appel à projet « construction de 10 bâtiments en bois local par le comité de massif ». Nous pouvons citer par exemple la construction de l'école de Pifano à Porto Vecchio, et la cantine scolaire de Lecci, qui vont être réalisées en Pin Lariciu local issu de la forêt de l'Ospedale, à proximité.

Pour la seconde année, la Fédération Nationale des Communes Forestières a convié la marque Lignum Corsica à participer au Salon des Maires et des Collectivités pour présenter aux élus les différents outils pour construire en bois local. Les marques de certification Bois des Alpes, Bois des Pyrénées, Bois des territoires du Massif Central et Lignum Corsica, ainsi que le label Bois de France étaient réunis sur un stand mettant à l'honneur l'importance de la traçabilité des bois.

La marque Lignum Corsica était également présente pour la première fois à la 25ème édition de la Festa di u Legnu e di a Furesta à Vezzani.



Cette manifestation a permis de sensibiliser les acteurs de la filière bois de l'amont et de l'aval, aux avancées que la marque Lignum Corsica a connues cette année, et aux qualités de résistance du Pin lariciu, notamment pour une utilisation en bois de construction avec des démonstrations de la machine de classification de la résistance mécanique.

De plus, pour une meilleure visibilité, Lignum Corsica est maintenant sur les réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn.

## Cellule gestion collective et aménagement rural

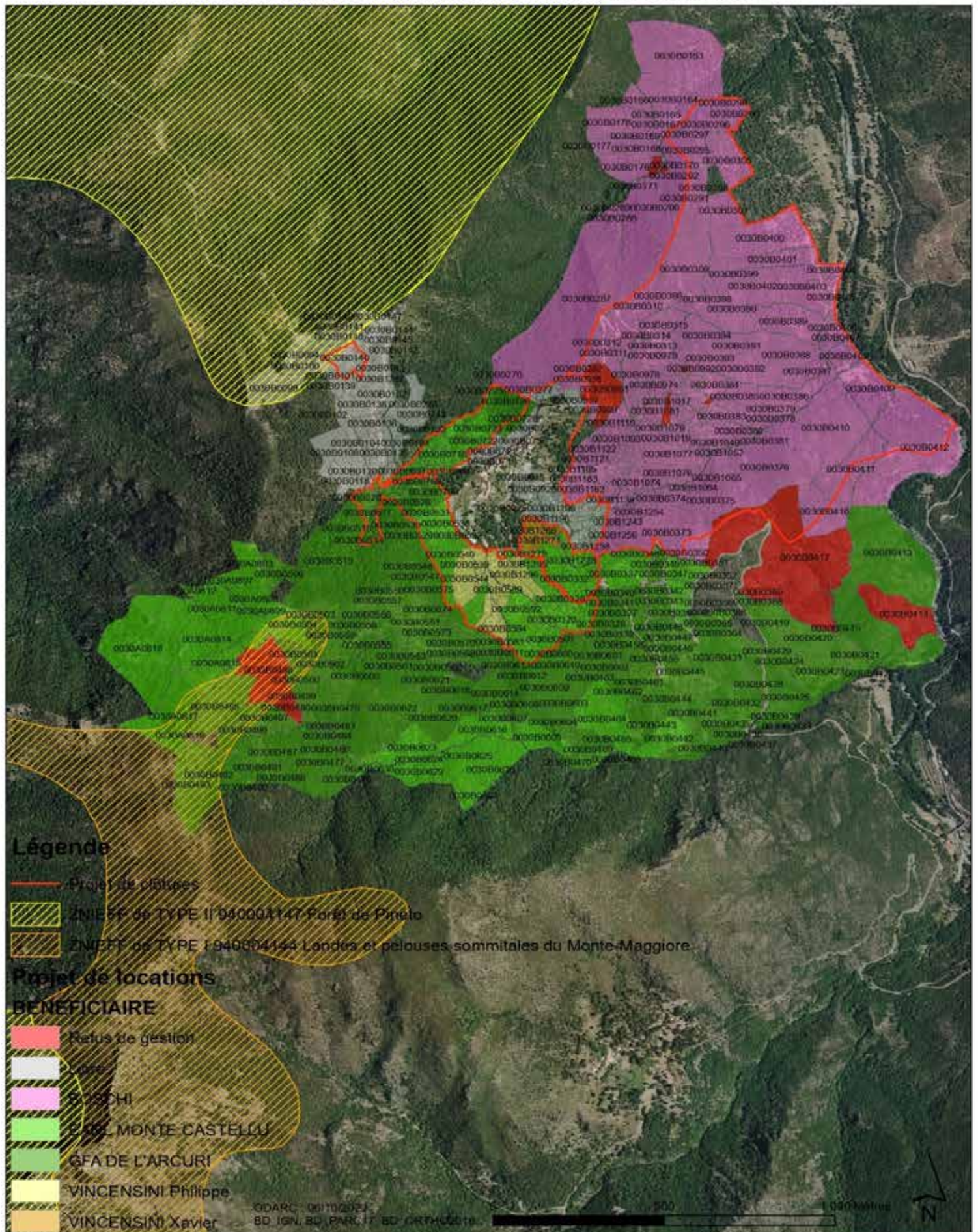
### Faits marquants

- Relance des appels à projets 4.3.1 (juillet 2022) et 7.1.1 (novembre 2022)
- Participation au groupe de travail PSN
- Participation au groupe technique Défrichement
- Participation aux groupes techniques Estive et rénovation de bergeries dans le cadre du comité de massif.
- Participation au groupe technique pour la gestion des dégâts des cerfs de Corse
- Accompagnement FAFP
- Participation au séminaire sylvopastoralisme
- Participation au groupe Sylvopasto et sylvopasto porcin
- Accueil d'une délégation Marocaine sur le sujet de la gestion de l'indivision.

### Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés

- Dispositif 4.3.1 du PDRC: Aménagement agricole et pastoral : AAP destiné aux collectivités, communes ou AFP, afin de permettre aux porteurs de projets de mettre en place des équipements structurants sur les périmètres agricoles et pastoraux, notamment en estive, en privilégiant les secteurs qui font l'objet d'une organisation collective.
- Dispositif 7.1.1 du PDRC: Plans de développement lié à la mobilisation du foncier : AAP destiné aux collectivités pour la mise à jour ou le suivi d'un plan de développement des territoires, dans une optique de mobilisation agricole et environnementale du foncier. Ces plans de développement ont pour objectif la création d'une Association foncière ou la mise en place d'un DocObAS.

# AFP Aitınca - Conventions Chataigneraie/Elevage Projet Clôture Chataigneraie/Elevage/Apiculture



- Opérations spéciales Safer et mobilisation du foncier : Opérations spécifiques destinées au financement des organismes qui permettent une meilleure mobilisation du foncier, comme la Safer de Corse et la Fédération des AFP de Corse.

### Point quantitatif

Mesure	4.3.1	7.1.1	O.S. SAFER
Nombre de nouvelles demandes reçues en 2022	5	0	1
Nombre dossiers passés en Conseil Exécutif en 2022	0	1	2
Montant investissements (sur dossiers passés en CEX en 2022)	0 €	28 020 €	296 000 €
Montant subvention (sur dossiers passés en CEX en 2022)	0 €	10 500 €	296 000 €
Montants payés en 2022	44 653,12€	24 500 €	288 903,86€



- Dispositif 4.3.1 du PDRC: L'AAP a été rouvert en juillet 2022. Compte tenu de la complexité des dossiers et de la nécessité systématique de validation des projets de travaux par les assemblées générales des Associations foncière, principales bénéficiaires de cet appel à projet, les nouvelles demandes sont arrivées en fin d'année et n'ont pas pu être instruites en 2022. Seul un reliquat d'une opération engagée précédemment a été payé en 2022.
- Dispositif 7.1.1 du PDRC: L'AAP a été rouvert en novembre 2022. Une seule opération a pu être instruite et engagée.
- O.S. Safer : Les deux dossiers instruits en 2022 avaient fait l'objet de demandes fin 2021. Ces dossiers correspondent à des financements annuels ou pluriannuels qui sont constamment relancés.

donc l'atteinte ou non du quorum. La présence d'un agent de l'ODARC dans les AG est aussi nécessaire afin d'expliquer les différents mécanismes d'investissements et de subventions aux propriétaires. Sur les 19 AFP existantes, deux fonctionnent à minima, les 17 autres sont suivies à temps plein.

Les agents de la cellule assurent également le suivi des conventions pluriannuelles d'exploitation au sein des AFP. Grâce à la création des AFP et à ce travail, plus de 8000 ha ont été mis à disposition des agriculteurs sur l'ensemble des AFP suivies.

En même temps que ce suivi des conventions, les agents de la cellule assurent un appui technique. Cet appui consiste en l'ingénierie de projet de travaux structurants, comme la desserte ou la mise en place de parcs pastoraux. C'est l'ensemble du travail de suivi technico administratif effectué en 2021 et 2022 qui a permis aux AFP de déposer, ou compléter 5 demandes de travaux sur la mesure 4.3.1 fin 2022.

### Analyse des actions réalisées

#### *Suivi administratif et technique des AFP*

Pour que les AFP fonctionnent à leur plein potentiel, elles ont besoin d'un suivi technique et administratif. Le suivi administratif est assuré par la Fédération des AFP de Corse avec l'appui des agents de l'ODARC. Par exemple, la présence d'un agent de l'ODARC est obligatoire à chaque Assemblée Générale, car nous sommes les seuls à être équipés pour le comptage des voix présentes ou représentées au sein des AG, et

## Cellule foncier et agronomie

### Faits marquants

De septembre 2021 à octobre 2022, le poste d'ingénieur agronome en charge du suivi des DOCOBAS est resté vacant avec un impact important sur le déploiement des activités de la cellule. Les actions en lien avec les Appels à projet du PDRC et la CTPE-NAF ont pu être maintenues, les projets de dévelop-

pement (projets liés au système d'information géomatique, projet de mobilisation et d'aménagement du foncier public cultivable non mobilisé) et les études (Programme IGCS - Référentiel Pédologique Régional) sont restés en retrait.

En 2022, la cellule a contribué à l'évaluation du PADDUC sur quatre Objectifs stratégiques concernés par la thématique mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers. Elle a produit des éléments de bilan.

Depuis octobre 2022, le poste vacant d'ingénieur est pourvu à nouveau et la cellule accueille une étudiante en alternance qui intervient sur la partie administrative des DOCOBAS et effectue une veille juridique ciblée sur les besoins ponctuels de la cellule.

### **Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés**

La cellule agronomie et cartographie a en charge l'ingénierie de projets individuels ou territoriaux, pour l'ensemble des divisions du Service Développement Territorial.

La cellule participe à l'instruction des mesures et projets du PDRC 2014-2020 (avis techniques pour les mesures de mises en valeur agricoles et réalisation des diagnostics agricoles, contrôle qualité des instructions, mise en place et mise à jour de la base de données cartographique des interventions de l'ODARC, Appel à projet Mobilisation du foncier Volet DOCOBAS) et mène des actions de formation, de consolidation et de développement des outils SIG.

Elle produit des expertises techniques sur la thématique de la mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers, et accompagne les collectivités locales dans leur démarche de protection/valorisation des espaces agricoles.

Elle élabore des données au service de la stratégie territoriale. Elle est en charge de la réalisation du Référentiel Pédologique Régional (programme conventionné avec le MAAP et l'INRAE Info Sol).

### **Point quantitatif**

Interventions de la cellule dans les opérations de mise en valeur et les projets d'installation :

- La cellule formalise un avis agronomique pour chaque opération de mise en valeur (Mesure 4.1.1 du PDRC) concernant la production d'agrumes, de kiwis, d'amandes, de châtaignes, de fruits d'été, de noisettes (avis transmis aux filières dans le cadre de la procédure d'agrément de la cellule technique de chaque filière).
- La cellule réalise un diagnostic agricole préalablement à l'instruction des DJA (Mesure 6.1) prévoyant la mise en valeur en filière végétale de milieux recouverts de ligneux, fermés ou improductifs sur au moins 5 ha (dispositif de bonification Valorisation des espaces). Ces diagnostics sont réalisés sur la base de la visite de terrain réalisée par les agents de la Cellule « Jeunes Agriculteurs » et d'une analyse agronomique permettant de valider les opérations concernées et de faire des préconisations.



- Pour toutes les opérations de mises en valeur (notamment mesure 4.1.1) et de rénovation castanéicole (mesure 5.2.1), la cellule est responsable du suivi et de la vérification des procédures liées à la cartographie : Appui technique aux agents de terrain pour l'utilisation de l'outil GéODARC et l'utilisation des GPS (cartographie des opérations aux étapes d'instruction et de réception des travaux) ; En phase prévisionnelle, un Contrôle Qualité est réalisé, au cours duquel sont vérifiés la cohérence du dossier foncier avec la localisation et les tracés, la cohérence du projet avec les données SIG disponibles, la bonne application des notes de cadrage (liées aux mesures, diagnostic pastoral, autorisation de défrichement, etc), les tarifs appliqués. Pour chaque opération, la cellule produit un avis intégrant une carte de synthèse ; En phase de réception des travaux et pour l'établissement du CSF, vérification de la cohérence des relevés GPS et des mesurages avec le prévisionnel et mise à disposition de rendus cartographiques. Ceci permet de constituer une base de données régionales géolocalisées des travaux réalisés de ces mesures.

En 2022, la cellule a commencé à intervenir dans l'instruction « cartographique » de deux nouveaux Appels à projets de l'ODARC (AAP 4.1.2 Biosécurité porcine et AAP 4.1.3 cultures protéiques). Concernant les projets d'installation, la cartographie des projets JA est réalisé de manière très ponctuelle, en fonction des besoins des agents.

*Evolution du nombre d'avis et diagnostics rendus :*

	Type de projet / mesure	2022	2021	2020	2019	2018
<b>Avis agronomique</b>	Mesure 4.1.1 - Plantation verger	22	15	22	24	30
<b>Diagnostic agricole</b>	Mesure 6.1 - DJA	0	1	3	6	2
<b>Avis cartographiques</b>	Mesure 4.1.1 (Mise en valeur)	113	111	114	128	98
	Mesure 5.2.1 (Rénovation casta)	0	2	5	2	4
<b>Réception &amp; CSF (rendu cartographiques des relevés GPS hors prévisionnel)</b>	Toutes mesures confondues (peut intégrer des 4.1.2 et des constats d'installation JA)	114	145	160	145	96
<b>Cartographie DJA</b>	Mesure 6.1 - DJA	0	0	1	0	0

## **Interventions de la cellule dans les projets de territoire**

Depuis 2016, à travers l'Appel à projet 7.1.1 du PDR (2014-2020), l'ODARC propose aux collectivités de réaliser un DOCOBAS (Documents d'Objectif Agricole et Sylvicole).

Il s'agit d'un dispositif spécifique à la Corse, mis en place pour répondre aux enjeux suivants :

- L'intégration de l'agriculture et de la forêt dans les projets de développement des communes,
- Le maintien et le développement des activités agricoles du territoire pour une économie de production durable, un environnement de qualité et une meilleure gestion des risques naturels.

La réalisation d'un DOCOBAS consiste pour un ensemble de communes ou une commune à élaborer un plan de développement agricole et sylvicole sur son territoire. Il s'agit d'une démarche participative, visant à :

- Inventorier les ressources et les potentialités du territoire,
- Localiser les zones présentant des enjeux pour le développement de ces activités,
- Proposer un plan d'actions concourant à la mise en œuvre d'interventions foncières et d'aménagement dans ces secteurs.

Elle est encadrée par une méthodologie précise (un cahier des charges en 12 étapes) qui prévoit :

- La réalisation d'un diagnostic
- La mobilisation des acteurs, la publication d'un

Appel à Manifestation d'Intérêt pour inviter les porteurs de projets à se signaler, ceux qui souhaitent développer une activité mais aussi les propriétaires qui souhaitent mettre à disposition des terrains.

- La définition d'un projet : orientations stratégiques du territoire, périmètres prioritaires, plan d'actions

Un Comité de Pilotage valide les différentes étapes de réalisation du DOCOBAS.

La cellule est responsable de l'animation, de l'instruction et du suivi des DOCOBAS.

En 2022, les projets accompagnés se répartissent comme suit :

- 3 nouveaux DOCOBAS ont été finalisés : Afà, Portivechju, Luri, ce qui porte à 8 le nombre de DOCOBAS achevés
- 11 projets en cours de réalisation ont été suivis: Pitrusedda, CC de l'Oriente, I Peri, Cervioni, Zevacu, Territoire d'Urtaca-Lama-Petralba, Bunifaziu, Coghja, Monte, Calinzana, U Viscuvatu. La cellule a accompagné leur mise en œuvre.
- 4 projets restent en attente de lancement (réunions publiques prévues en 2023) : u Mansu, Santa Riparata di Balagna, Appiettu et Biguglia
- La Communauté de communes Sud Corse a re-

noncé à porter la réalisation d'un DOCOBAS sur le territoire des 5 communes suivantes : Figari, Lecci, A Munacia d'Auddè, Pianottuli è Caldareddu, Sotta.

En 2022, 9 projets ont sollicité une prorogation des délais d'exécution, le très petit nombre de prestataires en charge de mener les DOCOBAS ne parvenant pas à tenir les échéances prévues.

Pour cette raison, dans le contexte de la fin de programmation du PDRC, il a été décidé de ne pas reconduire l'Appel à projet 7.1.1 sur le volet DOCOBAS en 2022.

*Bilan - Progression du nombre de communes concernées par les DOCOBAS (Dispositif : PDRC 7.1.1 + 2 projets hors PDRC) :*

Nombre de communes	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Projets déposés non démarrés	4	10	13	10	11	24	13
Projets déposés démarrés	34	34	32	27	41	17	0
DOCOBAS achevés	20	17	16	16	0	0	0
Projets déposés abandonnés	16	11	4	-	-	-	-
Total sur l'ensemble des projets déposés	58	61	61	53	52	41	13
Volume des engagements financiers - (Cumul depuis 2016)	371 259,18	408 143,4	367 249,8	302 778,4	285 994,4	154 795,8	66 625,0
Volume des paiements - (Cumul depuis 2016)	123 962,1	119 499,9	103 749,6	23 315,4			

Achevé  
 En cours  
 En attente de lancement  
 Ajourné  
 DOCOBAS multicommunal



## **Interventions de la cellule dans les projets liés au Système d'Information Géographique de l'ODARC**

Depuis 2019, les activités liées à l'évolution du SIG restent en-deçà des besoins en relation avec la charge de travail croissante liée au suivi des mesures du PDRC et aux autres expertises menées.

### ***En ce qui concerne les outils de consultation en ligne***

Début 2021, avec la fin de vie effective d'Adobe Flash Player, les deux versions, grand public et interne, de GéODARC, outil de consultation cartographique en ligne, sont devenues obsolètes et inutilisables :

- La version interne, indispensable à l'instruction de l'ensemble des mesures de mises valeurs agricoles, (notamment 411 et 52), a pu être redéployée à partir d'Arcgisonline, outil en ligne commun à la Collectivité et aux différents Offices avec de légères évolutions en 2022, pour intégrer les besoins cartographiques des Appels à projets 4.1.2 Biosécurité Porcine et AAP 4.1.3 cultures protéiques. Pour 2023, des mises à jour des données et des fonctionnalités s'avèrent indispensables pour garantir un fonctionnement opérationnel.
- La version externe, intégrant des outils spécifiques, demeure hors service, un marché de prestation pour de nouveaux développements restant à élaborer, impliquant un temps de travail préparatoire conséquent (évaluation des besoins, cahier des charges, suivi prestataire, ...) qui n'a pu être détaché en 2021, ni en 2022 au regard des autres missions de la cellule.

### ***En ce qui concerne l'appui technique en interne***

En 2022, afin de répondre aux besoins des agents pastoralistes qui n'avaient plus de GPS fonctionnels et d'anticiper les problèmes de comptabilité de la flotte GPS vieillissante actuelle des agents de terrains, un premier prototype de plateforme alliant à la fois application GPS à partir des téléphones portables (application ESRI Fieldmaps) et SIG (plateforme en ligne ESRI Arcgisonline) a été testé.

Dans l'objectif de fluidifier les transmissions des relevés GPS tout en offrant un outil plus ergonomique de relevé aux agents de l'ODARC dans le cadre d'un SIG « intégré » à Géodarc, ce prototype semble très prometteur.

En 2023, il s'agira de finir de valider le prototype puis de déployer la plateforme et former l'ensemble des agents de terrains à cet outil.

- La cellule répond aux besoins cartographiques en

fonction des demandes : En 2022, diverses cartographies ont été réalisées sur les problématiques soulevées par la Mission sur la divagation animale (notamment sur la mobilisation du foncier, ...).

- La cellule veille à mettre à jour les bases de données SIG (ex : convention avec la DRAAF pour acquérir le Registre parcellaire nominatif 2022, mise à jour des services en ligne de l'IGN) et à informer régulièrement les agents de l'ODARC sur les données géographiques consultables intéressantes dans le cadre de leurs missions.
- La cellule répond aux besoins liés aux outils et base de données SIG : En octobre 2022, elle a été sollicitée par la cellule JA pour mettre en place une base de données cartographique des JA et former les agents de la cellule aux outils SIG. Un premier travail de cahier des charges a été amorcé mais la mise en œuvre n'a pu être finalisée en 2022 ; Fin 2022, la cellule a également été sollicitée pour un appui concernant l'évolution des outils SIG liée aux obligations légales de débroussaillage. Des réunions en ce sens sont prévues en 2023.

### ***En ce qui concerne la convention CDC, agences et offices - groupement de commande de logiciels SIG***

L'ODARC mutualise l'acquisition et la maintenance de ses logiciels SIG avec la CDC et les autres agences et offices, au travers notamment d'un groupement de commande qui existe depuis 2019. La cellule a participé en 2022 à la préparation du nouveau marché, lancé en fin d'année.

### ***En ce qui concerne les partenariats externes liés au SIG***

Des groupes techniques liés au SIG existent avec plusieurs instances. En 2022, l'ODARC a été sollicité dans le cadre du projet d'acquisition par l'AUE d'une base de données MOS (Mode d'Occupation du Sol). La cellule a participé au groupe de travail et à l'élaboration des choix de nomenclature.

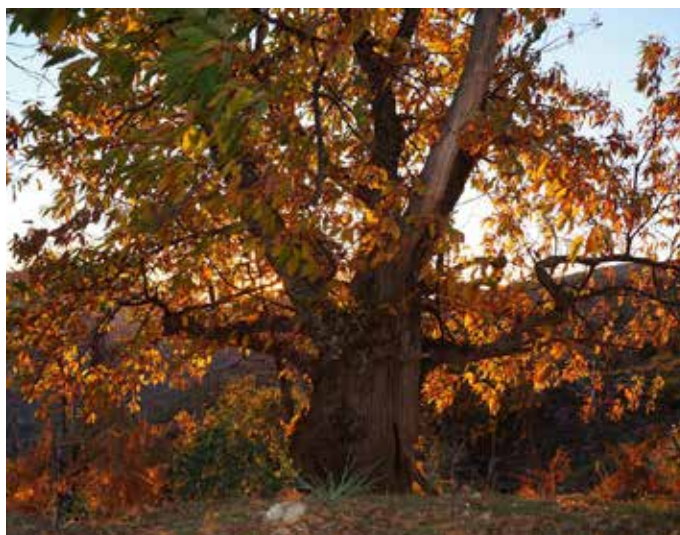
## **Interventions de la cellule au titre de la CTPENAF**

L'ODARC participe à la Commission Territoriale des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en qualité d'expert technique depuis plusieurs années. Depuis septembre 2021, l'ODARC assure la co-présidence de la commission ce qui implique une participation renforcée (analyse, rédaction d'un avis technique illustré, validation des PV, participation aux groupes de travail, participation en présentielle aux commissions, suivi des contentieux avec le service juridique de la CDC, adaptations des méthodes de travail...).

En 2022, 73 projets ont été examinés.

Concernant les procédures d'urbanisme, la cellule participe également aux avis sur les plans locaux d'urbanismes en tant que Personne Publique Associée, en collaboration avec l'AUE. Cela concerne l'ensemble des PLU.

En 2022, dans le cadre de la CTPENAF, un groupe de travail sur le lien de nécessité agricole a été initié, un projet de charte est envisagé pour garantir une plus grande transparence sur les critères pris en compte par les DDT pour statuer sur ce lien : la cellule a participé aux trois réunions techniques et a fait des propositions pour garantir une égalité de traitement des dossiers.



Nb de projets évalués pour la CTPENAF	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
PLU	7	4	5	9	2	11	2
Carte communale	6	4	6	8	5	2	1
Champs photovoltaïques	0	0	2	0	0	1	0
Recours gracieux autorisation d'urbanisme	0	0	0	0	0	0	0
Permis de construire/CU	61	52	5	21	14	16	8
Total	73	60	18	38	21	30	11

### Interventions de la cellule dans le cadre du PADDUC :

En 2022, la CDC a initié un travail d'analyse des résultats de l'application du PADDUC. La cellule a contribué à l'analyse pour les Orientations stratégiques (OS) suivantes :

- OS N°4 : Développer les activités agricoles et sylvicoles et reconquérir les marchés locaux
- OS N°12 : Préserver, gérer et mettre en valeur l'environnement
- OS N°14 : Préserver les espaces nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et sylvicoles
- OS A : Problématiques foncières et l'accès à la propriété

Elle a participé à tous les ateliers et réunions relatifs à cette évaluation. Elle est intervenue comme rapporteur sur l'orientation stratégique N°4.

Plus particulièrement, la cellule a dressé :

- Un bilan qualitatif des documents d'urbanisme présentés en CTPENAF vis-à-vis des orientations du PADDUC de préservation des espaces agricoles et forestiers.
- Un bilan de la mobilisation des ESA et ERPAT du PADDUC à l'issu des DOCOBAS

Pour donner corps aux orientations du PADDUC sur la mobilisation des ESA et l'alimentation territoriale, la cellule a dressé un premier inventaire du foncier public cultivable non mobilisé sur tout le territoire régional. Cet inventaire a été réalisé à partir des données SIG disponibles (cadastre des propriétés publiques, SODETEG, RPA, MNT, OEHC, photographies aériennes récentes pour distinguer les espaces occupés, entretenus ou non, accessibles ou non, photographies aériennes anciennes pour distinguer les versants aménagés en terrasses).

Il devra servir de support, en 2023, à un travail de terrain qui n'a pas pu être mené en 2022 permettant d'apprécier la réalité de la disponibilité des terrains

et de leurs potentialités culturelles. Il s'agira ensuite d'élaborer un ou deux scénarii de mise en culture (objectifs opérationnels, besoins d'aménagement, première approche technico-financière) et de les proposer aux communes.

L'objectif est de pouvoir sensibiliser les propriétaires fonciers publics à des projets de mise en culture et de les accompagner dans la mise en œuvre d'opérations pilotes exemplaires.

Par ailleurs, en 2022, la cellule a contribué à l'Audit du CESEC sur la thématique : « Quelles stratégies foncières pour réduire les dépendances alimentaires de la Corse et comment les mettre en œuvre ? ».

Enfin, La cellule a été sollicitée pour apporter des expertises ponctuelles sur les potentialités agronomiques des sols.

#### Expertises techniques :

Projets	Nb de rapports
Note technique sur les sols dans le cadre d'un projet d'acquisition foncière pour un projet de maraîchage et de plantation d'immortelle (Porti-Vechju)	1
Note technique sur les sols dans le cadre d'un projet de création de vignoble (Sotta)	1
Note technique sur les sols dans le cadre d'un projet de création d'un verger de clémentiniers (Serra-di-Fium'Orbu)	1

#### Focus sur les 8 DOCOBAS achevés

- S'agissant de l'objectif du PADDUC de préservation/mobilisation des espaces agricoles et forestiers,

la réalisation des DOCOBAS (58 communes engagées dans cette démarche) concourt à un début de résultat mais reste en deçà de ce qui était prévu, dans une dynamique lente (8 DOCOBAS achevés seulement sur la période 2015-2022) et fragile (besoin indispensable d'accompagnement technique et financier pour la mise en œuvre effective des opérations de mobilisation du foncier prévues dans les plans d'action des DOCOBAS).

- S'agissant des projets de mobilisation agricole, le bilan s'établit comme suit : en six ans, l'artificialisation des ESA (1 850 ha) a progressé bien plus vite que leur projet de mobilisation à travers les DOCOBAS (347 ha planifiés pour des projets de mise en culture dont 87 ha en terrasses, autour des villages). Seul le territoire de la CC Fiumorbu Castellu est passé en phase opérationnelle (animation foncière en cours sur le foncier privé, conception de projet sur le foncier public).
- S'agissant des projets de mobilisation forestière : les expertises menées dans les DOCOBAS ont permis de choisir au sein des vastes étendues de ressources ligneuses « potentiellement exploitables » (12 938 ha d'après les cartographies), des espaces prioritaires (qualité de la ressource, structure du foncier, cohérence géographique, effet levier intéressant lié à l'obligation réglementaire de réaliser un PSG, ...) où lancer une animation foncière auprès des propriétaires privés. La phase opérationnelle a démarré sur les communes de U Pogghju di Nazza et U Sulaghju.





Territoires concernés par un DOCOBAS achevé		Surfaces à mobiliser ciblées dans les plans d'action des communes				
		Mise en culture	Valorisation des parcours	Gestion des estives	Rénovation de châtaigniers	Rénovation d'oliviers
Comm Comm Fium'Orbu Castellu	Chisà	0	301	0	10	0
	A Ghisunaccia	6,6	0	0	0	0
	Ghisoni	0,7	0	0	149	0
	L'Isulacciu di Fium'Orbu	0	83	1080	6	0
	U Logu di Nazza	0,6	147	0	4	0
	U Petrosu	0	0	0	0	0
	U Poghju di Nazza	11,8	0	0	23	0
	I Prunelli di Fium'Orbu	0,3	156	0	0	0
	San Gavinu di Fium'Orbu	33,6	0	0	135	0
	Serra di Fium'Orbu	21,6-	0	0	35	0
	U Sulaghju	9,8	624	23	0	0
	Vintisari	3,1	0	0	0	0
	Vizzani	0	46	0	36	0
Lucciana		33	0	0	3	0
Luri		21	789	0	0	12
Livesi		9,4	0	731	0	
Ulmetu		10,8	0	0	0	194
Santu Petru di Tenda		0	88	0	0	32
Afa		38,2	26	0	0	0
Portivechju		147	0	0	0	0
TOTAL		347,5	2260	1834	400	238



# Service Développement Economique et Coopération

Ce service est chargé de mener les actions du développement économique agricole et rural liées notamment aux stratégies de structuration amont/aval des filières de production.

Doté de compétences multiples, il intervient ainsi au niveau de l'organisation des différents secteurs de production agricole et de la promotion de l'agriculture et des produits qui en sont issus.

Il mène également des missions de recherche et des expérimentations en lien avec les problématiques rencontrées dans les différents secteurs de production.

Il suit les dynamiques et les trajectoires de la produc-

tion insulaire et évalue la politique de développement agricole afin de l'adapter et de l'améliorer.

Il intègre depuis septembre 2021 les agents en charge de l'agro-environnement et du débroussaillage légal.

Pour mener à bien ces missions, ce service élabore et met en oeuvre des programmes stratégiques adaptés en coopérant avec les organisations de producteurs et autres structures chargées d'accompagner le développement agricole et rural insulaire, d'une part, et avec les organismes de recherche et de formation, d'autre part.

## Division Actions Collectives et Marketing Territorial

### Missions

- ◇ Accompagner les filières de production en matière de détermination de leurs stratégies respectives au regard de leurs caractéristiques, de leurs productions et des marchés auxquels elles s'adressent.
- ◇ Vérifier la cohérence des actions de filières entre elles et avec les orientations stratégiques de l'ODARC.
- ◇ Assurer l'animation et l'instruction technique des projets collectifs.
- ◇ Mener des études prospectives pour projeter les évolutions possibles des filières sur le moyen-long terme en identifiant les opportunités et les enjeux à relever et notamment l'évolution des marchés, le renouvellement des actifs, le changement climatique, l'évolution des politiques publiques, etc. afin d'anticiper les mutations pour y répondre le mieux possible.
- ◇ Suivre les dynamiques de la production et évaluer la politique de développement agricole afin de l'adapter et de l'améliorer

- ◇ S'assurer d'une connaissance précise des modes de mise en marché, et plus largement du marketing lié à l'activité agricole et rurale en Corse.
- ◇ Développer la professionnalisation des actifs agricoles
- ◇ Mettre en oeuvre des actions de promotions génériques en faveur de l'agriculture et du développement des circuits courts et de la sensibilisation du jeune public
- ◇ Participer, en qualité d'opérateur technique, aux programmes de coopération relevant de son activité.

### Actions de filière

Les actions de filière constituent un volet important des activités de l'ODARC car elles répondent simultanément à plusieurs attentes :

- Accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies
- Transfert de ces connaissances au producteur au travers de l'appui technique
- Mise en oeuvre d'opérations collectives qui

concernent autant l'amont de la production que l'aval avec la montée en gamme des produits agricoles pour la mise en place de signes officiels de qualité

- Création d'interprofessions régionales
- Promotion des produits.

Le travail mené par la Division Actions collectives et marketing territorial consiste à accompagner les filières dans leurs démarches collectives en définissant des priorités et des axes de développement, en mettant en œuvre les moyens correspondants puis en procédant à des évaluations au terme desquelles les objectifs et les moyens sont reconsidérés.

Au-delà de la participation aux CA, AG et réunions techniques de l'ensemble des filières, la Division ACMT instruit, programme et assure le suivi financier (dossiers acompte et paiement soldes) des aides au développement des acteurs des projets collectifs.

Ainsi, dans ce cadre, l'année 2022 se caractérise par :

- La poursuite du Plan Ambition 2021-2025 avec la liquidation des actions menées au titre de l'année écoulée (bilan annuel et paiements soldes)
- L'instruction technique et l'individualisation des demandes annuelles 2022.
- L'accompagnement d'actions relatives à l'adaptation au changement climatique, au contexte économique et à la prévention des risques sanitaires émergents.



- La prospective et la protection et la valorisation des ressources endogènes et patrimoniales de la Corse.

## Le plan ambition 2021-2025

Les actions du plan d'ambition visent la structuration des filières en aidant les actions les plus pertinentes pour accélérer la mise en œuvre cohérente des stratégies par filière, en incluant aussi l'aval ainsi que des actions transversales au service de toutes les filières et des actions structurantes portées par les pouvoirs publics.

Les projets portés par 23 porteurs de projets différents pour un montant quinquennal représentent plus de 62M€ de coût. La contrainte budgétaire du plan ambition, à savoir 7M€ de subvention par an, à parité CdC et Etat.

Pour chacune des filières agricoles corses et pour des thématiques transversales structurantes identifiées, les maîtres d'œuvre déposent annuellement, conformément au plan stratégique 2021-2025, les opérations qui ont vocation à être retenues et financées.

### L'individualisation des actions

Pour l'année 2022, ce sont 84 actions menées par 42 maîtres d'ouvrage (associations, syndicats, Chambres d'Agriculture...) qui ont été mises en œuvre et financées dans le cadre du Plan Ambition (crédits CdC et Etat).

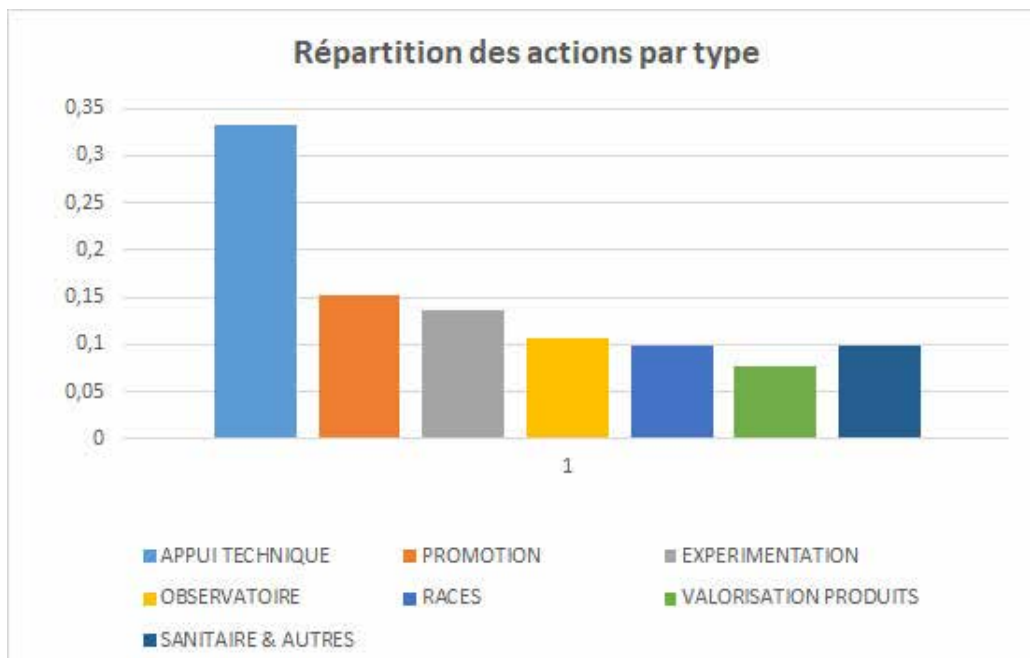
Le montant total des demandes retenues par le service instructeur est d'environ 7.56 millions d'euros (hors crédits sanitaire et formation). Le plan 2022 finance 71 équivalent temps plein (ETP).

Demandes filières aides retenues	7 559 219 €
Dont total crédits Etat	3 499 475 € 46,29%
Dont total crédits CdC	4 098 879 € 54,22%

### Répartition par financeurs

La répartition entre financeurs est arbitrée selon plusieurs considérations :

- L'expérimentation a été prioritairement financée par FAM (AREFLEC, CRVI) de même que le travail sur l'obtention de nouveaux signes officiels de qualité.
- La promotion des produits sous signe officiel de qualité est financée par l'ODARC de même que



les opérations visant à la production locale de plants.

- Les ODG non engagées dans une nouvelle démarche de certification sont financées par l'ODARC.
- Les actions transversales agroécologie, circuits courts, pastoralisme et sanitaire sont financées par FranceAgrimer.
- L'ODARC soutient l'observatoire et le référentiel technico-économique.
- La répartition historique des enveloppes est arbitrée en dernier lieu suivant les disponibilités.

### Répartition par type d'actions

Elle fait apparaître 7 groupes distincts

- Le premier concerne le soutien technique et représente, à lui seul, 33,2% des efforts alloués. Au fil des ans, la suprématie de ce groupe témoigne des besoins en termes d'accompagnement des ex-

ploitations au vue de l'évolution contextuelle des itinéraires techniques. Ainsi, les actions visant à l'accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies, la réglementation et à leur transfert au producteur au travers de l'appui technique sont fortement mobilisées par les Chambres d'Agriculture.

- Le second groupe rassemble les actions visant à la promotion des produits sous signes officiels de qualité et à leur commercialisation. Rebond de ces actions suite à la pause liée au Covid 19, elles représentent 15,3% des opérations financées. Ces activités de promotion sont essentielles car elles permettent de sensibiliser les consommateurs en communiquant sur les spécificités de ces productions et de renforcer la notoriété des produits et l'assise des niches commerciales et la fidélisation des marchés.
- Le troisième regroupe l'expérimentation qui représente 13,6% des financements. Ces opérations transversales sont un socle indispensable au dé-





veloppement des filières végétales et animales, que ce soit en termes de sécurisation des exploitations (certification des plants en local, lutte biologique...) ou en termes de développement (R&D, caractérisation produits, essais d'auxiliaires, mise en exergue de nouvelles pratiques/techniques...).

- Le quatrième groupe pèse 10,6% du budget. Il concerne la mise en place et le suivi d'observatoires économiques au sein des différentes filières, et notamment celui porté par la Chambre Régionale. Ce groupe intègre également le référentiel technico-économique réalisé par les trois AGC ainsi que d'autres actions transversales qui portent sur le conseil en économie et en gestion financière.
- Au cinquième rang, viennent la structuration et le développement des filières animales autour des races locales ainsi que la mise en place de schémas de sélection et de multiplication des races corses reconnues qui mobilisent 9,8% des crédits et constituent une orientation forte des filières concernées.
- Avec 7,7% des dépenses, le sixième groupe rassemble diverses actions qui mettent en valeur des productions locales et fermières (hors SIQO) en communiquant sur la qualité, la typicité, l'innova-

tion, la gestion du produit et sa proximité. Elles œuvrent aussi bien au profit des sous-produits que des innovations et valorisent principalement en circuits courts.

- Le groupe ultime est plus hétéroclite et il mobilise les filières pour : l'accompagnement des actions sanitaires (hors du champ obligatoire et réglementaire) ; des actions reposant sur l'identification comme moyen d'authentification et d'assurance sur la qualité issue de la race ou de l'espèce ; des opérations visant à promouvoir et accompagner le développement de l'agroécologie et du pastoralisme (actions spécifiques hors appui technique financé dans le cadre des actions par filière).

### Répartition par filières

Si l'on fait une projection par filière, on constate une prépondérance forte des financements alloués à la filière ovine-caprine (près de 25% du montant global). Cette tendance, identique depuis quelques années, reflète à la fois l'importance des besoins dans ce secteur en termes d'appui technique et de développement du schéma de sélection notamment, et la mobilisation forte des financeurs envers cette stratégie.

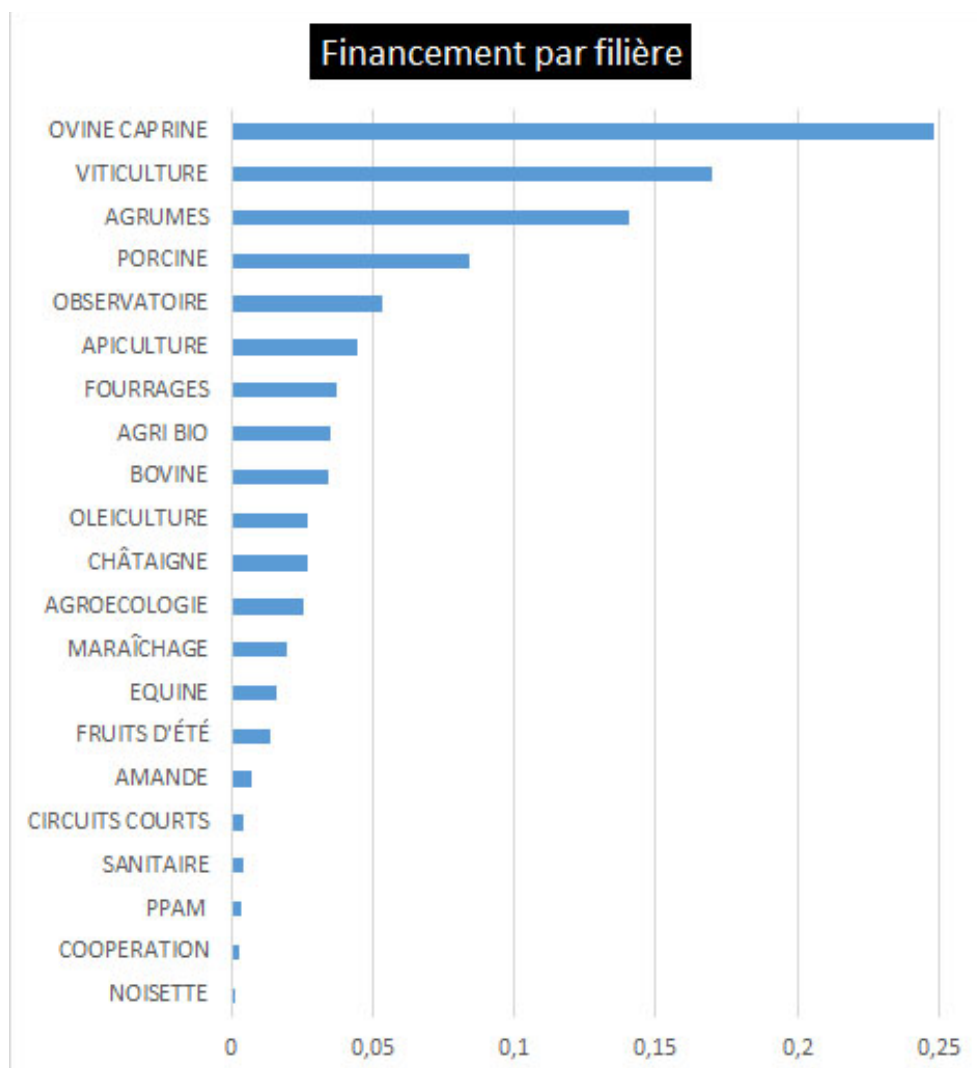
Les filières viti-vinicoles et agrumicoles bénéficient également d'une part importante des financements (respectivement 17% et 14%) en léger retrait. Les actions sont principalement consacrées à l'expérimentation et l'innovation, à la promotion des produits sous SIQO et à l'observation des marchés

Les financements alloués aux autres filières sont assez conformes au poids de celles-ci dans le panorama agricole insulaire, excepté pour la filière bovine, qui rencontre toujours des difficultés à concevoir et mener des projets collectifs compte tenu notamment du déficit d'engagement d'une large part des éleveurs (pas de filière structurée, peu d'exploitants présents dans les réunions, difficultés à partager des stratégies de développement communes...).

Si l'on compare la répartition 2022 à celles des précédentes années, on remarque une certaine stabilité dans les financements alloués à chacune des filières, avec quelques hausses ou baisses à la marge selon les programmes d'actions annuels présentés.

On peut souligner notamment une baisse des crédits :

- En filière bovine dans l'attente d'un plan de développement structuré et des avancées dans le dossier IGP Veau de Corse et la race corse ;
- En agro-protection après la fin d'un programme ;
- En filière oléicole avec la réduction de la promotion en relation avec l'alternance.



En parallèle, on note une augmentation des aides :

- A la filière porcine avec des besoins en termes de communication sur l'AOP et avec un renforcement du volet animation et étude
- En Bio, avec la montée en puissance de l'agroécologie et retour de la promotion à un niveau normal.
- En filière fourrage/céréales avec un recrutement du technicien en céréales
- A la filière viticole avec la poursuite d'un projet d'expérimentation mené par le CRVI concernant l'impact des bois utilisés dans le vieillissement des vins

La répartition entre filières animales et végétales est équilibrée.

En dehors du cadre du Plan Ambition, un certain nombre d'opérations spécifiques sont financées sur décision de l'Assemblée de Corse.

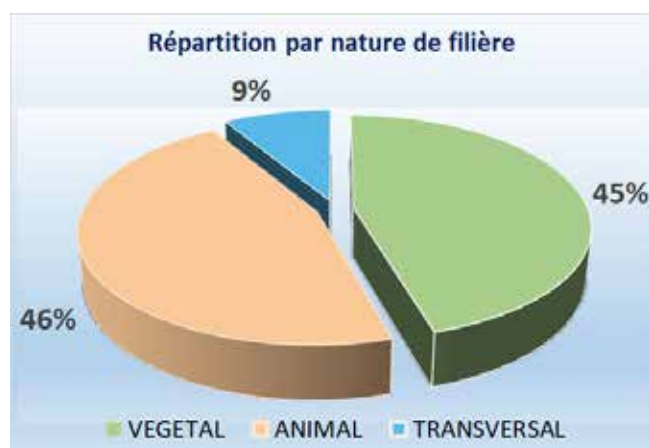
Pour l'année 2022, les plans de résistance à la tremblante, lutte contre la paratuberculose et contre *Aujeszky* ont été poursuivis.

Parallèlement, le dispositif « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole- CCPA » validé par l'Assemblée de Corse en 2019, poursuit son déploiement.

## Actions spécifiques

### Plan de lutte contre la tremblante

Un plan de lutte contre la tremblante par la sélection génétique a été mis en place en Corse à partir de 2010. Outre l'aspect sanitaire, il a permis de diffuser largement le progrès génétique créé par le schéma en termes de sélection laitière. Toutefois l'effort réalisé doit se maintenir car le nombre d'animaux portant le gène de sensibilité à la tremblante (béliers) est encore important et la pression de sélection sur ce critère ne doit pas s'interrompre au risque de voir le nombre d'animaux sensibles à ce gène revenir à son niveau initial.



Le plan de lutte « tremblante » 2021-2023, validé en Assemblée de Corse en mai 2021 pour un montant de 372 355 €, poursuit son déploiement.

Le montant alloué pour 2022 est de 122 386 €. Il a permis le testage de 300 béliers et la réalisation de 9 500 Inséminations Artificielles.

### **Plan de lutte contre la paratuberculose**

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insulaires en entraînant une baisse de la production laitière et une mortalité importante.

L'objectif était de mettre en place un plan de maîtrise réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires. Ce plan de maîtrise s'appuyait sur l'expérience acquise lors du plan précédent (2010-2013), sur l'état actuel de la connaissance de cette maladie et sur les moyens de lutte existants.

Élaboré en 2016, notamment par la FRGDSB et l'ILOCC, ce plan de maîtrise prévoyait un cofinancement Etat-Région, mais l'État n'avait pas répondu favorablement à cette demande.

Compte tenu de l'importance de la maîtrise de cette maladie pour le développement de la filière caprine corse, l'ODARC a donc repris attache auprès des différentes parties prenantes de ce plan pour le réactualiser. Le plan présenté a été validé par les professionnels représentés par l'Association I Capraghji Corsi, l'ILOCC et les CDA.

L'éradication de la maladie ayant été jugée impossible et la qualification des cheptels, prématurée, il est proposé de se concentrer sur 3 objectifs :

- Aider les élevages confrontés à de la paratuberculose clinique à maîtriser la maladie.
- Accompagner les élevages non touchés par la paratuberculose clinique afin de limiter le risque d'apparition de cas cliniques.
- Gérer la pépinière de chevrettes et le haras de boucs pour collecter et diffuser des animaux dont le statut paratuberculose est sécurisé.

L'approbation du Plan de maîtrise 2018 - 2022 de la paratuberculose en filière caprine a été acté par l'Assemblée de Corse (Délibération 18/331 AC du 20 Septembre 2018) Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2021/2022 ont été individualisés pour un montant de 131 178 €.

### **Le plan de lutte contre la maladie d'Aujeszký**

#### ***Contexte régional***

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insu-



lares en entraînant notamment une baisse importante de la productivité.

L'objectif est de mettre en place un plan de lutte réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires.

Les intérêts de ce plan sont multiples notamment :

- Augmenter la productivité des élevages
- Améliorer l'état sanitaire des troupeaux d'une manière générale
- Recouvrer un statut indemne : la sortie de porcs vivants du territoire est impossible actuellement. Ceci impacte négativement l'image de la région mais quid de la sortie des viandes à terme, des évolutions réglementaires étant toujours possibles et le statut sanitaire de la viande de porc est un enjeu majeur pour la France dans son commerce international.
- Ne pas prendre trop de retard car les outils de surveillance et de gestion vont se raréfier puisque la France continentale est indemne : le vaccin n'est plus disponible en France par exemple, avec un circuit d'importation plus compliqué et plus coûteux...

Les propositions présentées sont issues d'une démarche participative, dont l'objectif était de co-construire un plan de lutte contre la maladie d'Aujeszký en Corse. Ce travail a été réalisé par l'INRA et l'OVS animal. Les travaux ont été conduits en accord avec les services sanitaires de l'Etat et ont vu la participation de l'ensemble des catégories d'acteurs concernés par la problématique de la maladie d'Aujeszký (ODARC, éleveurs, chasseurs, GTV...).

#### ***Objectifs du Plan***

La stratégie de gestion de la maladie d'Aujeszký proposée repose sur l'objectif d'éradication via la vaccination. Cependant, elle propose un mode opératoire différent des stratégies « classiques », en posant certains

principes d'action notamment :

- Coordonner l'action par microrégion : la proximité géographique des élevages est un élément clé de la stratégie : si un éleveur vaccine dans le but d'éradiquer, il faut que ses voisins vaccinent également. Il s'agit de concentrer et créer les ressources microrégion par microrégion ;
- Concevoir une stratégie par étapes et conditionner le passage d'une étape à une autre : le principe de conditionnalité repose sur le fait qu'il faut atteindre certains objectifs (nombre d'éleveurs prêts à participer par exemple) avant de déclencher les opérations suivantes ;
- Enrôler les acteurs locaux dans le processus (élus, chasseurs, éleveurs...) et les responsabiliser : le principe repose sur la « collectivisation » du problème de la maladie d'Aujeszky, dépassant la lutte à l'échelle individuelle (un éleveur seul ne peut régler le problème).



### *Mise en œuvre pratique du plan*

#### Les différentes phases :

1. Phase « structuration » - Objectif : créer les conditions favorables au déploiement de la vaccination dans les élevages et des opérations de suivi de la situation sanitaire : définir un comité local de coordination, sensibiliser, identifier et enrôler les acteurs.
2. Phase « amorçage » - Objectif : amorcer le programme de lutte (vaccinations, prélèvements, clôtures, formations...) pour amplifier la structuration de la

zone et pour diminuer la pression virale afin de passer en phase « développement ».

3. Phase « développement » - Objectif : diminuer suffisamment la séroprévalence pour enclencher des mesures de lutte sanitaires exclusives dans la zone.

#### Les microrégions concernées :

Les travaux de co-construction de ce dispositif ont abouti à une proposition de deux régions contrastées pour le lancement des opérations : Le Boziu « élargi » et la vallée de la Gravona pour un total de 72 éleveurs et environ 7000 porcs.

La Collectivité de Corse contribue au suivi administratif et technique du plan ; l'Etat contribue aux dépenses liées à la vaccination, aux visites vétérinaires et aux analyses sérologiques. Le GDS Corse est le bénéficiaire de l'aide. Coût total plan : 833 400€ - ETAT : 508 079€ - CDC : 325 321€

Le Plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky 2020-2024 en filière porcine a été validé par la Commission Permanente de l'Assemblée de Corse le 06 mai 2020.

La phase 1 « Structuration » sur les territoires de la Gravona et du Boziu qui s'est déroulée en 2020 a permis de relever précisément le nombre de porcs à vacciner et de réaliser un état des lieux de la contention chez les éleveurs engagés. En 2021, les opérations de la phase 2 ont commencé concrétisant le démarrage du plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky.

La phase 2 « Amorçage » qui s'est déroulée en 2021 était consacrée aux premières opérations de vaccination et à la réalisation d'une enquête sérologique en abattoir dans ces deux microrégions. Les opérations de la phase 1 de structuration se sont poursuivies afin d'enrôler davantage d'éleveurs dans le dispositif, permettant ainsi la régularisation de tous les détenteurs d'animaux des zones concernées.

L'année 2022 a été ainsi consacrée à la poursuite des opérations de la phase 2, tout en amorçant le programme de lutte.

Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2022 ont été individualisés pour un montant de 41 996 €.

### Lutte contre la sharka

La Sharka ou Plum Pox Virus est une maladie virale qui touche les espèces de fruits à noyau du genre *Prunus*, elle est propagée par l'introduction de matériel végétal contaminé et disséminée par les pucerons.

Cette maladie est incurable, la lutte consiste à pratiquer une détection précoce systématique et l'élimination des arbres contaminés ou l'intégralité des parcelles touchées sur plus de 10%.

Depuis la découverte en 2018 d'un foyer sur pêchers à Vescovato, les prospections parcellaires de la Sharka ont révélé un taux de présence supérieur à 10% sur 30.81% des parcelles de prunus du bassin de Vescovato qui ont dû être arrachées.

Un maintien des efforts de prospection en plaine orientale est proposé par l'Association des Producteurs de Fruits d'Été Corses (APFEC) qui souhaite que toutes les actions de lutte soient poursuivies pour sauvegarder la viabilité de la production en Corse.

Toutefois, en application du règlement européen, la Sharka est classée comme organisme réglementé non de quarantaine, ceci implique, une obligation de surveillance annuelle des vergers. La FREDON Corse est déléguée pour conduire la surveillance officielle obligatoire.

La Sharka n'étant pas un organisme de quarantaine, l'Etat ne finance que la moitié du coût, le restant étant facturé à la profession, en l'occurrence à l'APFEC.

L'association des producteurs revendique l'assainissement progressif mais elle ne dispose pas de moyens suffisants pour porter 50% du coût de la surveillance obligatoire des vergers de prunus réalisée systématiquement sur toute la Casinca par la FREDON pour détecter la maladie.

L'APFEC a obtenu la participation financière de la CdC à la hauteur de 15% du coût total de la prospection pour contribuer à la pérennité des exploitations au moyen d'un plan de financement plus soutenable.

En 2022 le montant de crédits affectés à cette opération est de 15 852, 90 €.



## **Les contrats de coopération professionnelle agricole**

L'évaluation ex ante du PDRC 2014-2020 a mis en évidence les carences en compétences techniques que présentent les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles. En effet, ils sont majoritairement détenteurs du niveau de formation minimum requis, à savoir le BPREA, formation qui demeure insuffisante du fait notamment qu'elle ne permet pas d'acquérir la technicité requise dans les différentes spécialités des filières agricoles insulaires.

La politique régionale en faveur de l'installation et du développement agricole, fortement axée sur le développement de productions d'excellence intégrant des démarches de certification sous signes officiels de qualité, requiert la mise en œuvre de dispositifs qui servent ces objectifs.

Fort de ce constat, l'autorité de gestion du PDRC 2014 -2020, a proposé d'accompagner les projets d'installation des jeunes agriculteurs au travers de critères de modulation de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) qui répondent à ces orientations.

Ainsi, il est prévu dans les modalités de mobilisation de la DJA, de « favoriser » l'installation de jeunes agriculteurs qui peuvent se prévaloir d'une période d'immersion professionnelle au sein de la filière agricole de leur choix. Cette immersion professionnelle doit pouvoir se concrétiser par une présence du jeune agriculteur sur l'exploitation d'un agriculteur aîné durant une période suffisante lui permettant d'acquérir les compétences techniques requises par son projet d'activité.

Le dispositif « Contrats de coopération professionnelle agricole » vise à encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur et à la soutenir.

Il porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles sur le territoire régional.

- Un chef d'exploitation dit « confirmé » (au regard des critères de sélection annexés au présent rapport) engage un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production concernée. Ce contrat est signé entre les deux co-contractants et en précise les engagements respectifs.
- Un organisme comptable agréé réalise les engagements juridiques et comptables de l'employeur et de son salarié (contrat, fiches de salaires, MSA, etc.). Ce dispositif nécessite un engagement de l'exploitant employeur à transmettre ses savoir-faire et pratiques. En contrepartie, ce dernier perçoit de l'ODARC une

indemnité forfaitaire mensuelle de 500€, correspondant à environ 26h de travail consacrées à cette double mission de conseil en matière de stratégie et de techniques de production.

- Un organisme agricole (filieres, Chambres consulaires...) assure la recherche et la sélection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établit la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constate la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat. Pour cette mission, l'organisme se voit allouer une dotation forfaitaire de 1 000€ par contrat suivi.

Le salarié est amené à réaliser les tâches définies initialement et validées par un organisme agricole. Il est rémunéré par son employeur :

- Cas n°1 : Si le salarié est inscrit dans le parcours à l'installation, il est engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps complet et perçoit une rémunération équivalente à un SMIC.
- Cas n°2 : Si le salarié possède (pour sa propre exploitation) le statut de chef d'exploitation, il est engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps partiel (1/2 temps). Cela lui permet ainsi de travailler également sur sa propre exploitation. Il reçoit une rémunération correspondant à 1/2 SMIC.

### Les opérateurs :

- Les Organismes Agricoles publics ou privés (Chambres Consulaires, Associations de filières, Interprofessions, etc.).
- Les exploitants agricoles répondant aux critères de sélection des employeurs exemplaires (Cf. annexe 2) et ne présentant pas un lien de parenté de 1er degré avec le public cible accueilli.

### Le public cible :

- Les agriculteurs en phase d'installation (entrés dans le parcours à l'installation et sur présentation d'un accusé de réception délivré par les services de l'ODARC)
- Les Jeunes Agriculteurs (JA) dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet d'entreprise (durant les 4 ans après le constat d'installation) et donc installés en qualité de Chef d'exploitation.

En 2020, suite à une modification du PDRC, il a été proposé, dans un souci d'efficacité de ne plus valider au préalable les rapports en bureau de l'ODARC mais de les présenter directement en Conseil Exécutif pour individualisation.

En 2022, ce sont 11 CCPA qui ont été validés pour un montant total d'aide de 144 476 €.

### Janvier 2022

Un contrat a été présenté, accompagné par InterBio Corse. L'instruction de ce contrat a été réalisée par les services techniques de la Division Actions collectives et Marketing territorial. Il a ensuite été présenté au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 9 880 €.



## **Mars 2022**

Trois contrats ont été présentés, accompagnés par 3 organismes :

- Syndicat AOP Miel de Corse
- ILOCC
- Chambre d'Agriculture de Haute Corse

L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la Division. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 41 040 €.

## **Mai 2022**

Quatre contrats ont été présentés, accompagnés par 2 organismes :

- Syndicat SALAMERIA CORSA
- Syndicat AOP Miel de Corse (3)

L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la Division. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 56 680 €.

## **Juillet 2022**

Un contrat a été présenté, accompagné par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse. L'instruction de ce contrat a été réalisée par les services techniques de la Division. Il a ensuite été présenté au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 15 640 €.

## **Septembre 2022**

Un contrat a été présenté, accompagné par InterBio Corse. L'instruction de ce contrat a été réalisée par les services techniques de la Division. Il a ensuite été présenté au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 9 910 €.

## **Octobre 2022**

Un contrat a été présenté, accompagné par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse. L'instruction de ce contrat a été réalisée par les services techniques de la Division. Il a ensuite été présenté au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 11 326 €.

## **La mise en œuvre dans le cadre du PDRC**

### **Mesure 1.1 Formation des actifs**

Le principal enjeu de cet appel à projet était de renforcer la professionnalisation des actifs du secteur agricole et d'accroître leur niveau de connaissances par la formation continue, afin de les accompagner dans l'exercice de leur métier, d'assurer la mise à jour de



leurs connaissances tant au regard des évolutions économiques que scientifiques et techniques et de les sensibiliser aux problématiques de qualité des produits, de gestion durable des ressources et de changement climatique, et ce, dans le but de préserver une agriculture compétitive, adaptée à la demande et respectueuse de l'environnement.

Afin d'être en capacité de proposer une offre de formation au plus près des spécificités des exploitations agricoles, a fortiori ceux liés à des conditions d'exploitation particulières liées au rural insulaire et/ou des types de production ou de produits, un référentiel des besoins avait été réalisé par l'ODARC pour chacune des filières agricoles, en lien bien évidemment avec les acteurs représentatifs de ces filières. C'est ce référentiel qui a servi à l'élaboration des lots de l'appel à projets.

Les bénéficiaires de la mesure pouvaient être :

- Les organismes collecteurs agréés par l'État pour la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA).
- Les organismes de formation professionnelle continue publics et privés.

Les publics cibles étaient les personnes actives dans les secteurs de l'agriculture (exploitants agricoles, conjoints d'exploitants agricoles travaillant sur l'exploitation, entrepreneurs de travaux agricoles, agriculteurs en phase d'installation porteurs de projets agricoles, salariés des entreprises agricoles)

Les actions de formation proposées étaient des sessions de formation collectives portant sur des thématiques précises et répondant à des besoins concrets et partagés par un groupe cible de trois personnes minimum.

### **Les réponses à la session d'avril 2022**

Aucun organisme n'a répondu pour cet appel à projets.

### **Les réponses à la session d'août 2022**

Cet appel à projets s'est traduit par 2 réponses (pour 7 Lots), portées par 2 Organismes de Formation à savoir le Greta de Haute Corse et madame Cécile le GALLIARD. Six lots correspondent à des formations obligatoires pour les JA.

L'instruction du Projet a été réalisée par les services techniques de la division ACMT. Le montant d'aide programmé pour cette 2ème session de 2022 a été de 28 461,39 € pour 66 heures de stage, et ce, pour un public prévu de 132 stagiaires.

#### ***Les réponses à la session de décembre 2022***

Cet appel à projets s'est traduit par 1 réponse (pour 1 Lot), portée par 1 Organisme de Formation à savoir Inter Bio Corse. Ce lot correspond à une formation obligatoire pour les JA.

L'instruction du Projet a été réalisée par les services techniques de la division ACMT, transmise au Pré-Corepa, et présentée au Conseil Exécutif. Le montant d'aide à programmer pour cette 3ème session de 2022 a été de 3 388 € pour 14 heures de stage, et ce, pour un public prévu de 5 stagiaires.

Il n'est pas prévu qu'un nouvel appel à projets soit lancé en 2023.

#### **Mesure 1.3.2 : Échanges et visites d'exploitations agricoles en dehors de Corse**

Le principal enjeu de dispositif est de permettre l'acquisition de nouvelles pratiques ou l'amélioration des connaissances des exploitants et salariés agricoles au travers de la découverte de techniques innovantes ou de bonnes pratiques menées sur des exploitations en dehors du territoire insulaire. Ces échanges d'expérience visent à améliorer les connaissances et les pratiques des visiteurs et de leur organisation, et à intégrer les acquis des visites dans leurs activités quotidiennes. Au-delà du simple échange d'idée, ces visites permettent de voir des choses concrètes, d'en comprendre l'intérêt pour ensuite les adapter et les appliquer à sa propre réalité. De plus, cette méthode permet de prendre conscience de ses propres compétences et capacités, favorise l'ouverture d'esprit et l'évolution des pratiques

#### ***Laes sessions d'Avril et août 2022***

Aucun organisme n'a répondu pour cet appel à projets.

#### ***La session de décembre 2022***

Cet appel à projets s'est traduit par 2 réponses portées par 2 Organismes à savoir la Chambre d'Agriculture de Haute Corse et l'Organisation des Maraîchers de Corse.

- Projet porté par la CDA 2B : Le programme d'échanges prévu du 20 au 24 novembre 2022, soit 5 jours, en Israël. Une délégation de 42 personnes, comprenant des agriculteurs (18 aînés et 7 JA), des techniciens (9) ainsi que 8 salariés de la Chambre d'Agriculture, a été accompagnée sur

place par des professionnels locaux. Le montant d'aide programmé pour cette mesure s'élève à 91 197,90 €.

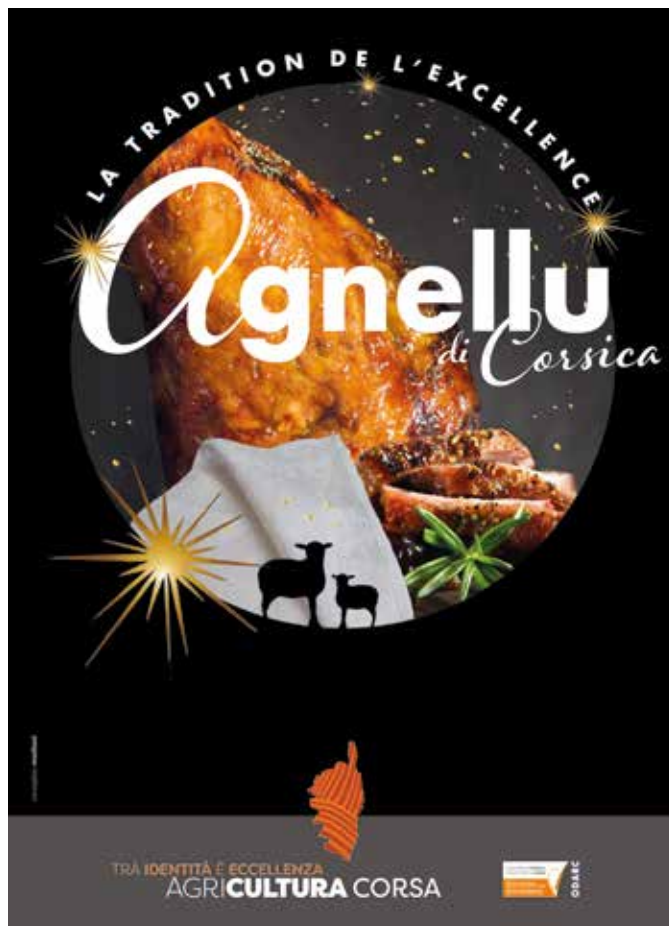
- Projet porté par l'OMC : Le programme d'échanges s'est déroulé du 04 au 08 décembre 2022, soit 5 jours, au Maroc dans la région de Rabat et de Marrakech. Une délégation de 8 personnes, comprenant des maraîchers (5 dont 2 JA), la technicienne de la Chambre d'Agriculture de Haute Corse, un technicien de coopérative agricole, ainsi que l'animatrice de l'association, a été accueillie et accompagnée par des professionnels locaux.

Pour 2023 aucun appel à projet n'est prévu.

## **Promotion de l'agriculture corse**

Le plan d'actions de communication en faveur des produits corses qui n'ont pas de signes officiels de qualité a pu être relancé avec la mise en place d'une planification de l'affichage en 4X3 sur toute la Corse. Ainsi, près de 150 panneaux d'affichages ont mis en avant les fromages fermiers, l'agneau de lait et le cabri durant les périodes clés de production et de commercialisation à savoir le printemps, l'automne et décembre pour les fêtes de Noël.

Ces insertions ont été réalisées dans Corse-Matin et les magazines Paroles de Corse, Orizzonte et Isula Muntagna notamment.



D'autres opérations ont également été menées comme par exemple la participation au salon Agris'giani en décembre 2022 pour mettre en avant le cabri de Corse, ainsi qu'une collaboration avec la Mairie, la CCI et les JA de Corse sur le marché de Noël de Bastia.

L'ODARC a participé également aux actions de sensibilisation du jeune public en partenariat avec les JA de Corse dans le cadre des opérations Agri'Gusti en permettant à des élèves de visiter des exploitations agricoles et de découvrir les savoir-faire et les produits agricoles corses.

Enfin, un partenariat avec l'ATC a été mis en place en 2022 afin de soutenir la parution d'un magazine Master Chef Spécial Corse afin de mettre en avant la richesse de l'agriculture corse, son patrimoine gustatif et sa gastronomie portée notamment par des chefs mettant en avant les produits insulaires.

A cette occasion et au-delà du cofinancement de ce numéro spécial, la sélection des chefs sur la base du label Gusti di Corsica a permis de tester les critères de sélection des restaurants et de prendre les premiers contacts pour leur future adhésion. De plus, un puli-reportage sur l'agneau de lait corse a permis de mettre en lumière ce produit mais également l'élevage pastoral et les éleveurs investis dans la revalorisation de ce co-produit des exploitations ovines. L'ODARC a également assuré le suivi rédactionnel des articles concernant l'agriculture et les produits agricoles.



La filière bovine a également bénéficié de la création d'un nouveau logo dans le cadre de la démarche IGP Veau de Corse – Vitellu di Corsica.



Un travail de conception a été mené avec les représentants de cette démarche afin de pouvoir proposer un visuel identifiable qui sera apposé en 2023 sur les produits correspondants aux critères de cette future IGP et ainsi, les différencier des autres.

Compte tenu de la nécessaire segmentation du marché du veau en Corse, cette identification est indispensable et structurante pour la filière.

### La route des sens authentiques

Certain de l'intérêt de ce type d'itinéraires agri-touristiques, l'ODARC a relancé ce projet de développement dans le cadre d'une stratégie globale qui s'inscrit sur le long terme et qui puisse permettre à l'agriculture et à l'artisanat de mettre en lumière la force patrimoniale et économique de leurs productions.

En 2021/2022, un nouveau territoire « Gravona, Prunelli, Paesi d'Aiacciu » a été créé permettant ainsi à la Strada di i Sensi de couvrir toute la Corse. Les autres territoires ont été actualisés avec de nouveaux adhérents et la mise à jour des adhésions réalisée (contrôle respect de la charte notamment en termes de production sous AOP et IGP en partenariat avec les ODG des signes officiels concernés). La Route des Sens Authentiques comptabilise aujourd'hui 489 adhérents (+ 67 adhérents par rapport à 2020).

En 2022, l'ensemble des outils de promotion ont été renouvelés.

### *L'identité visuelle*

En 2022, il a été décidé de rompre avec la tradition de visuels photographiques qui a été jusqu'alors utilisé pour communiquer sur A strada di i sensi afin de surprendre et séduire à nouveau. C'est donc le choix d'une illustration, d'un dessin qui a été retenu dans un clin d'œil vintage et rétro qui rappelle les publicités d'époque.

Ce détournement même s'il peut sembler inattendu marque les esprits. Au travers de cette approche ludique, tous les messages à faire passer sont présents : le public cœur de cible (femme, assez jeune avec un pouvoir d'achat plutôt élevé), des producteurs plutôt jeunes également qui renvoient au dynamisme et au renouveau agricoles, l'évasion, la convivialité, le paysage façonné par l'agriculture et le patrimoine matérialisé par l'église. Et bien sûr les produits. La couleur de la voiture rappelle le logo de la RSA de même que le foulard blanc flottant dans le vent, pour refléter l'osmose du moment.

Cet angle de communication permet de surprendre à nouveau et de ne pas donner le sentiment de déjà-vu, et ce d'autant plus que les associations photos producteurs/produits sont désormais beaucoup utilisées même par les grandes surfaces.

L'idée est de se démarquer une fois de plus avec originalité mais qualité, en s'inscrivant dans la tendance de communication actuelle, le rétro-marketing. Cette stratégie s'appuie sur l'émotion pour développer une relation plus humaine avec les utilisateurs. Elle consiste à faire travailler la nostalgie de l'acheteur pour pousser à sa consommation. Le fait d'être plongé dans le souvenir rend le consommateur influencé par l'émotion positive que cela lui procure. Le rétro-marketing se veut aussi un moyen de transmission entre différentes générations.

#### La brochure



En 2022, la brochure a totalement été relookée avec la nouvelle identité visuelle mais également en remplaçant les couleurs vitaminées de l'intérieur par des tonalités plus douces et en y rajoutant des visuels

Territoires	Nombre d'adhérents	dont agri-culteurs	dont artisans
Nebbiu - Capicorsu	78	71	7
Centru di Corsica	38	34	4
Casinca - Castagniccia - Costa Verde	48	41	7
Corsica Livantina	64	59	5
Sud Corse	51	47	4
Sartinesi - Valincu - Taravu	67	61	6
Dui Sevi-Dui Sorri - Cruzini - Cinarca	43	38	5
Balagna	68	52	16
Gravona-Prunelli-Paesi d'Aiacciu	32	31	1
<b>Total</b>	<b>489</b>	<b>434</b>	<b>55</b>

stylisés en cohérence avec le nouvel angle de communication. Le nouveau territoire Gravona, Prunelli, Paese d'Aiacciu y a été intégré. Le tirage à 55 000 exemplaires a permis une large distribution dans les Offices de Tourisme, chez les adhérents, chez les différents prescripteurs qui mettent en avant la Route de Sens authentiques (hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, restaurants...)

Des brochures ont également été distribuées lors du Salon International de l'Agriculture 2022 avec un espace dédié à la promotion de A strada di i Sensi.

#### Le site Internet et les applications mobiles

Le site internet [www.gustidicorsica.com](http://www.gustidicorsica.com) a été mis à jour et a intégré le nouveau territoire dès fin 2021.

Ce sont environ 130 000 sessions qui ont été ouvertes en 2021 et plus de 150 000, en 2022. Environ 15 % des visiteurs reviennent sur le site et de nombreux mails de demandes que ce soit directement auprès des producteurs ou à l'administrateur du site sont recensées. Elles concernent principalement des informations relatives aux possibilités de commandes, réservations ou remerciements après visites. Environ 83% des utilisateurs viennent de France, mais on note également de nombreuses connexions venant d'Italie, de Belgique, des USA, d'Allemagne, de Suisse, du Royaume Uni et du Canada, la traduction du site en italien et anglais facilitant l'accès aux internautes de ces pays. Il est à rappeler que le site est également entièrement traduit en corse.

Une page Facebook a également été créée fin 2022 qui comptabilise déjà 1300 followers.

#### Les insertions presse

En 2022, de nombreuses insertions presse ont été réalisées dans plusieurs médias (Paroles de Corse, Corse Matin notamment suppléments Ile de beauté

et Luxe, Bienvenue à la Ferme, Offices du Tourisme de Bastia et de la Costa Verde, l'Obs, la revue des Vins de Corse, Le petit Futé, Destination Corse, Corricatours, la revue des aéroports de Corse du Sud, revue Hertz, Masterchef...).

### **La signalétique**

La signalisation des adhérents est un volet très important en termes de communication car elle permet le maillage du territoire et apporte une visibilité très importante aux adhérents dont les accès aux exploitations sont souvent excentrés. Elle nécessite un travail important en termes d'étude d'implantation des panneaux sur les voies principales et secondaires et la constitution d'un dossier d'autorisations auprès de la Collectivité de Corse et des mairies concernées.

En 2022, les dossiers du nouveau territoire ainsi que l'actualisation des sept autres ont été constitués et envoyés pour validation afin de mettre en place la signalétique pour les 67 nouveaux adhérents.

### **Enquête satisfaction**

Afin d'évaluer A strada di i Sensi, une enquête a été menée auprès des producteurs et des artisans sur les répercussions de leur adhésion au réseau. Même s'il a été très difficile d'obtenir des chiffres concernant le pourcentage de visites engendrées ou de produits écoulés grâce à la Route des Sens, il est ressorti que plus de 90% des adhérents sont satisfaits ou très satisfaits, les 10% restants regrettant principalement les délais de mise en place de leur signalétique ou l'absence de panneaux plus nombreux.

Le réseau leur a apporté une plus grande visibilité et un accroissement significatif de leurs ventes. Certains ont même arrêté les autres modes de commercialisation pour vendre en direct sur leur exploitation. Ils apprécient particulièrement la signalétique et la qualité de la brochure mais également le site internet qui leur permet de recevoir des demandes de réservation (gîtes, tables d'hôtes) ou des commandes. L'appartenance à un réseau, à un label de qualité a également été mis en avant par de nombreux adhérents.

Un questionnaire satisfaction, cette fois-ci pour les visiteurs, est en ligne sur le site [www.gustidicorsica.com](http://www.gustidicorsica.com)

QUESTIONNAIRE VISITEURS - ROUTE DES SENS AUTHENTIQUES

Comment avez-vous eu connaissance du Circuit "Route des Sens Authentiques" ?  
☐ Off (brochure distribuée) ☐ Site internet ☐ Signétiqueur ☐ Autre, préciser :

S'agit-il de votre 1<sup>re</sup> visite ?

Sur une exploitation agricole ?  
☐ Oui ☐ Non

Pour une dégustation ?  
☐ Oui ☐ Non

Chez un artisan d'art ?  
☐ Oui ☐ Non

Pour un déjeuner / dîner dans une ferme-auberge ?  
☐ Oui ☐ Non

## **Création d'un label Gusti di Corsica**

### **Le Concept**

Le label « Gusti di Corsica » marque déposée par l'ODARC à l'INPI sera attribué aux restaurants insulaires qui se singularisent par la qualité des produits corses utilisés dans l'élaboration de leurs prestations. Ce label garantira notamment que les restaurateurs utilisent des produits d'origine corse et de qualité reconnue. Ce label deviendra la vitrine d'une gastronomie corse qui valorise les ressources des territoires.

### **Les Objectifs**

- Valoriser les circuits courts en offrant de nouveaux débouchés pour les producteurs locaux
- Créer une référence sûre pour les consommateurs et les touristes à la recherche des produits régionaux de qualité.
- Mettre en avant les restaurateurs qui valorisent les produits locaux de qualité
- Valoriser les produits insulaires et les savoir-faire des restaurateurs corses
- Offrir des gages de qualité qui viendront consolider les démarches qualité des producteurs insulaires.
- Renforcer l'image gastronomique de la Corse.
- Confirmer les savoir-faire des chefs insulaires et de nos producteurs comme un élément culturel en termes de patrimoine culinaire corse, sous son aspect traditionnel et innovant.
- Réaliser un maillage territorial de restaurants labellisés
- Créer une dynamique partenariale entre les professionnels agricoles et de la restauration.

### **La charte**

Une charte a pour but de préciser le cadre d'obtention du label « Gusti di Corsica ». Tout restaurateur désirant adhérer à ce label devra s'y conformer. Des audits qualité internes et externes seront effectués dans les établissements labellisés. Les restaurants adhérents bénéficieront d'une vitrophanie à leur entrée (logo fixé sur leur devanture comme guide du routard par exemple) qui permettra de les identifier ainsi que d'une communication dédiée au réseau.

### **Les actions réalisées en 2022**

- Elaboration de la charte support de la labellisation des restaurants permettant de préciser le cadre d'obtention du label en s'assurant de la faisabilité et de la contrôlabilité des engagements.
- Appréciation de la faisabilité du cahier des charges

auprès d'une quarantaine de restaurateurs sur toute la Corse notamment dans le cadre du partenariat avec Masterchef.

### Le Salon International de l'Agriculture

L'année 2022 a été l'année des retrouvailles au Salon International de l'Agriculture. Après une année blanche due à la crise sanitaire, cette manifestation a pu se tenir et la Corse y a participé du 26 février 2022 au 6 mars 2022 à Paris - Porte de Versailles. La Corse disposait d'une surface à aménager de 432.5 m<sup>2</sup> situé dans le hall des régions françaises (hall 3). Cette édition des retrouvailles a dépassé ses promesses avec près de 510 000 visiteurs.

L'univers visuel du SIA 2022 a été totalement renouvelé avec pour objectifs de revendiquer une identité et une histoire pour se démarquer, mais également offrir une bonne lisibilité pour bien être identifié au sein du Hall des régions.

Le concept a reposé sur une enseigne unique Corse-Corsica accompagnée d'une tête de Maure sur fond noir avec lettrage en blanc sur filet vert pour répondre aux enjeux d'identité et de lisibilité. Un design des stands basé la même charte graphique avec une combinaison de vert lumineux et de vert plus foncé associé à des éléments de construction en bois naturel pour renforcer l'effet terroir et réchauffer l'accueil pour répondre à l'objectif de convivialité. De grands

visuels ont été installés sur les cloisons pour mettre en avant la diversité des produits et de claustras avec la Corse « sillonnée » viendront apporter de la légèreté et de la transparence aux espaces et ce, toujours dans un esprit de convivialité.

Un principe d'agencement unique des stands de vente : grands comptoirs permettant d'optimiser le linéaire de vente, arches blanches portant la signalétique producteurs et l'éclairage comptoir, réserves centrales habillées par des visuels, signalétique haute et pont lumière. Un agencement particulier du stand institutionnel : une construction en diagonale pour plus de dynamisme, cloisons hautes, claustras, une scène pour l'animation musicale avec grand écran, un espace semi cloisonné destiné aux enfants, un espace RSA, utilisation du bois et du blanc pour illuminer l'espace.

Le rendu était à la fois efficace car il a permis une bonne visibilité de l'identité corse grâce aux visuels, au code couleur noir et blanc et à la signalétique ainsi qu'une organisation optimisée. Cette proposition était aussi tendance avec une note de design scandinave avec le bois et les déclinaisons de vert qui apporte une dimension environnementale, éco-responsable de même qu'une touche cosy et chaleureuse à l'espace.

Même si le financement de cet événement fait l'objet d'une subvention de 550 000€ de la CDC couvrant les frais de location des espaces, l'aménagement des stands et le transport des marchandises, l'ODARC assure la prise en charge des outils de communication

### *Visuel de la Corse au SIA 2022*





*Les différents espaces de l'espace dédié au stand de la Corse, sur le Salon International de l'Agriculture de Paris 2022, fromages, charcuterie, accueil institutionnel, cosmétiques, groupe d'animation de chanteurs corses....*

permettant à la promotion de l'agriculture corse sur le salon, la présence des filières et des agriculteurs afin de mettre en avant et de faire déguster les produits et l'animation des stands au travers notamment de distribution de goodies et d'intermèdes musicaux.

Le public du SIA étant très attaché à ramener de la documentation ou des souvenirs des stands régionaux qu'ils visitent, l'ODARC a réalisé une brochure de présentation des produits corses agrémentée de recettes qui a été distribuée à 6 000 exemplaires ainsi que des tabliers, des chapeaux, des sacs en coton et des ballons aux couleurs du stand corse.

## Etudes, analyse économique et prospective

### Bilan de campagne

La division ACMT s'implique fortement dans la réalisation du Bilan annuel des productions agricoles de la Corse, projet créé en 2009 et mené en coopération avec la Chambre Régionale d'Agriculture et le Service Régional de l'Information Statistique et Economique (SRISE) de la DRAAF. L'objectif de cette publication est de présenter annuellement les chiffres clés et les faits marquants du monde agricole insulaire.

Cet outil permet d'aborder les productions insulaires sous l'angle de données issues principalement des statistiques agricoles annuelles et des associations de producteurs.



Ce document est destiné à alimenter les ressources d'informations des professionnels, des techniciens, des élus et, plus généralement, de tous ceux qui désirent porter un regard documenté sur notre agriculture régionale.

L'édition 2022 dresse un bilan de la campagne de production 2021. En raison du délai de traitement et de validation des données relatives au Recensement Agricole 2020, cette édition a dû être décalée au 1er trimestre 2023.

## Suivi des projets

### Projection par mesures

La Division mobilise des crédits CdC au travers de plusieurs dispositifs :

#### Le Plan Ambition

- PA 1 : Projets collectifs de filière
- PA 2 : Promotion des produits sous SIQO

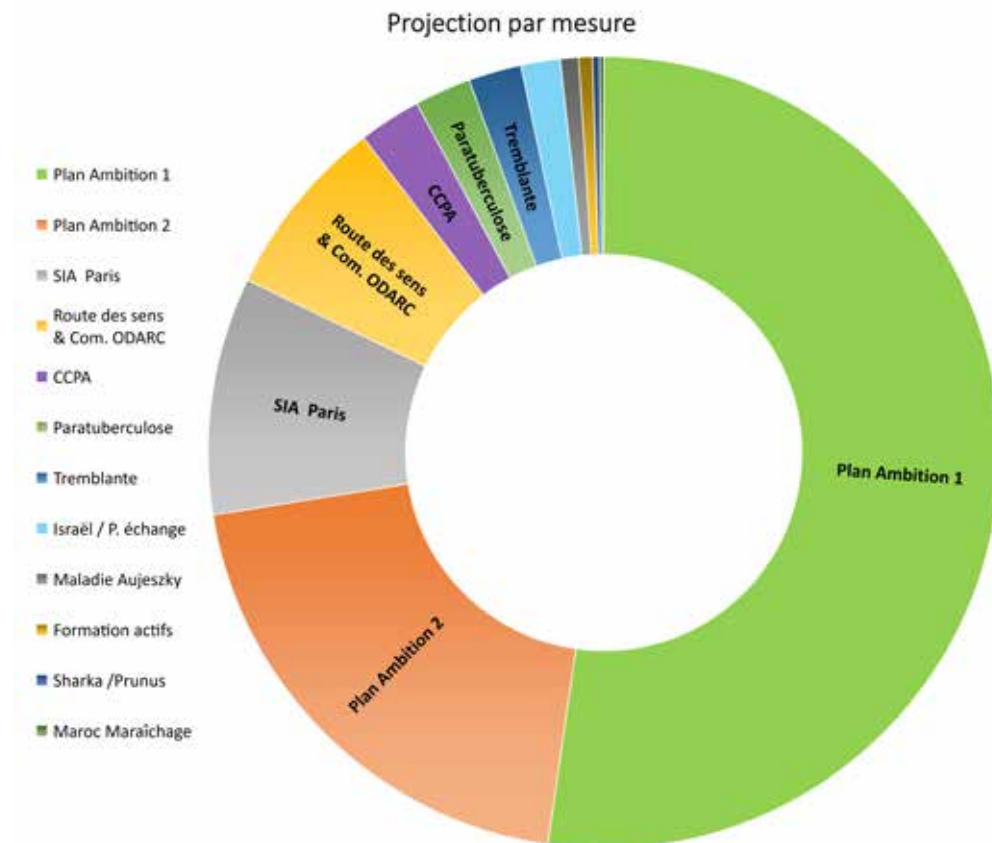
#### Le PDRC 2014-2022

- Mesure 1.1 Formation des actifs
- Mesure 1.3.2 Echanges techniques

#### Les opérations spécifiques

- Promotion en propre
- Dispositif de crise sanitaire (Tremblante, Paratuberculose, Aujeszky, Sharka..)
- Contrat de Coopération Professionnelle Agricole

Plan Ambition	4 111 336	2 964 595	Plan Ambition 1
		1 146 741	Plan Ambition 2
Promotion	972 500	550 000	SIA Paris
		422 500	Route des sens et promotion
Dispositif de crise sanitaire	311 412	41 996	Maladie d'Aujeszky
		131 178	Paratuberculose
		122 386	Tremblante
		15 852	Sharka / Prunus
Programme d'échanges et formation	277 634	91 198	Israël/Multi-filières
		10 111	Maroc/Maraichage
		144 476	CCPA
		31 849	Formation actifs



A cet égard, une projection par mesure participe à l'éclairage du panel des possibilités offertes.

Ainsi, l'ensemble des opérations pilotées par la division Actions Collectives et Marketing Territorial (hors Plan Ambition payé par FranceAgrimer) représente, pour 2022, 5,67 millions d'euros, en augmentation compte tenu du retour du programme d'échanges et de la formation cette année de reprise post covid 19.

En 2022, 72,5% des actions sont financés au travers des deux mesures du Plan Ambition, 17,1% relèvent de la promotion y compris le SIA 2022, 5,5 % ont un caractère sanitaire et 4,9% recouvrent les actions en lien avec la formation notamment les échanges techniques qui sont en augmentation en 2022..

### Les visuels des campagnes d'affichage 2022



# Division Recherche et Développement

## Les missions

- Gérer les stations expérimentales de Migliacciaru (fourrage, céréales) et d'Altiani (fourrage, élevage).
- Identifier les enjeux à relever en matière d'acquisition de connaissances et d'innovation.
- Mener des études et des recherches liées à des problématiques agricoles locales.
- Définir des axes de recherche avec les filières agricoles de production, participer à la définition de programmes de recherche adaptés et contribuer à leur mise en œuvre.
- Participer au développement des schémas de sélection des races locales.
- Développer un continuum entre la Recherche, l'expérimentation et le développement au travers notamment des pôles de compétences d'Altiani et de Migliacciaru.

## Les actions réalisées

### Accompagnement scientifique et technique des filières

#### Filière caprine

L'ODARC a renforcé son action d'accompagnement stratégique, technique et financier de la filière caprine corse et de ses acteurs. En effet, l'élevage en race caprine insulaire est actuellement en difficulté et les menaces qui pèsent sur la filière sont nombreuses : sanitaire, faible productivité des troupeaux, éligibilité des surfaces, introduction de races exogènes, etc.

Deux chefs de projet assurent l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Leurs rôles sont à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les actions de R&D, de sélection et de multiplication au niveau de la filière.

Pour 2022, les actions menées ont porté sur les points suivants :

#### *Diagnostics d'élevage et recensement des cheptels de race Corse*

Au total, 113 élevages ont été enquêtés sur les 180 existants, et 17 965 animaux ont été recensés (hors chevrettes de renouvellement).

L'objectif des diagnostics d'élevage est de faire un état des lieux le plus exhaustif possible de la filière caprine Corse. Sur la base des informations obtenues, des actions prioritaires pour améliorer les conditions de travail et d'installation éleveurs caprins seront définies et mises en œuvre.

Un premier état des lieux sur les 100 premiers diagnostics réalisés a été présenté aux différents acteurs. En 2023, il est prévu d'effectuer l'entièreté des diagnostics restants.

Ce travail devrait notamment permettre de connaître le nombre de caprins de race Corse présents sur l'île, sachant qu'il y a eu un grand nombre d'importation de troupeaux exogènes ces dernières années. Une distinction fine est effectuée sur place entre les animaux possiblement croisés (poils ras, gabarit hors norme, forme des cornes...) et les animaux correspondant au standard Corse.

#### *Le haras de boucs*

Relancé en 2020, il a pour objectif d'améliorer la génétique par la voie mâle. Il s'agit de saturer les élevages en boucs de sélection afin d'obtenir des chevrettes de sélection.

Rappel des points contrôlés :

- Sanitaire : négativité de la mère à bouc à la paratuberculose et test au CAEV.
- Standard de race : conformité de la mère et du cabri requise.
- Performance laitière de la mère : quantité et qualité.
- Contrôle de filiation.
- Typage de la caséine alpha-S1 sur les mères et les cabris pour connaître leur potentiel de qualité laitière.
- Vaccins (paratuberculose, entérotoxémie, chlamydiose, fièvre Q) et vermifuges réalisés en centre d'élevage à Altiani.

En mars 2022, l'ODARC a effectué l'achat de 23 boucs auprès de 12 éleveurs-sélectionneurs. Ces boucs, élevés à Altiani, seront proposés à la vente à l'âge de 18 mois, en mai 2023.

Des pré-commissions ont été menées en décembre 2022. Elles permettront de ramasser une trentaine de boucs pour l'année 2023.

#### *Poursuite de l'étude sur la caséine alpha-S1*

Cette étude a été entreprise en 2020. Le but est d'établir une corrélation entre les taux protéiques et les différents variants génétiques de la caséine. En connaissant

le potentiel de qualité laitière, le délai d'attente pour les éleveurs avant de fournir le haras serait écourté.

Cette année, au moment des pré-commissions, 25 prélèvements répartis dans 9 élevages ont été réalisés.

Malheureusement, il est impossible de s'appuyer sur ces données pour le moment au vu du faible nombre d'échantillons par variant. Raccourcir le délai pour le ramassage des boucs de sélection est donc actuellement impossible. Il a été décidé de continuer d'étoffer ce tableau grâce aux prélèvements faits lors des pré-commissions.

#### ***Démarche de certification IGP Cabri de lait de Corse - Caprettu di Corsica***

Elle est portée par l'Associu Capraghji Corsi en collaboration avec l'ODARC et avec la participation de l'INRAE, des chambres d'agriculture, du GDS et de l'INAO. La viande de cabri de lait de Corse, traditionnellement consommée au cours des fêtes de Noël et de Pâques, est peu à peu à reléguée au second plan du fait, notamment, de l'apparition de nouveaux modes de consommation (produits prêts à cuire ou précuits, pièces découpées, perte de savoir-faire concernant sa préparation, etc.). Dans ce cadre, une étude a été initiée pour améliorer nos connaissances nutritionnelles du produit et ses caractéristiques organoleptiques. Elle est en cours de réalisation.

#### ***Suivi des axes de travail de la filière via des comités techniques caprin.***

Durant l'année 2022, deux comités techniques ont été organisés. Des réunions téléphoniques avec les différents acteurs ont également été réalisées.

#### ***Vente de boucs de sélection***

En 2022 s'est déroulée la deuxième vente de boucs de sélection au haras d'Altiani. Les membres du comité technique caprin ainsi que 23 éleveurs inscrits dans la démarche de sélection se sont rendus au haras en mai pour participer à l'événement. La vente s'est déroulée par tirage au sort de l'ordre de passage. Ainsi, 24 boucs ont été vendus au prix de 180 euros l'un.

#### ***Participation aux événements de communication***

##### ***A fieru di u casgiu***

Cet événement a pour but de promouvoir les races ovine et caprine Corses ainsi que les produits qui en sont issus. À cette occasion, des broccis, des fromages ainsi que du cabri de lait de Corse ont été vendus avec la participation des deux chefs de projet de l'ODARC. Des boucs du haras ont également été présentés au public.

##### ***Agri'sgiani***

En décembre 2022, les deux chefs de projet de l'ODARC

ont participé à la deuxième édition d'Agri'sgiani en collaboration avec l'Associu Capraghji Corsi pour la promotion du cabri de lait de Corse. En deux jours, 40 kg de viande ont été vendus sous forme de sandwichs et de barquettes. De plus, un document de promotion concernant les membres de l'Associu Capraghji Corsi a été distribué aux visiteurs du stand afin de les informer des lieux de vente de cabris par microrégion.

#### ***Sanitaire***

Cette année encore, l'étude sur le CAEV a été entreprise en partenariat avec le GDS Corse et le GTV Corse. Il s'agit de faire un nouveau point sur la situation en Corse vis-à-vis de ce virus. Le LILCO a été sollicité pour réaliser des analyses de lait de tank d'éleveurs suivis en contrôle laitier. Ainsi, 11 prélèvements ont été réalisés, dont 7 se sont avérés positifs. Ce qui représente 64 % de positivité sur notre échantillon.

#### ***Sélection de la race caprine Corse***

Un projet de génotypage national piloté par l'Institut de l'Élevage permet la caractérisation des différentes lignées dans le cadre du projet RAGEMO. Cela permet de déterminer le niveau de consanguinité, l'apparentement par rapport aux animaux déjà génotypés uniquement et le pourcentage de croisement au sein de la race. Dans ce cadre, 83 prélèvements ont été réalisés dans 29 élevages en 2022. Les résultats seront disponibles fin 2023.



#### ***Comité Scientifique et Technique Apicole***

Depuis 2012, les rendements diminuent sur l'ensemble de la production de miel de Corse sans que cela ne s'explique, mettant en situation critique les exploitations apicoles du territoire. Dans ce contexte, l'ODARC et le Syndicat AOP Miel de Corse - Mele di Corsica ont mis en place un Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA) auquel participent les partenaires de la filière : INRAE LRDE-SELMET, Université de Corse, OEC (Conservatoire National Botanique de Corse et Observatoire Conservatoire des Invertébrés

de Corse) et l'Institut de l'Abeille (ITSAP). Ce groupe s'est donné pour mission de comprendre les causes de la diminution de production de miel en Corse au travers trois thématiques :

1. Suivi des floraisons, évolution des miellées et disponibilité des ressources nectarifères et pollinifères.
2. Lien entre les productions de miels AOP, les aspects météorologiques et les pratiques apicoles.
3. Coexistence de l'apiculture avec les autres filières agricoles et activités humaines.

En 2022, l'ODARC a effectué trois études qui s'inscrivent dans les thématiques 1 et 2 :

- Contribution à l'étude des activités apicoles en Corse : les connaissances, les savoir-faire et la diversité des pratiques de gestion du cheptel.
- Effets des changements climatiques sur la production de miel en Corse : irrégularités des miellées et adaptations des apiculteurs.
- Étude des potentialités nectarifères et pollinifères de milieux spontanés de Corse : relations avec le rendement en miel et rôle des variations climatiques.

### **Comité scientifique et technique transformation fromagère fermière**

Dans le cadre du développement de la production fromagère fermière régionale l'ODARC et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine de Corse ont mis en place un groupe de travail dont l'objet est de définir et de traiter les problématiques scientifiques et techniques inhérentes à ce secteur. Il s'agit de rapprocher les organisations professionnelles, les acteurs de la recherche et ceux du développement dans le but d'unir leurs compétences et leurs moyens dans un objectif commun de progrès.

Ce Comité Scientifique et Technique dédié à la transformation fromagère, auquel participent l'INRAE LRDE-SELMET, l'Université de Corse, l'Institut de l'Élevage, le Campus AgriCorsica Rizzanesi-Sartè, les chambres d'agriculture, le Syndicat AOP Brocciu, Casgiu Casanu et Casgile, a notamment pour objectif d'explorer les points suivants :

Quatre thématiques de recherche ont été retenues :

- T1 : Composantes susceptibles d'influer sur les caractéristiques des fromages produits en Corse : territoires, races et savoir-faire.
- T2 : Qualité du lait cru et maîtrise des critères technologiques de fabrication de fromages.
- T3 : Qualité des fromages fermiers typiques corses et marqueurs de la typicité.
- T4 : Construction de la typicité des fromages fermiers corses obtenus à partir de lait cru : défini-

tion et maîtrise des critères de typicité territoriaux ; orientations souhaitées en termes de développement de la typicité.

Des études et recherche visant à répondre aux problématiques qui se posent dans le cadre de ces thématiques seront définies et mises en œuvre. De premiers travaux relatifs à la détermination de critères de typicité des fromages Venachese et Sartinesu sont prévus pour la campagne 2023.

### **Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales PPAM**



L'ODARC accompagne la filière PPAM dans le cadre de la démarche de certification IGP de l'huile essentielle d'immortelle de Corse. Concernant la Division R&D, Il s'agit d'aider les producteurs à constituer le cahier des charges de production IGP, notamment en effectuant les actions suivantes :

- Recensement des travaux scientifiques concernant la composition et les propriétés de l'huile essentielle d'immortelle.
- Réalisation d'une étude visant à mieux connaître les huiles essentielles commerciales de Corse : analyse de la composition chimique et des principaux paramètres physico-chimiques (densité, pouvoir rotatoire, indice de réfraction) et comparaison des résultats avec ceux obtenus à partir d'huiles essentielles concurrentes provenant d'autres pays.

## **Etudes et recherches**

### **Thèse : Contribution à l'étude de la composition chimique du lait de brebis de race Corse et des facteurs de variation associés**

L'objectif de ce travail est d'étudier la qualité du lait de brebis Corse et de déterminer les facteurs qui peuvent influencer sur cette qualité. Il s'agit d'un projet collaboratif, porté par l'Université de Corse, l'INRAE de Corse

et l'ODARC, qui vise à mutualiser les compétences de chaque organisme afin d'explorer un sujet pluridisciplinaire complexe en rapport avec le développement agricole insulaire.

- Étude de la composition fine du lait de brebis corses : La composition chimique du lait varie tout au long de la campagne de lactation et en fonction de différents facteurs. Il s'agira donc, dans un premier temps de déterminer les différents constituants du lait de brebis Corses et leur teneur moyenne en utilisant les techniques d'analyse de référence habituellement décrites dans la littérature.
- Détermination des paramètres qui peuvent influencer cette composition : La composition chimique du lait peut être influencée par de nombreux facteurs (type d'alimentation, période de production, race, variabilité génétique, aspects sanitaires, etc.). L'objectif de l'étude proposée est de déterminer les relations entre certains de ces facteurs et la composition du lait de brebis Corses.

#### *Campagne laitière 2020-2021*

Il s'agissait d'étudier la composition fine du lait de brebis Corses ainsi que les facteurs de variation associés, notamment le système d'élevage et la ration alimentaire. Pour cela, un pool de 24 exploitations présentant des conditions d'élevage contrastées et représentatives de l'élevage ovin insulaire actuel a été constitué. Un échantillon de lait de troupeau a été prélevé mensuellement d'octobre 2020 à juillet 2021 dans chacune d'entre elles. Au total, 181 prélèvements ont été effectués et analysés au moyen de méthodes adaptées.

Diverses informations techniques ont également été recueillies dans les élevages suivis : niveau génétique du troupeau, cinétique de constitution du troupeau à la traite, pratique de la transhumance, type de traite et type de ration alimentaire distribuée au troupeau. Ces informations visent à qualifier chaque exploitation afin de l'inscrire dans le système d'élevage approprié.

Pour évaluer l'influence de la ration alimentaire sur la qualité du lait, un entretien a été réalisé auprès des éleveurs lors de chaque prélèvement afin de connaître :

- La quantité de l'apport en aliments concentrés et en fourrage sec ;
- Le temps de pâturage et le type de pâturage valorisé (parcours, prairie naturelle, prairie temporaire) et, lorsque cela était possible, les espèces végétales pâturées.

De plus, des analyses concernant la composition des aliments concentrés et des fourrages distribués aux brebis dans chaque exploitation suivie ont été réalisées tout au long de la campagne de prélèvement.



#### *Campagne laitière 2021-2022*

L'objectif de cette campagne était de reconduire l'étude de la campagne laitière 2019/2020, concernant la variabilité interindividuelle de la composition physico-chimique du lait de brebis Corse au sein de la population ovine du schéma de sélection. En effet, la première campagne d'échantillonnage ayant été fortement impactée par la crise sanitaire, la décision de reconduire cette étude s'imposait.

Le protocole d'échantillonnage était identique à la première campagne de prélèvement, excepté le remplacement d'une exploitation qui n'a pas souhaité renouveler sa participation à cette étude. Des prélèvements de laits de 36 brebis individuelles, sélectionnées suivant leur rang de lactation, ont été effectués parmi 10 élevages adhérents au contrôle laitier officiel. Les prélèvements de lait d'individu et de lait de troupeau ont été effectués sur la totalité de la campagne de production à raison d'un prélèvement par mois. Finalement, 2 127 échantillons de lait individuel et 72 échantillons de lait de troupeaux ont été analysés, la méthode d'analyse privilégiée étant la spectrométrie dans le moyen infrarouge, et ce, en raison du très grand nombre d'analyses à effectuer.

De la même façon, un suivi de la ration alimentaire a été effectué auprès des différents exploitants sur la base d'une enquête de terrain complétée par une analyse nutritionnelle de la ration distribuée en bergerie (fourrages, aliments du commerce et/ou céréales).

#### *Traitement des résultats*

L'ensemble des résultats obtenus fait actuellement l'objet d'un traitement statistique réalisé en collaboration avec l'Institut de l'Élevage. L'objectif est de déterminer les relations éventuelles entre les paramètres des systèmes d'élevage, ceux de l'alimentation des brebis et la composition du lait.

## **Contribution à l'étude des activités apicoles en Corse : les connaissances, les savoir-faire et la diversité des pratiques de gestion du cheptel**

Cette étude a pour objectif de faire un état des lieux des pratiques mises en œuvre sur le terrain et de comprendre leur contribution au rendement en miel. Dans ce cadre, 28 entretiens ont été menés auprès des apiculteurs adhérents à l'AOP Miel de Corse - Mele di Corsica sur les pratiques et les observations empiriques sur leur environnement afin de caractériser les composantes du cycle de production en Corse. Ces données sont synthétisées d'une part sous-forme de typologie des pratiques et d'autre part sous forme de cartes mentales pour comprendre les raisons et les logiques de prise des décisions au regard de la miellée. À partir des déclarations de production, les rendements sont comparés entre classes de la typologie pour voir si les pratiques sont susceptibles d'impacter le rendement en miel.

Quatre profils-type se dessinent en fonction du groupe de pratiques mis en œuvre. La typologie met en évidence l'existence de différentes logiques de raisonnement pour la gestion d'un cheptel apicole. Les apiculteurs subissent tous une perte de rendement, quelles que soient leurs motivations. L'apparition ou l'évolution de nouvelles pratiques ont été mises en évidence, comme le nourrissage ou le deuxième traitement varroa. Les apiculteurs s'adaptent petit à petit à un environnement changeant pour faire face à des conditions de production de plus en plus variables. La comparaison des rendements des apiculteurs entre classes de la typologie n'a pas permis de mettre en évidence que les pratiques apicoles impactent le rendement final. Cela permet de confirmer qu'il y a bien d'autres facteurs liés à la chute de production du miel.



Cette étude a permis de mieux connaître les pratiques des apiculteurs insulaires au regard des indicateurs environnementaux. Elle a ouvert des pistes d'études ciblées pour comprendre les autres facteurs de la chute de production, notamment l'impact sur les ressources mellifères, et s'adapter plus efficacement au changement climatique.

## **Effets des changements climatiques sur la production de miel en Corse : irrégularités des miellées et adaptations des apiculteurs.**

La production de miel en Corse décroît depuis les dix dernières années sans que l'on puisse expliquer les raisons de cette chute, mettant en situation critique les exploitations apicoles de l'île. L'une de ces causes pourrait être les effets des changements climatiques. Cette étude a pour objectif i) d'identifier les facteurs liés aux conditions environnementales pouvant avoir un impact sur la baisse de la production de miel en Corse sous l'Appellation d'Origine Protégée ; ii) d'étudier les paramètres météorologiques annuels durant la période de 1999/2021 et les conditions météorologiques journalières durant le printemps 2022 afin de mieux appréhender les effets des variations climatiques sur la production des miels de printemps et iii) d'objectiver les adaptations mises en place par les apiculteurs pour faire face aux irrégularités des miellées.

Les changements climatiques ont été la principale cause de l'irrégularité des miellées et de la chute des productions selon les apiculteurs enquêtés. De nombreuses hypothèses émises par les apiculteurs quant à l'influence de certains paramètres sur leurs productions ont été validées par des analyses statistiques entre les conditions climatologiques et la production de miel de Corse en AOP. En effet, certains paramètres météorologiques, à savoir la température, la précipitation, la vitesse du vent et l'humidité pourraient avoir un impact sur la production de miel. La variation de ces paramètres induite par l'aggravation des épisodes de sécheresse pourrait expliquer les irrégularités des miellées.

Face à cette situation, les apiculteurs ont mis en place des mesures d'adaptation de leurs conduites du rucher comme les pratiques de transhumances et l'augmentation de fréquence de visite, d'une part, et d'utilisation des outils météorologiques et des balances connectées comme l'indicateur de prise de décision, d'autre part. Néanmoins, certaines caractéristiques de l'apiculteur comme les statuts agricoles, la taille de cheptel etc. pourraient les contraindre dans les actions à entreprendre pour s'adapter à la situation actuelle.

## **Étude des potentialités nectarifères et pollinifères de milieux spontanés de Corse : relations avec le rendement en miel et rôle des variations climatiques.**

18 ruchers ont été sélectionnés, sur lesquels ont été inventoriés sur un rayon de 500 m, pendant 2 sessions de terrain, 284 milieux composés d'un total de 441 espèces. Des données de rendement et météorologiques ont été extraites. À l'issue de la première année d'analyse, nous avons pu observer les tendances suivantes :

1. Le changement climatique observé sur l'île se traduit notamment par une augmentation des températures.
2. Les variations climatiques ont une influence sur le rendement des miels de printemps et ce ne sont pas les mêmes paramètres météorologiques qui influent sur le miel de Maquis de printemps et sur le miel de Printemps.
3. La composition floristique autour des ruchers et son état ont une influence sur le rendement des miels de printemps. Il est également possible d'avoir une estimation de la quantité de nectar fournie par le cortège floristique autour du rucher.

## **Estimation de la capacité d'ingestion (CI) de brebis laitières Corses en période de traite exclusive**

Un premier essai d'évaluation de la capacité d'ingestion de la brebis Corse a été mené au sein de la Station Expérimentale d'Altiani. Cette expérimentation comprenait 2 lots de 10 brebis enfermées, recevant un certain niveau de complémentation (maïs et aliment) et du fourrage de qualité distribué à volonté. Les consommations ont été mesurées précisément durant 10 semaines (divisées en deux phases de 5 semaines).

Ces mesures avaient pour but de mesurer l'ingestion de chacun des lots en contrôlant un maximum de paramètres, ne faisant varier ainsi que leur niveau de production laitière et le niveau de complémentation. La réalisation et l'interprétation des équations de la capacité d'ingestion nous permettront de conclure quant à l'utilisation et la cohérence des équations de prédiction d'ingestion INRA sur des brebis de race Corse.

À la vue de ces premiers résultats, il s'avère que les équations actuelles de capacité d'ingestion (établies sur des brebis de races Lacaune, Manchega et Lataxa) semblent sous-estimer d'environ 40 % la CI des brebis de race Corse, et ce, quel que soit le niveau de production laitière de départ.

Ces premiers résultats ne peuvent pas être généralisés eu égard à la faible représentativité statistique

des lots et devront être consolidés en réalisant de nouvelles expérimentations.

## **Contribution à l'étude de la qualité du lait de brebis Corses : influence du niveau de production laitière des brebis et de leur conduite alimentaire sur la composition du lait.**

En Corse, la production de lait de brebis est principalement utilisée pour la fabrication fromagère. Dans le cadre de ce stage, nous avons porté notre intérêt sur l'influence de la production laitière des brebis et de leur conduite alimentaire sur la composition du lait.

Cette étude d'une durée de 10 semaines a été réalisée sur trois lots constitués de 10 brebis chacun : 2 lots à forte production laitière, l'un en bergerie et l'autre sortant pâturer, et un lot à basse production laitière en bergerie. Les lots en bergerie reçoivent du fourrage à volonté ainsi que 400 g d'aliment concentré en phase 1 (5 semaines) puis 200 g d'aliments concentrés et de maïs en phase 2 (5 semaines). Des prélèvements d'échantillons de lait ont été réalisés toutes les semaines et analysés. Les notes d'état corporel et les poids des brebis ont été pris toutes les deux semaines. Les taux butyreux ont été obtenus par la méthode gerber, les taux protéiques et d'urée, par analyse spectrophotométrique et l'analyse des acides gras, par CPG.

Les résultats obtenus confirment l'influence du niveau de production laitière sur les paramètres physiologiques des brebis ainsi que sur la concentration en taux butyreux et en taux protéique du lait. L'alimentation au pâturage influe sur la quantité de lait produite, le taux butyreux, le taux protéique, la concentration en urée et la proportion des familles d'acides gras dans le lait.

## **Étude des qualités nutritionnelles du cabri de lait de Corse et de ses caractéristiques organoleptiques**

Un stagiaire a intégré l'ODARC en janvier 2022 afin de mettre en relation les caractéristiques des carcasses de cabris (poids, état d'engraissement, âge à l'abattage, etc.), le profil en acides gras des tissus adipeux, le taux de lipides intramusculaires et certains facteurs qui pourraient avoir une influence sur ce profil (composition du lait des mères, conditions d'élevage, etc.). Les nombreuses données obtenues durant cette étude font actuellement l'objet de traitements statistiques dans l'objectif de déterminer les principales caractéristiques nutritionnelles du cabri de lait Corse et des facteurs qui sont susceptibles de les influencer.



De plus, les caractéristiques organoleptiques du cabri de lait de Corse ont été actualisées par un laboratoire spécialisé de l'Institut de l'Élevage :

- Profil sensoriel : Après notation par un panel expert, la viande de cabri Corse est décrite comme : tendre (au couteau et en bouche) et juteuse ; avec des fibres plutôt fines ; une saveur légèrement salée et à la fois sucrée du fait du côté lacté de la viande ; une texture non grasse.
- Couleur : En comparaison à d'autres viandes de cabri, celle de Cabri Corse est une viande claire. Sa couleur est semblable à celle de la plupart des animaux jeunes, chevreaux entre 30 et 60 jours.
- Flaveur : La flaveur de la viande de Cabri Corse est considérée comme habituelle par la plupart des membres du panel. La description de cette flaveur habituelle est surtout centrée sur le côté sang, lacté et végétal. La flaveur atypique est quant à elle liée au côté métallique présent dans la viande.

Globalement, la viande de cabri Corse a été jugée de façon positive et le panel a apprécié devoir déguster cette viande pour l'évaluer.

### **Élaboration d'une formulation insecticide innovante contre la fourmi *Tapinoma magnum*.**

En moins d'une décennie, l'agriculture corse a dû faire face à de graves crises phytosanitaires. Parmi les ravageurs, dont la présence devient inquiétante, on retrouve une espèce de fourmi envahissante : *Tapinoma magnum*

(anciennement *T. nigerrimum*). Depuis le début des années 2000, son aire d'expansion s'étend de plus en plus sur l'ensemble du continent européen. Sur le territoire français, les régions du sud sont les plus touchées. En Corse, le nombre de colonies répertoriées ne cesse d'augmenter. En quelques années, cette fourmi est devenue une réelle source d'inquiétude pour les acteurs du monde agricole insulaire, en particulier en ce qui concerne les productions végétales. Cependant, malgré les désagréments qu'elle suscite, aucune solution efficace n'a encore été proposée. Dans ce contexte, depuis le début de l'année 2022, l'ODARC et l'Université de Corse développent un programme de recherche : la thématique FURMICULA. Il s'agit de développer des formulations alternatives aux produits phytosanitaires et ciblées sur cette fourmi ravageuse, notamment à partir d'extraits de végétaux issus de la biomasse insulaire. Dans cette optique, nous nous sommes intéressés à 6 espèces de la famille des Astéracées, dont 3 appartenant au genre des *Érigéron*, pour lesquelles nous avons caractérisé l'huile essentielle des parties aériennes et réalisé le criblage de l'activité insecticide. Nos investigations n'en sont qu'au stade préliminaire, mais elles ont tout de même permis d'améliorer nos connaissances de la composition chimique de l'huile essentielle de ces espèces et de leur action sur *T. magnum*.

## **Formation et accueil d'étudiants**

La Division R&D a également pour mission de diffuser des connaissances au travers, notamment, de formation dispensées par des agents techniques spécialisés et d'accueil d'alternants et stagiaires.

En 2022, des formations à destination de producteurs ont été dispensées en transformation fromagère fermière, aussi bien au sein de la fromagerie expérimentale d'Altiani, en collaboration avec l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine de Corse (ILOCC), que dans les ateliers fromagers de professionnels.

En outre, cinq étudiants ont été accueillis au sein de la plateforme expérimentale d'Altiani pour contribuer à la réalisation des études menées dans le cadre des différents CST et autres expérimentations menées par l'ODARC. En 2022, ils étaient issus de :

- L'Université de Corse (2 alternants et 2 stagiaires de master)
- L'Université d'Aix-Marseille (1 stagiaire de master)
- La Sorbonne Université (1 stagiaire de master.)
- L'École Supérieure d'Agricultures Angers-Loire (1 stagiaire ingénieur agronome).



# Agro-environnement

Depuis le 1er septembre 2021, l'intégralité des agents de cette division a été transférée de l'OEC à l'ODARC et avec eux l'ensemble des missions.

Cette équipe comprend, au 31 décembre 2022, 14 agents au total.

Il est structuré autour de 2 thématiques principales en direction de la protection et de la valorisation des territoires ruraux :

L'agro-pastoralisme et plus globalement l'agro-environnement (5 agents)

L'animation au débroussaillage réglementaire dans le cadre de la protection des espaces habités contre l'incendie (8 agents)

Une assistante assure le suivi administratif et financier ainsi que le suivi des dossiers de demande d'aide relatifs à la défense contre les incendies (1 agent).

## Projets agro-environnementaux

### Préparation des MAEC pour 2023-2027

La division Agro-environnement de l'OEC et dorénavant de l'ODARC a entrepris, dès l'année 2020, dans le cadre de la programmation 2023 - 2027, une réflexion portant sur de nouvelles Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC). Cette réflexion s'est appuyée sur un bilan technique de l'ancienne programmation, 2014 - 2020 et sur l'expérience acquise par les chargés de mission « agro-environnement » depuis 2008.

Dans un premier temps, cette réflexion s'est menée en interne afin de répondre :

- A l'un des 3 objectifs généraux de l'UE, « renforcer la protection de l'environnement et l'action pour le climat »,
- Plus précisément à 2 des 9 objectifs spécifiques de l'UE, l'objectif E : « favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles tels que l'eau, les sols et l'air » et l'objectif F : « contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages »,
- Aux objectifs identifiés pour la Corse, « lutter contre les incendies et restaurer la mosaïque des paysages » et « accompagner les pratiques agricoles utilisant efficacement et durablement les ressources ».

Par la suite, durant le premier semestre 2022, cette réflexion a été largement partagée avec les différents partenaires institutionnels, socio-professionnels et associatifs, DDT, DRAAF, OEC, Chambres d'agriculture, GRPFC, ILOCC, CEN.... Ainsi, des nombreux échanges et des nombreuses réunions de concertation ont eu lieu avec les dits partenaires.



Pour cette programmation 2023 - 2027, 4 interventions ont été retenues et intégrées au Plan Stratégique National (PSN) :

- 70.22 : « Restauration de la mosaïque du paysage agro-sylvo-pastoral et prévention des incendies »,
- 70.23 : « Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles »,
- 70.24 : « Revitalisation et protections des sols »,
- 70.25 : « Protection de la ressource en eau – Lutte intégrée ».

Chaque intervention vise à accompagner un certain nombre de projets qui se déclinent en « option ».

La division s'est attachée, après approbation du PSN, à définir une méthode technique et objective de priorisation des demandes des exploitants agricoles pour l'obtention d'un contrat MAEC en vue de la campagne 2023 et suivantes. Cette méthode est basée sur l'intérêt agro-sylvo-environnemental des zones d'implantation des exploitations agricoles. Elle permet de déterminer le « poids agro-sylvo-environnemental » de chaque exploitation agricole. Ainsi, un classement sera établi et utilisé afin de prioriser la réalisation de diagnostics agro-écologique.

Cette méthode sera présentée, en début d'année 2023, à une commission dédiée aux MAEC.



L'équipe s'est appliquée aussi à la rédaction d'un Appel à Manifestation d'Intérêt qui vise à recenser les exploitants intéressés par un MAEC surfacique pour la programmation 2023 – 2027.

### **Agro-pastoralisme**

Les chargés de mission « agro-environnement » mènent au quotidien des actions diverses en faveur des éleveurs pour une gestion des pratiques et des ressources plus respectueuses de l'environnement et pour la prévention des incendies par la reconquête des espaces agro-pastoraux, avec notamment :

- Un accompagnement technique et administratif auprès des exploitants agricoles de leurs secteurs respectifs. Leurs interventions techniques peuvent concerner des domaines très divers tels que le matériel végétal à utiliser, la fertilisation, l'irrigation, la conduite des parcelles par le pâturage... Un appui administratif conséquent est également apporté en particulier pour les déclarations des surfaces à la PAC (essentiellement pour ceux bénéficiant d'un contrat MAEC) et pour la déclaration des primes animales. La division a réalisé 183 déclarations de surfaces dans le cadre de la PAC 2022 sur l'ensemble de la région corse (87 en 2A et 96 en 2B), en tant qu'organisme de service reconnu pour cette mission par les services de l'Etat (DDT). Cette prestation a été, comme chaque année, facturée à chaque exploitant pour un montant de 150€ TTC ce qui a généré pour l'établissement, une recette de 27 450 € sur l'exercice 2022.
- La poursuite de la vulgarisation de la technique du semis direct grâce aux 2 semoirs directs appartenant à l'ODARC (1 en 2B et 1 en 2A) et qui sont mis gracieusement à disposition des éleveurs demandeurs. L'intérêt de cette technique culturale simplifiée réside dans la préservation des sols et donc la diminution du risque d'érosion, dans la diminution du temps de travail, dans la réduction du carburant... Vingt huit hectares et demi (28,5 ha) ont été semés en 2022 avec les semoirs directs

de l'ODARC sur l'ensemble de la région (13 ha en 2A et 15,5 ha en 2B) et concernant au total 5 exploitants (2 en 2A et 3 en 2B).

Il faut souligner qu'aujourd'hui, grâce à notre action, de plus en plus d'éleveurs s'équipent en semoir direct, tant la technique est satisfaisante surtout en conditions assez difficiles de sol et de pente.



### **L'expérimentation**

Des expérimentations à visée fourragères sont également menées chez des éleveurs et agriculteurs volontaires. Elles sont destinées à améliorer la qualité fourragère des prairies mais aussi elles doivent nous permettre de disposer d'un matériel végétal résistant à la sécheresse pour tenter d'anticiper les effets du changement climatique (espèces fourragères d'origine méditerranéennes et adaptées aux conditions pédo-climatiques de la Corse).

Au-delà de ce volet expérimental dédié aux fourrages, la division, en 2022, a étendu le périmètre de ses expérimentations en incluant des essais sur les engrais verts et sur les bandes fleuries chez des viticulteurs et arboriculteurs.



### **Animation GIEE**

La création du GIEE « Semis direct, la clef de nos champs » en Corse du Sud (Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental) et celle de l'association « SUMINAVVENE », qui en est la structure porteuse, ont été impulsées par un chargé de mission en 2017.

Ce projet regroupe 5 exploitations agricoles utilisatrices du semis direct dans les régions d'Ajaccio et de Sartène et vise à favoriser les échanges d'expériences, les expertises et les formations sur cette thématique, ainsi que l'obtention de références pratiques diffusables ensuite au niveau régional. Les premières actions ont été mises en place en 2019 (test de fertilisation organique, organisation de 2 journées de visites d'expertise avec ARVALIS sud-est).

### **Animation Groupement Pastoral du Nebbiu**

Depuis 2013, nous suivons le Groupement Pastoral de l'Alturaghja, dont nous sommes à l'origine, avec pour objectif la restauration des estives de San Gavinu di Tenda, Santu Petru di Tenda et Urtaca. En effet, la fermeture du milieu, l'accès à l'eau pour les troupeaux (bovins, caprins et ovins) et les sentiers dégradés étaient devenus des problèmes majeurs, trop difficiles à résoudre à titre individuel. Aujourd'hui, 11 éleveurs, dont certains sont des Jeunes Agriculteurs, font partie du groupement dont nous assurons l'animation.



### **Assistance technique auprès des institutionnels**

Une assistance technique auprès des institutionnels de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement: les compétences techniques « production fourragère » et « gestion des espaces agro-pastoraux » sont reconnues

par l'ensemble des institutionnels (DDTM, DREAL, CDL...) et par des organisations professionnelles (ILOCC,...). Les agents sont régulièrement sollicités par ces différents organismes à titre d'experts ainsi que par l'enseignement et la formation agricole (lycées agricoles, CFPPA, CPS,...).

### **Agroforesterie**



L'agroforesterie désigne les pratiques, nouvelles ou historiques, associant arbres, cultures et/ou animaux sur une même parcelle agricole, en bordure ou en plein champ. Ces pratiques comprennent les systèmes agro-sylvicoles mais aussi sylvo-pastoraux, les pré-vergers (animaux pâturant sous des vergers de fruitiers)... L'agroforesterie possède de nombreuses vertus environnementales et contribue notamment à améliorer et diversifier la production des parcelles, à restaurer la fertilité du sol, à garantir la qualité et quantité de l'eau, à améliorer les niveaux de biodiversité et à stocker du carbone pour lutter contre le changement climatique. La Corse avec ses pâturages sous chênes, oliviers ou châtaigniers, pratique depuis longtemps une forme de sylvo-pastoralisme mais à ce jour, il n'existe pas de parcelles agroforestières au sens vrai du terme.

Depuis 2016, l'Office de l'Environnement de la Corse, et maintenant l'ODARC à travers sa division agro-environnement, a intégré le Réseau Rural Agroforestier Français (REUNIR-AF). Ce réseau entendait aller à la rencontre des enjeux auxquels sont confrontés les territoires et leurs acteurs, afin de partager des démarches innovantes. Cette appartenance à un réseau national traitant d'agroforesterie garantissait à la Corse de faire valoir ses spécificités à travers des propositions de modifications et d'évolutions des politiques publiques touchant à ce domaine.

Les travaux du réseau REUNIR-AF se sont terminés en septembre 2022 par un séminaire de clôture qui a eu lieu en Corse. Celui-ci s'est réparti entre une partie en salle, réservée aux membres du réseau, afin de faire



le bilan des actions effectuées en 3 ans et demi, évoquer les livrables à fournir au Ministère et une partie terrain, destinée à la fois aux membres du réseau, mais que nous avons souhaité élargir aux acteurs de l'île susceptibles d'être intéressés par cette thématique afin de leur permettre de mieux appréhender les bénéfices que peut apporter l'agroforesterie pour notre île.

Un ensemble d'acteurs a ainsi été convié à deux journées terrain pour des visites d'exploitations agricoles engagées dans des démarches liées à l'agroforesterie (plantation d'arbres intraparcellaire en viticulture et élevage, plantation de haies en viticulture et arboriculture, et plantation de verger maraichers pour une diversification de production). Cette rencontre entre techniciens agroforestiers des autres régions françaises, agriculteurs et techniciens corses ont constitué des temps d'échange particulièrement enrichissants pour tous les participants autour de cas concrets qui ont convaincus les exploitants de poursuivre dans cette voie.

Dans le même registre, nous avons assuré le conseil technique dans le cadre du « Plan de relance pour la haie » initiée par le Ministère, en venant en appui des chambres d'agriculture afin, d'une part de conseiller, en terme d'essences et de types d'aménagement, les exploitants agricoles qui souhaitent planter des haies, et d'autre part, d'aider à la récolte de graines d'arbres champêtres destinés à constituer ces haies. Ce sont ainsi 22 bénéficiaires qui ont été accompagnés pour un programme de plantation de plus de 13 km de haies.

Nous les retrouvons dans toutes les spéculations : 41% en arboriculture, 18% en élevage, 23% en viticulture, le reste étant des exploitations mixtes maraichage/arboriculture/viticulture. Le programme « Plantons des haies » étant clos, les agriculteurs espèrent que des mesures de soutien aux investissements agroforestiers (haies, arbres fourragers) viendront prendre le relais dans le cadre de la nouvelle programmation.

La division agro-environnement s'intéresse également à la sélection et à la multiplication d'espèces ligneuses de provenance locale et indemnes de maladies qui

présenteraient l'avantage d'une bonne adaptation au dérèglement climatique. Ainsi, tous les ans nous récoltons des graines sur différentes micro-régions de l'île (de caroubiers, sorbiers, mûriers, filaires...) qui sont ensuite confiées à un pépiniériste pour une mise en culture.

## **Actions incendies et DFCI**

Les actions principales dans ce domaine sont notamment articulées autour de :

- la connaissance des incendies avec une participation relative au relevé annuel des feux à l'échelle de la région Corse (contribution à la base nationale PROMETHEE) et une analyse des principales causes et des principaux impacts sur l'environnement,
- la participation aux différents groupes de travail permanents mis en place par les services de l'Etat à l'échelle départementale (GTP) et régionale (GTI) et destinés à définir la politique à mener en matière de prévention et de prévision des incendies avec l'ensemble des organismes concernés par cette problématique.

## **Projets du débroussaillage légal**

Le respect du débroussaillage réglementaire autour des espaces habités est le seul moyen efficace aujourd'hui de protéger les personnes et leurs biens du risque incendie, qui, comme chacun le sait, est présent partout en Corse de par la grande combustibilité du couvert végétal même en hiver en cas de sécheresse marquée.

Depuis quelques années, les différents acteurs qui travaillent sur les Obligations Légales de Débroussaillage - OLD (DDT, DRAAF et ODARC) désiraient faire évoluer leur action et trouver un cadre où les maires seraient plus au centre de l'action. C'est ainsi, qu'à partir de 2021, ils ont décidé de





mettre en place les Plans Communaux de Débroussaillage (PCD).

Le PCD permet au Maire, s'il le souhaite, avec l'appui des membres du Groupe de Travail Permanent (GTP) de :

- Définir une « stratégie » propre à la commune pour faire appliquer au mieux la réglementation,
- Déployer tous les « outils » possibles pour mettre en œuvre la stratégie définie,
- Suivre et évaluer dans le temps la pertinence de la stratégie mise en œuvre,
- Redéfinir si besoin certains axes de la stratégie au cours du temps.

Le Plan Communal de Débroussaillage (PCD) est un document comprenant cinq parties, dont certaines seront communes à tous les PCD et d'autres ciblées sur la situation particulière de chaque commune :

**1ère PARTIE** : Expliquer précisément la réglementation applicable à la commune en rappelant les objectifs des OLD, la réglementation qui s'applique dans la commune en fonction de son document d'urbanisme (PLU ou non) et les règles du débroussaillage.

Mettre à disposition du Maire les arrêtés préfectoraux sur le débroussaillage légal et l'emploi du feu.

**2ème PARTIE** : Faire un état des lieux en élaborant :

- La carte générale des OLD (V0),
- La cartographie « état des lieux » initiale après une campagne de visites sur le terrain sans contact avec les obligataires, pour faire une estimation de l'état du débroussaillage (complet, incomplet, inexistant),
- La cartographie précise des obligations de chacun (découpage des obligations),
- La liste la liste des propriétaires concernés par l'obligation de débroussailler.

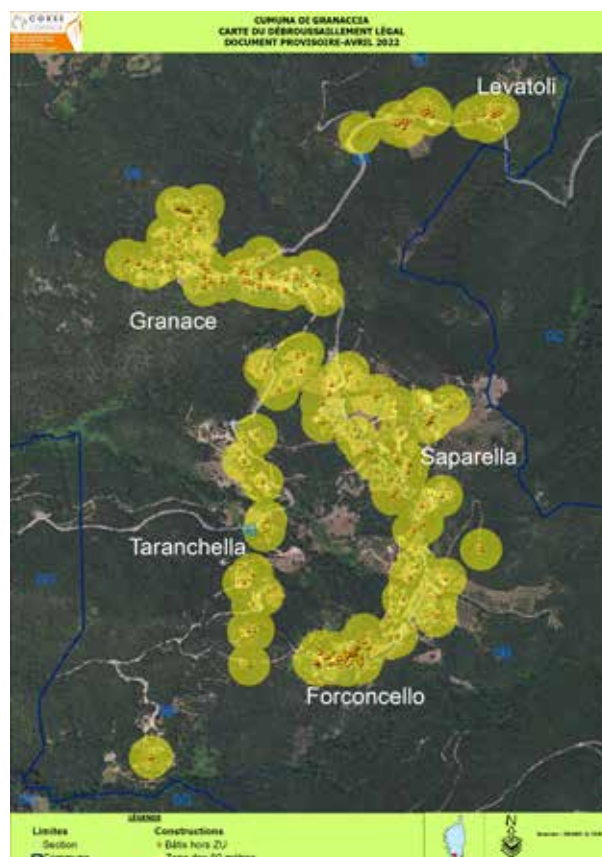
**3ème PARTIE** : Connaître tous les outils réglementaires disponibles (BOITE A OUTILS REGLEMENTAIRES) permettant d'aider à la réalisation

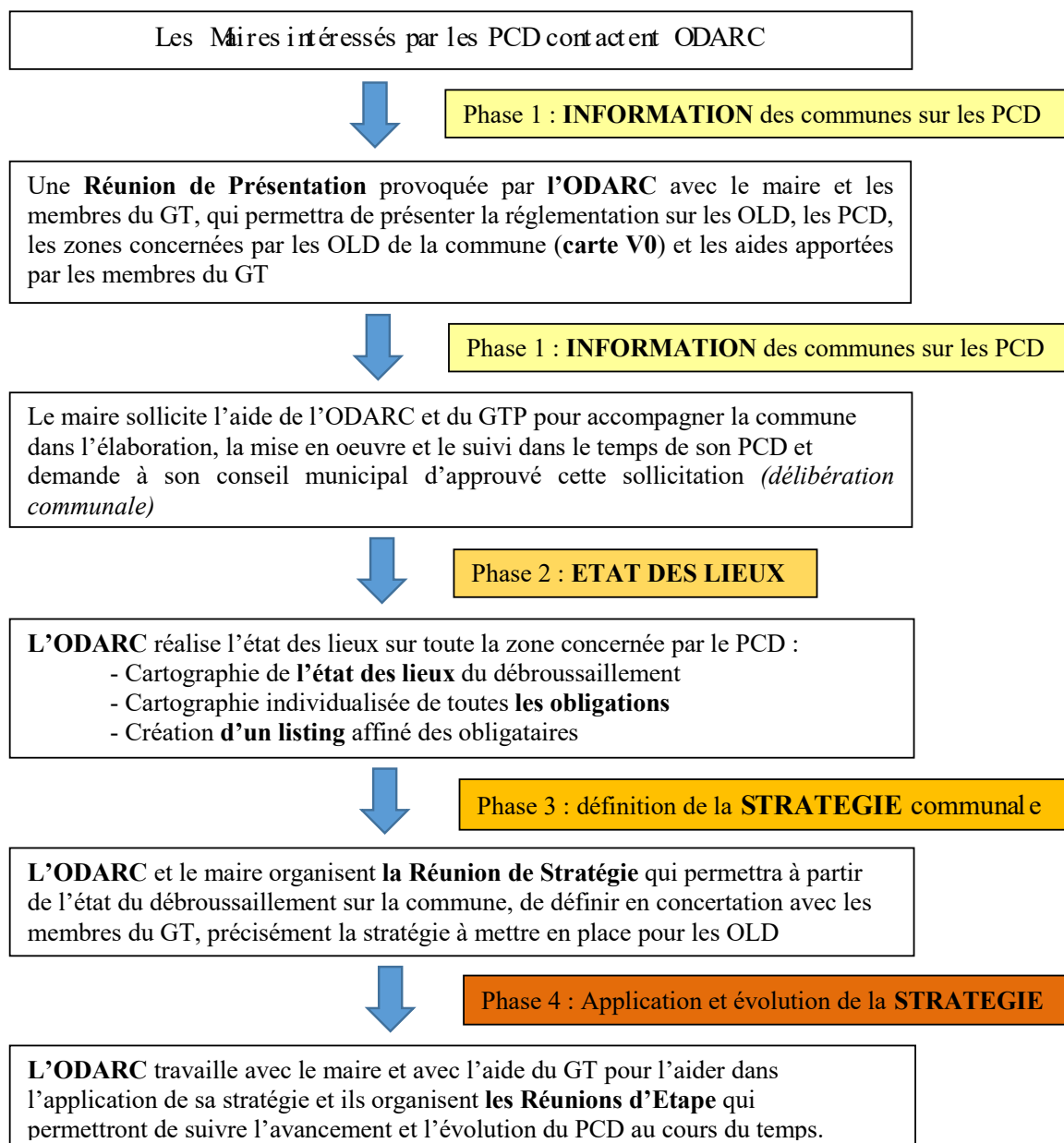
des OLD (courriers simples, visites de sensibilisation auprès des citoyens, mise en demeure avec RAR, débroussaillage d'office, création d'Association Syndicale Autorisée (ASA), mise en application de l'article 131 -14, mutualisation des moyens, actions de formation du personnel, contrôles, verbalisation, amendes etc. ...) .

**4ème PARTIE** : Élaborer la stratégie communale en collaboration avec les groupes de travail DFCI (CDC, DRAAF, DDT, ODARC, ONF et SIS) en définissant des zones prioritaires ou non et en proposant les actions à mettre en place en mobilisant les dispositifs prévus dans la boîte à outils réglementaires.

**5ème PARTIE** : Suivre et accompagner annuellement l'état d'avancement et l'évolution de la stratégie avec chaque année les réactualisations nécessaires de l'ensemble ou de certaines cartographies si besoin.

Le schéma du déroulement de l'élaboration des PCD par les Maires avec l'aide de l'ODARC a été finalisé avec la DDT 2B lors d'une réunion à Altiani le 22 novembre 2021 et après consultation de la DRAAF et de la DDT 2A. Les différentes phases de l'action globale sont présentées dans un schéma synthétique ci-après.





Au cours de l'année 2022, les animateurs du débroussaillage ont initié ou poursuivi leur travail de sensibilisation relatif à la réglementation sur le débroussaillage légal dans plusieurs communes, 12 en Corse du Sud et 28 en Haute-Corse.

Le tableau de la page ci-contre présente les communes sensibilisées en 2022, un état d'avancement de l'action et des données chiffrées relatives aux nombres d'obligations et aux surfaces concernées par ces obligations :

Les agents assurent également une animation / sensibilisation des Établissements Recevant du Public (ERP) (Hôpitaux, collèges, etc...) : à la demande du GTP de Corse du Sud, les animateurs de l'ODARC de Corse du Sud ont été sollicités pour effectuer cette action auprès des établissements les plus sensibles. Pour l'année 2022, cette action concerne l'hôpital de Bonifaziu et le groupe scolaire de Sainte Lucie de Porti-Vechju.

Enfin, l'équipe a participé à une expérimentation interfaces habitat/forêt avec tous les membres du GTT et le GIRTEC sur le territoire de la communauté des communes du Fium'Orbu-Castellu. Cette action, en 2022, a été conduite sur 6 communes, Ghisoni, l'Iso-lacciu di Fiumorbu, u Lugu di Nazza, u Petrosu, Serra di Fiumorbu et San Gavinu di Fiumorbu.

Dans le cadre de ces actions de débroussaillage légal, l'ODARC a sollicité en 2022 une aide financière du Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne (CFM) à hauteur de 143 300 €, au travers d'une convention annuelle de partenariat.

La demande d'aide FEADER au titre de la mesure 7.6.4 du PDRC 2014-2020, pour un montant de 286 600 €, a bien été réceptionnée en décembre 2021 par le service instructeur de la CdC, mais n'a pas encore fait l'objet d'une présentation devant les instances de programmation (COREPA).

## Bilan global des animateurs du débroussaillage légal

Communes	Phase 1			Phase 2			Phase 3	
	Eléments carto.	Réunion présentation	Délib.	Etat des lieux	Nb obligations	surface OLD (ha)	Réu de Stratégie	Strategie retenue (1ère étape)
Arghjusta é Moriccio	V0	Oui	30/07/22	Oui	178	33,33		
Carbuccia	V0	Oui	23/11/21	Oui	533	80		
Casaglione	V0	Oui	15/04/22	Oui	714	156	Oui	
Ghjunchetu	V0	Oui	25/03/22	Oui	91	33,09	Oui	
Granaccia	V0	Oui	29/08/22	Oui	171	40		
Ulimiccia	V0	Oui	08/07/22	Oui	118	45,1	Oui	
Pianottuli è Caldareddu	V0	Oui	29/11/21	Oui	303	219,16	Oui	
Santa Lucia di Tallà	V0	Oui	03/09/21	Oui	489	107		
San Gavinu di Carbini	V0	Oui	12/09/22	Oui	830	81,05	Oui	
Sari di Sulinzara	V0	Oui	23/11/21	Oui	1354	377		
Aucciani	V0	Oui	08/07/22	Oui	501	130,5		
Zicavu	V0	Oui	26/11/21	Oui	339	51		
TOTAL Corse du Sud					5 621	1 353,23		
Barrettali	V0	Oui	29/01/22	Oui	803	48,74	Oui	Envoi de courriers à tous les obligataires / Réunion publique / Visites à la demande
Belgudè	V0	Oui	28/01/22	Oui	787	179,258	Oui	Envoi de courriers ciblé NC*/Réunion publique/Visites à la demande
Biguglia	V0	Oui	16/05/22	Oui	2131	579,3	Oui	Envoi de courriers ciblé NC*/ courriers d'encouragement aux obligataires en conformité / Visites à la demande
Bisinchi	V0	Oui	05/02/22	Oui	206	47,4		
Campi	V0	Oui	12/04/22	Oui	40	8		
Campile	V0	Oui	12/02/22	Oui	295	60,7		
Canari	V0	Oui	29/10/22	Oui	0	0		
A Casanova	V0	Oui	01/12/22	Oui	207	51,5		
Castellu di Rustinu	V0	Oui	10/11/21	Oui	264	103,2		
I Catari	V0	Oui	15/04/22	Oui	211	37,95	Oui	Envoi de courriers à tous les obligataires / Visites à la demande
A Costa	V0	Oui	28/01/22	Oui	57	12,9	Oui	Envoi de courriers à tous les obligataires / Visites à la demande
U Filicetu	V0	Oui	en attente	Oui	165	58		
Lumiu	V0	Oui	09/06/22	Oui	3095	350	Oui	Envoi de courriers pour tous les obligataires / Visites à la demande
Luri	V0	Oui	02/11/21	Oui	1524	149,37	Oui	Envoi de courriers à tous les obligataires
Meria	V0	Oui	16/12/21	Oui	692	34	Oui	Envoi de courriers ciblé NC*
Muru	V0	Oui	en attente	Oui	190	43		
Nesce	V0	Oui	en attente	Oui	143	26,02		
Ochjatana	V0	Oui	08/12/21	Oui	250	95	Oui	Envoi de courriers à tous les obligataires / Visites à la demande
Ogliastru	V0	Oui	09/05/22	Oui	101	16,9	Oui	Envoi de courriers ciblé NC*
Palasca	V0	Oui	27/05/22	Oui	372	86	Oui	Courriers à tous les obligataires / visite à la demande/envoi courriers NC*
Pinu	V0	Oui	en attente	Oui	250	37,6		
U Spiluncatu	V0	Oui	en attente	Oui	301	70,32		
Tallone	V0	Oui	15/01/22	Oui	267	122,6		
Tarranu	V0				46	7,2		
Valle di Rustinu	V0	Oui	04/06/22	Oui	60	39,9		
E Ville di Petrbugnu	V0	Oui	27/09/22	Oui	1859	138		
E Ville di Parasu	V0	Oui	23/12/21	Oui	200	73	Oui	Courriers à tous les obligataires / visite à la demande/envoi courriers NC*
Vivariu	V0	Oui	en attente		322	81,8		
Total Haute-Corse					14 838	2 557,66		

## Partenariats et actions de terrain

Les agents ont participé, courant 2022, à des actions diverses :

- Participations à des groupes de travail, réunions, visites...
- Groupe de travail « Défrichement », réunissant tous les partenaires concernés par ce sujet
- Groupe de travail « sylvo-pastoralisme »
- Groupe de travail AOP « brocciu », dans le cadre de la révision du cahier des charges,
- Copil « zones humides de références »
- Conseil d'exploitation du Lycée Agricole de Sartène,
- Réunions CDENATE sur la prévention des incendies et l'aménagement du territoire
- Réunions GIRTEC sur la problématique foncière
- Comités de pilotage des sites Natura 2000, Fango, Réginu, Renoso, Tavignano, San Petrone, Porto-Vecchio /Sotta.....
- Visites de terrains, à la demande du Conservatoire du Littoral, pour analyse du potentiel agro-pastoral sur certains sites leur appartenant à l'échelle de la Région Corse. Ces visites sont un préalable à l'élaboration de conventions pluriannuelles de pâturage au profit des agriculteurs
- Visites de terrains sur la mesure « plantons des haies
- Journées de démonstrations de matériels de travail du sol et d'ouverture du milieu
- Participation à la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme life « Milvus »,
- Participation à la mise à jour de la PRMF Bavella, à la révision du PLPI Balagne
- Contribution à l'élaboration des DOCOBAS de Porto Vecchio et de Bonifacio
- Participation aux groupes de travail dans le cadre du programme pour la Forêt et le bois de Corse (PFBC) 2021-2030
- Participation au Projet Alimentaire Territorial (PAT) initié par la Communauté de communes Fiumorbu Castellu
- Participation au suivi des mesures mises en place entre la CDC et des agriculteurs dans le cadre du dossier de dérogation « espèces protégées » du projet d'aménagement routier donnant accès à l'aéroport de Figari qui vise à valoriser la fonction de préservation de la population de tortues d'Hermann et de son habitat sur la base d'une valorisation économique et de la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles appropriées.
- Des colloques, congrès et séminaires :
- Participation et intervention au cours de deux journées consacrées à un partage d'expériences avec le Pyrénées Orientales sur la thématique « contribution du pastoralisme en forêt »
- Participation à différents ateliers organisés dans le cadre des Assises de la Forêt et du bois
- Participation à une dernière session d'un cycle de réflexion sur le thème du « agro-sylvo-pastoralisme » organisé le 19 septembre 2022 à Corti à l'initiative de l'association « Forêt Méditerranéenne »
- Participation et intervention dans le cadre du programme Med Star, présentation de notre action sur les OLD
- Contribution à deux enquêtes « Moyenne et haute Gravona » et « Fiume secco et Figarella » menées par des étudiants ingénieurs AgroParisTech





Photo Jean-Cristophe Allard





# Organisme Payeur

*L'ODARC, Organisme Payeur pour le paiement des aides du FEADER en Corse, est chargé de gérer et de contrôler les dépenses de ce fonds européen (2ème pilier de la PAC). A ce titre, l'ODARC est agréé conformément aux exigences européennes et fait l'objet d'un audit de certification annuel qui vérifie que les conditions d'agrément sont bien respectées. Ainsi, la Commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les Fonds européens agricoles (CCCOP) pratique un audit récurrent de l'ODARC.*

*Cela se traduit chaque année par la rédaction d'un rapport d'audit qui comporte une évaluation des procédures de l'OP, d'éventuelles propositions de corrections financières ainsi que des constatations conduisant à des recommandations. Ce rapport est accompagné d'un certificat d'audit indiquant si l'organisme de certification « a obtenu des assurances raisonnables sur la véracité, l'intégralité et l'exactitude des comptes et sur le bon fonctionnement des procédures de contrôle interne » et d'un avis sur la déclaration d'assurance signée par le responsable de l'OP.*

*En dehors de son rôle d'Organisme Payeur du FEADER, l'ODARC exerce également des missions relatives à la gestion et au paiement d'aides nationales et régionales.*



# Division Engagements et Valorisation des Aides

## Les volumes d'engagements

La division a procédé en 2022 à l'engagement de 2827 dossiers pour un montant total de 41 639 476,92€.

A cela s'ajoute la programmation des dispositifs d'opérations spécifiques sur fonds CDC soit 560 dossiers pour un total de 14 456 888,65€, dont 42 681,45€ de crédits Etat.

### Engagements hors PDRC

Mesures	Nb	Montant
PAM 1	42	3 109 464,27
PAM 2	8	1 146 741,46
Aide Labo analyses	2	189 875,14
Investissements agricoles	207	3 663 335,47
Mise en valeur	43	1 306 326,45
AAPC	1	12 792,92
Aide au conseil	1	29 999,25
CCPA	22	144 476,00
Aide installation JA	1	50 000,00
Aide VITI	2	61 960,00
AITA	5	85 362,90
CREAVERGER	1	86 910,00
Eco rurale	1	24 450,00
Complément France AGRIMER	11	462 976,18
Investissements Collectifs	2	156 120,57
Forêt	5	129 000,00
Foncier	1	13 450,00
SAFER	2	296 000,00
Promotion	2	845 000,00
Campagne contrôle	1	750 000,00
SIA	1	550 000,00
Gestion de crise	199	1 342 648,04
<b>Total</b>	<b>560</b>	<b>14 456 888,65</b>

## Engagements PDRC 2014-2022

Mes.	Intitulé	Nb	Montant
1.1	Formation	2	28 461,39
1.3	Stages / Echanges	1	7 027,20
4.1.1	Mise en Valeur	104	1 860 489,07
4.1.2 - FEADER	Exploitations agricoles	300	5 436 923,49
4.1.2 - EURI	Exploitations agricoles	17	84 946,24
4.1.2 - P1	Exploitations agricoles	112	2 799 414,05
4.1.3. - 4A - FEADER	Gestion des ressources pastorales et traditionnelles	4	75 850,54
4.1.3. - 4A - EURI	Gestion des ressources pastorales et traditionnelles	71	3 175 216,72
4.1.3. - 4A - P1	Gestion des ressources pastorales et traditionnelles	2	113 679,75
4.2.1 - FEADER	IAA	9	632 625,51
4.2.1 - EURI	IAA	2	3 600 000,00
4.3.2	Infrastructures forestières	1	44 150,40
6.1	Dotation jeunes agriculteurs	47	2 135 000,00
6.4 - 1	Diversification	8	522 201,55
6.4 - 2 - 5E	Valorisation bois et liège	5	392 022,60
7.1.1	Foncier	2	18 895,32
7.1.2	DOCOB	1	37 410,00
7.2	Electrification	2	472 513,31
7.4	Services de base a la population	1	1 105 860,80
7.6	Patrimoine	7	1 827 129,60
8.3	DFCI	8	624 621,85
8.5	Opérations de sylviculture	7	120 301,08
8.6	Exploitations forestières	2	167 626,40
10.1	MAEC	4	15 760,86
10.1 - 4.2	MAEC - API	16	56 736,00
11.1	Conversion AB	46	908 958,30
11.2	Maintien AB	24	131 005,15
13.1	ICHN	1741	10 607 801,67
13.2	ICHN	158	443 976,49
13.3	ICHN	98	256 649,22
19.2	LEADER	17	2 569 011,95
19.4	LEADER	5	367 380,41
20	Assistance Technique	3	999 830,00
<b>Total</b>		<b>2 827</b>	<b>41 639 476,92</b>

S/Pro-gramme	Eng CTC	Eng ETAT	Eng UE	Eng Autres	TOTAL EN-GAGE
FEADER	6 794 805,98	4 317 983,68	30 433 208,91	93 478,35	41 639 476,92
H/FTUP	6 184 478,29	42 681,45			6 227 159,74
PAM	4 256 205,73				4 256 205,73
OS	3 973 523,18				3 973 523,18
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>21 209 013,18</b>	<b>4 360 665,13</b>	<b>30 433 208,91</b>	<b>93 478,35</b>	<b>56 096 365,57</b>

### Engagements par financeurs

**Evolution de 2015 à 2022**  
**Pour le PDRC**  
**Mesure par mesure, en nombre d'engagements**

Mesures	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Nbre de dossiers/mesure 2015/2022
<b>1.1</b>			13	5	7	2	3	2	32
<b>1.3</b>			3	2	4	1		1	11
<b>4.1.1</b>		36	82	80	93	88	98	104	581
<b>4.1.2</b>		292	283	264	340	367	380	429	2355
<b>4.2.1</b>		5	4		7	5	2	11	34
<b>4.1.3</b>								77	77
<b>4.3.1</b>			1	1	4	2	2		10
<b>4.3.2</b>		1	3		5		2	1	12
<b>5.2</b>			2	4	2	5	6		19
<b>6.1</b>	18	42	50	49	79	61	59	47	405
<b>6.4</b>		4	6	15	11	15	29	13	93
<b>7.1.1</b>		2	16	9	3	3	6	3	42
<b>7.2</b>			1				1	2	4
<b>7.4</b>					4	2	2	1	9
<b>7.6</b>			6	4	6	2	5	7	30
<b>8.3</b>					4		2	8	14
<b>8.5</b>		1	4	2	6	1	5	7	26
<b>8.6</b>				1	2	1	1	2	7
<b>10.1</b>				14	273	78	12	20	397
<b>11.1</b>				12	111	59	54	46	282
<b>11.2</b>					187	4	15	24	230
<b>13.1</b>	1559		3302	3376	1836	1793	1598	1741	15205
<b>13.2</b>	262		382	356	169	163	160	158	1650
<b>13.3</b>					86	101	93	98	378
<b>19.1</b>		3	1	1	1				6
<b>19.2</b>				1	24	23	14	17	79
<b>19.3</b>				1	1	1			3
<b>19.4</b>				5	9	6	8	5	33
<b>20</b>		2	2	1	1			3	9
<b>Total</b>	1839	388	4161	4203	3275	2783	2557	2827	22033

**Evolution de 2015 à 2022**  
**Pour le PDRC**  
**Mesure par mesure, en volumes financiers**

Mesures	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Engagé/mesure - 2015-2022
<b>1.1</b>			179 620,01	182 156,52	270 259,27	21 625,22	58 211,40	28 461,39	740 333,81
<b>1.3</b>			44 892,57	59 175,32	96 095,66	14 089,82	-	7 027,20	221 280,57
<b>4.1.1</b>		679 083,79	1 485 914,39	1 421 023,23	1 606 126,86	1 401 342,96	1 802 147,22	1 860 489,07	10 256 127,52
<b>4.1.2</b>		6 801 263,18	11 209 150,98	8 704 575,03	9 215 011,45	7 493 282,11	8 468 329,45	8 321 283,78	60 212 895,98
<b>4.2.1</b>		981 092,79	1 140 151,99	-	842 079,90	1 069 320,55	130 973,20	4 232 625,51	8 396 243,94
<b>4.1.3</b>								3 364 747,01	3 364 747,01
<b>4.3.1</b>			48 802,00	46 311,12	408 406,81	78 888,28	15 352,90	-	597 761,11
<b>4.3.2</b>		47 712,00	47 508,22	-	405 987,04	-	360 256,80	44 150,40	905 614,46
<b>5.2</b>			69 983,77	114 909,37	54 754,10	162 289,30	189 531,48	-	591 468,02
<b>6.1</b>	902 500,00	1 885 000,00	2 377 500,00	2 185 000,00	3 580 000,00	2 645 000,00	2 395 000,00	2 135 000,00	18 105 000,00
<b>6.4</b>		187 450,33	66 780,68	350 925,18	513 877,66	766 067,51	1 762 454,77	914 224,15	4 561 780,28
<b>7.1.1</b>		66 625,00	235 691,60	164 568,01	48 118,80	65 916,82	129 366,23	56 305,32	766 591,78
<b>7.2</b>			35 208,04	-	-	-	428 232,22	472 513,31	935 953,57
<b>7.4</b>					894 008,56	820 518,66	2 691 588,30	1 105 860,80	5 511 976,32
<b>7.6</b>			1 377 536,84	1 246 288,59	457 834,61	64 502,38	536 662,40	1 827 129,60	5 509 954,42
<b>8.3</b>					330 083,50	-	271 381,00	624 621,85	1 226 086,35
<b>8.5</b>		12 447,00	58 349,88	95 104,36	195 153,95	78 654,41	120 940,18	120 301,08	680 950,86
<b>8.6</b>				56 440,00	127 755,80	81 404,00	3 609,86	167 626,40	436 836,06
<b>10.1</b>				362 930,65	12 444 838,95	1 637 100,34	140 520,93	72 496,86	14 657 887,73
<b>11.1</b>				237 262,09	3 131 436,25	1 345 497,85	1 743 677,15	908 958,30	7 366 831,64
<b>11.2</b>					1 417 987,16	28 990,05	153 388,50	131 005,15	1 731 370,86
<b>13.1</b>	13 114 468,60		27 510 739,93	27 053 045,38	10 862 112,28	10 387 352,81	9 694 651,18	10 607 801,67	109 230 171,85
<b>13.2</b>	977 655,27		1 716 651,88	1 641 848,36	449 362,68	438 082,69	401 147,06	443 976,49	6 068 724,43
<b>13.3</b>					232 738,44	254 934,87	216 155,54	256 649,22	960 478,07
<b>19.1</b>		43 479,02	19 712,17	19 941,66	17 050,00	-		-	100 182,85
<b>19.2</b>				26 739,46	1 492 406,56	2 497 107,52	1 187 122,25	2 569 011,95	7 772 387,74
<b>19.3</b>				4 308,07	10 832,60	18 558,10		-	33 698,77
<b>19.4</b>				267 932,09	451 655,28	404 061,67	513 339,61	367 380,41	2 004 369,06
<b>20</b>		999 804,52	999 774,52	299 915,00	299 915,00	-		999 830,00	3 599 239,04
<b>Total</b>	14 994 623,87	11 703 957,63	48 623 969,47	44 540 399,49	49 855 889,17	31 774 587,92	33 414 039,63	41 639 476,92	276 546 944,10

**Evolution de 2015 à 2022**  
**Concernant les autres programmes**  
**En nombre d'engagements.**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Nbre de dossiers/ mesure 2015/2022
<b>PDA 1</b>	43	46	50	50	51	55	1		296
<b>PAM</b>	8	6	8	8	8	8	53	50	149
<b>Autres</b>			95	283	278	295	212	303	1466
<b>OS</b>	5	66	309	28	93	29	131	207	868
<b>Total</b>	56	118	462	369	430	387	397	560	2779
<b>Total</b>	56	118	462	369	430	387	397	2219	

**Evolution de 2015 à 2022**  
**Concernant les autres programmes**  
**En volumes financiers.**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Engagé/mesure - 2015-2022
<b>PDA 1</b>	2 299 634,66	2 374 631,32	2 535 550,80	2 774 241,98	2 905 455,35	3 279 206,34	17 419,17	-	16 186 139,62
<b>PDA 2</b>	972 625,34	1 090 327,18	1 066 827,52	1 055 179,86	1 084 792,76	1 182 280,34	3 984 315,85	4 256 205,73	14 692 554,58
<b>PAM</b>	-	-	1 616 113,56	5 543 144,47	5 158 231,72	7 000 993,59	3 960 514,22	6 227 159,74	29 506 157,30
<b>Autres</b>	591 728,50	1 635 205,67	4 199 750,83	3 331 037,64	2 325 271,92	2 548 613,10	2 120 665,68	3 973 523,18	20 725 796,52
<b>OS</b>	3 863 988,50	5 100 164,17	9 418 242,71	12 703 603,95	11 473 751,75	14 011 093,37	10 082 914,92	14 456 888,65	81 110 648,02
<b>Total</b>	3 863 988,50	5 100 164,17	9 418 242,71	12 703 603,95	11 473 751,75	14 011 093,37	10 082 914,92		66 653 759,37

## Nombre de certificats de paiement par mesures

Intitulé de la mesure	Certificats émis	Parts ETAT	Part UE	Part CDC	Part Autre
1.1 Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	3	0,00 €	24 113,47 €	6 029,13 €	0,00 €
10. 1 Paiements au titre d'engagements agri-environnementaux et climatiques	557	394 845,35 €	899 336,03 €	490 104,70 €	14 387,27 €
11.1 Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	244	131 399,99 €	710 378,40 €	74 995,11 €	30 398,25 €
11. 2 Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	62	6 621,36 €	80 225,34 €	20 120,56 €	0,00 €
13. ICHN	3907	3 821 419,08 €	11 448 613,84 €	0,00 €	0,00 €
4. 1. 1 Mise en valeur agricole	159	0,00 €	870 086,41 €	1 253 442,81 €	0,00 €
4. 1. 2 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles	639	832 637,71 €	4 943 494,66 €	4 305 837,63 €	0,00 €
4. 2. 1 IAA - Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles	4	0,00 €	104 459,92 €	104 459,93 €	0,00 €
4. 3. 1 Aménagement agricole et pastoral	1	0,00 €	10 899,50 €	10 899,50 €	0,00 €
4. 1. 3 Mécanisation	3		153 155,60 €	0,00 €	0,00 €
4. 3. 2 Infrastructures forestières	4	18 691,52 €	18 691,52 €	0,00 €	0,00 €
5. 2 Restauration des châtaigneraie	3	0,00 €	19 564,01 €	19 564,02 €	0,00 €
6. 1 Aide au démarrage d'entreprise pour les jeunes agriculteurs	63	416 500,00 €	1 344 700,00 €	199 800,00 €	0,00 €
6. 4. 1 Diversification : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activité non agricoles.	2	0,00 €	28 758,78 €	28 758,81 €	0,00 €
6. 4. 2 Entreprises rurales : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles	24	103 773,72 €	446 249,19 €	409 602,78 €	0,00 €
7. 1. 1 Plans de développement lié à la mobilisation du foncier	3	0,00 €	10 981,25 €	10 981,25 €	0,00 €
7. 2 Raccordement des agriculteurs au réseau électrique	1	0,00 €	117 401,93 €	117 401,93 €	0,00 €
7. 6. 1 Zones Naturelles	1	0,00 €	4 359,26 €	2 615,57 €	0,00 €
7. 6. 2 Patrimoine culturel	1	0,00 €	3 000,00 €	1 800,00 €	0,00 €
8. 5 Opérations sylvicoles	6	33 205,74 €	39 956,15 €	6 750,43 €	0,00 €
8. 6 Exploitations forestières	1	0,00 €	1 652,76 €	1 652,77 €	0,00 €
Action GAL	19	0,00 €	818 527,57 €	192 603,35 €	0,00 €
Aide au conseil	3	0,00 €	0,00 €	107 874,99 €	0,00 €
Aide Viti	5	0,00 €	0,00 €	94 474,43 €	0,00 €
Assistance technique	1	0,00 €	299 915,00 €	0,00 €	0,00 €
BOP 149-154	28	525 823,92 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
CCPA	54	0,00 €	0,00 €	213 491,01 €	0,00 €
Complément FAM	14	0,00 €	0,00 €	1 355 421,82 €	0,00 €
Forêt	26	0,00 €	0,00 €	210 048,60 €	0,00 €
Gestion de Crise	192	0,00 €	0,00 €	1 290 951,17 €	0,00 €
Investissements agricoles collectifs	10	0,00 €	0,00 €	759 606,80 €	0,00 €
Opérations spécifiques	11	0,00 €	0,00 €	2 245 021,35 €	0,00 €
PAM 21-25	89	0,00 €	0,00 €	4 245 636,73 €	0,00 €
PDA 15-18	4	0,00 €	0,00 €	151 048,51 €	0,00 €
Plan d'investissement collectif	2	0,00 €	0,00 €	71 084,41 €	0,00 €
Tempête FABIEN	5	0,00 €	0,00 €	8 342,18 €	0,00 €
<b>Total Général</b>	<b>6151</b>	<b>6 284 918,39 €</b>	<b>22 398 520,59 €</b>	<b>18 010 422,28 €</b>	<b>44 785,52 €</b>

# Division Liquidation des Aides

L'activité de la Division Liquidation des Aides de l'ODARC OP pour l'année 2022, s'est maintenue avec la mise en paiement des mesures ouvertes du Programme de Développement Rural de la Corse.

Les missions, toujours aussi diversifiées, continuent de faire de la Division Liquidation des Aides un interlocuteur privilégié auprès des différents acteurs du PRDC.

Le bilan de l'activité 2022, comme pour les autres années, s'analyse tant en volume financier qu'en nombre de certificats de paiements émis.

Il convient cependant de distinguer les populations SIGC (dites « surfaces ») des autres mesures Hors SIGC. Pour ces dernières, dans un souci de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques seront isolées.

## Bilan global

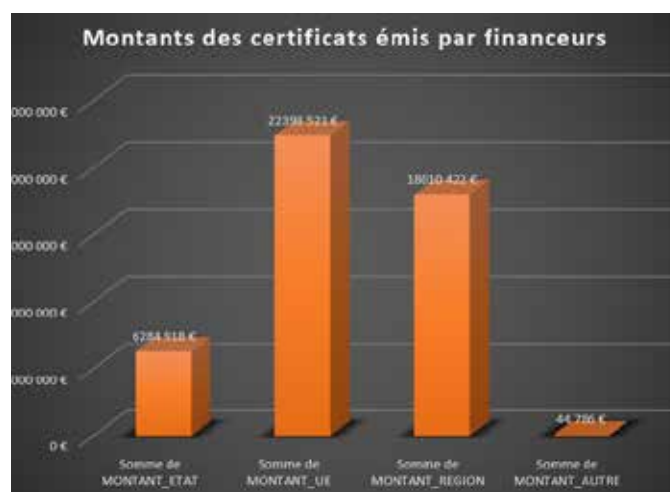
Concernant l'aspect financier, nous constatons une stabilité du nombre de certificats émis (6151 pour 6050 l'an passé), avec une progression en terme de volume financier : 46 738 647 € en 2022 contre 44 047 556 € en 2021. Ce chiffre de 2022 s'inscrit bien dans la continuité des montants émis sur les certificats des deux années antérieures et revient à un niveau similaire à celui des années 2018 et 2019 qui ont précédés la crise sanitaire.

Pour mémoire, l'activité en paiements pour les précédentes années du PDRC 2014 – 2020 était la suivante :

Année	Montant
2014	43 884 210 €
2015	26 181 556 €
2016	14 618 144 €
2017	44 728 809 €
2018	46 407 434 €
2019	45 771 571 €
2020	40 804 935 €
2021	44 047 556 €

## Activité par financeur pour l'année 2022:

Financeurs	Montants	Taux de participation
ETAT	6 284 918 €	13,45 %
UE	22 398 521 €	47,92 %
CDC	18 010 422 €	38,53 %
AUTRE	44 786 €	0,10 %
Total :	46 738 647 €	100,00%



## Répartition des aides par mesures

Le détail des certificats de paiements effectués par la Division Liquidation des Aides répartis par mesure au cours de l'année 2022 figure dans le tableau de la page ci-contre. Au final, ce bilan fait donc apparaître 6 151 certificats de paiement émis pour un total 46 738 646,78 €.

Les mesures surfaciques « SIGC » représentent 39 % du volume financier utilisé avec 33 % pour la seule mesure ICHN.

Activité par financeur et par territoire pour l'année 2022 relevant des mesures dites « hors surfaces » - HSIGC :

Pour des raisons de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques ont été exclues et analysées par ailleurs.

Ce sont donc plus de 22 Millions d'euros qui ont été mobilisés et répartis sur les différents territoires sur ces différentes mesures.



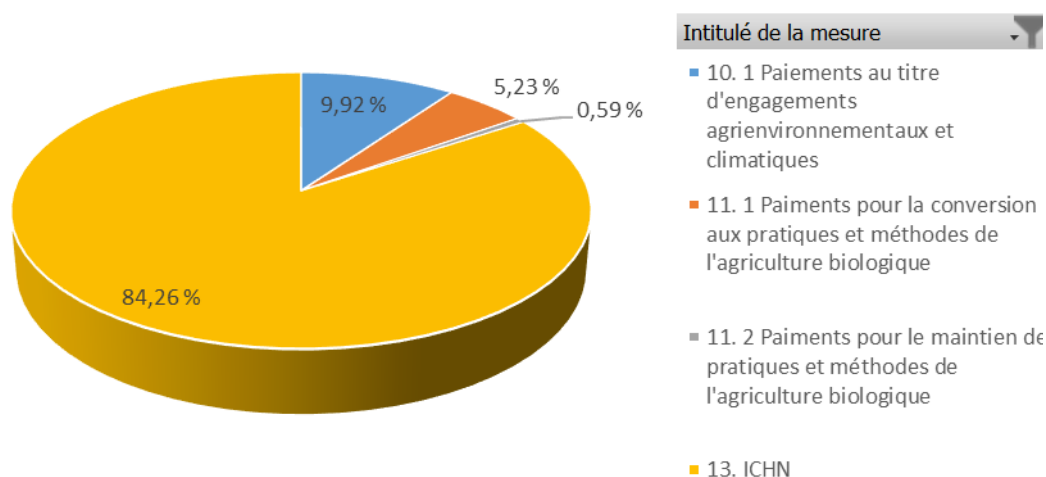
### Répartition des montants des certificats de paiements émis par territoire – HSI GC -

Territoire	Part ETAT	Part UE	Part CDC	Total
Taravo/Sartenais/Valincu	82 169,06 €	591 693,87 €	817 292,68 €	1 491 155,61 €
Plaine Orientale	120 912,02 €	878 141,10 €	1 924 473,54 €	2 923 526,66 €
Pays Ajaccien	260 599,93 €	1 140 038,05 €	1 649 920,43 €	3 050 558,41 €
Ouest Corse	117 839,96 €	619 413,00 €	669 338,91 €	1 406 591,87 €
Grand Bastia	178 830,93 €	1 535 312,32 €	2 972 434,18 €	4 686 577,43 €
Extrême-Sud	98 929,26 €	530 523,66 €	290 805,20 €	920 258,12 €
Centre Corse	125 087,35 €	467 088,71 €	718 508,21 €	1 310 684,27 €
Castagniccia/Mare à Monte	57 740,78 €	834 406,15 €	1 249 742,45 €	2 141 889,38 €
Balagna	362 699,40 €	1 515 008,89 €	1 860 217,38 €	3 737 925,67 €
Autre	- €	5 785,19 €	355 785,21 €	361 570,40 €
<b>Total général</b>	<b>1 404 808,69 €</b>	<b>8 117 410,94 €</b>	<b>12 508 518,19 €</b>	<b>22 030 737,82 €</b>

## Activité par financeur et par mesure pour l'année 2022 des mesures relevant du SIGC dites « surfaces » :

	Part Etat	Part UE	Part CdC	Part Autre	Total
10.1 Paiement au titre d'engagements environnementaux et climatiques	394 845,35 €	899 336,03 €	490 104,70 €	14 387,27 €	1 798 673,35 €
11.1 Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'AB	131 399,99 €	710 378,40 €	74 995,11 €	30 398,25 €	947 171,75 €
11.2 Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'AB	6 621,36 €	80 225,34 €	20 120,56 €	- €	106 967,26 €
13. ICHN	3 821 419,08 €	11 448 613,84 €	- €	- €	15 270 032,92 €
<b>Total</b>	<b>4 354 285,78 €</b>	<b>13 138 553,61 €</b>	<b>585 220,37 €</b>	<b>44 785,52 €</b>	<b>18 122 845,28 €</b>

### Répartition des volumes financiers par mesures – SIGC



Un focus sur les aides versées aux structures et filières paraît approprié.

Dans ce récapitulatif, afin de compléter le rapport d'activité de la Division, il a aussi été décidé d'ajouter les actions GAL et autres mesures exceptionnelles.

Une analyse par territoire n'étant pas pertinente pour ces secteurs d'activité, nous avons privilégié une analyse des aides versées par mesure et par financeur se répartissant comme suit :

Mesures	Part ETAT	Part UE	Part CDC	Total
1. 1 Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	- €	24 113,47 €	6 029,13 €	30 142,60 €
Action GAL	- €	818 527,57 €	192 603,35 €	1 011 130,92 €
Aide au conseil	- €	- €	107 874,99 €	107 874,99 €
Assistance technique	- €	299 915,00 €	- €	299 915,00 €
BOP 149-154	525 823,92 €	- €	- €	525 823,92 €
CCPA	- €	- €	213 491,01 €	213 491,01 €
PAM 21-25	- €	- €	4 245 636,73 €	4 245 636,73 €
PDA 15-18	- €	- €	151 048,51 €	151 048,51 €
<b>Total général</b>	<b>525 823,92 €</b>	<b>1 142 556,04 €</b>	<b>4 916 683,72 €</b>	<b>6 585 063,68 €</b>



# Division des Finances et du Budget

L'analyse de l'activité 2022 a pour vocation de retracer les grandes lignes des actions menées par la division. Ce bilan global permet d'éclairer de manière synthétique les moments forts qui ont émaillé la vie de la Division.

## Le Pôle d'activité comptable

Outre la gestion des opérations de fonctionnement courant et l'élaboration du Compte Administratif de l'exercice, les éléments notables relatifs à l'exercice 2022 peuvent être déclinés comme suit :

- Les opérations de dépenses ont généré un volume de 14484 mandats à la fois en budget principal (8958 mandats) et en budget annexe (5526 mandats), soit une augmentation de 533 mandats par rapport à l'exercice 2021. On remarquera que le niveau de mandatement moyen durant l'exercice s'est établi à environ 68 mandats émis par jour travaillé.
- Le nombre de titres de recettes émis, y compris les opérations de fin d'exercice, s'établit à 1805, soit 1189 sur le budget principal et 616 sur le budget annexe, soit une progression de 385 titres au regard de l'exercice précédent.
- Le montant des aides et fonds de financement à destination du monde agricole, rural et forestier s'élève à 46,5 M€, soit 24,2 M€ de contributions financières au titre du budget principal et 22,3 M€ au titre du budget annexe (Feader).
- Un soutien technique, en termes de collecte et de traitement des informations à destination des pilotes de projets, a été fourni lors de la justification des dossiers financiers inhérents aux programmes dédiés à l'Office.
- Le secteur comptable a continué d'assurer une veille en matière de retour d'informations financières émanant de la Paierie de Corse via le protocole d'échanges sécurisé existant.
- L'actualisation des procédures comptables s'est poursuivie au regard des compétences dévolues à la fonction d'Organisme Payeur, via le processus certifié ISO 9001.
- La fonction de pré archivage de l'Organisme Payeur ne dépendant plus de la Division, rien n'est à préciser dans ce domaine.

## Le pôle d'activité financier et budgétaire

Au-delà de leurs prérogatives habituelles, confection et suivi des orientations budgétaires, du budget primitif et des décisions modificatives budgétaires, l'activité

des cellules financière et budgétaire peut s'apprécier au travers des points suivants :

- Une veille réglementaire et un suivi de l'instruction comptable M4 ont été opérés.
- Des demandes ont été établies à destination de la Collectivité de Corse en matière d'autorisations d'engagement, d'autorisations de programme et de crédits de paiement rattachés au budget primitif et au budget supplémentaire. De même, les toilettes afférents aux différents crédits ont été réalisés.
- Le pôle financier a contribué à l'amélioration de la gestion des crédits du PDRC et au suivi des arrêtés de financement de la Collectivité de Corse notamment.
- Les procédures inhérentes aux compétences d'Organisme Payeur des aides publiques ont été étoffées, avec notamment la mise en œuvre de modes et d'outils de gestion spécifiques adaptés au fonctionnement de l'établissement et répondant aux exigences réglementaires.
- Les relations avec l'organisme de coordination des fonds agricoles (Asp-Mcfa) se sont poursuivies au cours de l'exercice 2022, notamment pour répondre aux obligations de l'Office dans le cadre de ses obligations d'organisme payeur des aides Feader. Celles-ci se sont faites, essentiellement, grâce aux moyens de communication à distance déployés en interne durant la crise sanitaire liée au Covid-19 ainsi qu'au télétravail : réunions mensuelles de trésorerie, réunions du comité de coordination communautaire, déclarations trimestrielles de paiement des aides Feader, prévisions de paiements bi annuelles, déclaration annuelle des comptes, gestion du programme Feader 2014-2020, veille documentaire.
- L'appui technique transversal à destination des services opérationnels, notamment en matière de gestion des arrêtés de financement, de conventions et de mise en paiement d'aides s'est poursuivi. De même, des conseils destinés à la Direction ont été distillés en matière de stratégie budgétaire et financière.
- Des échanges réguliers avec l'Autorité de Gestion CDC et les services instructeurs du PDRC ont permis d'opérer les ajustements nécessaires de crédits au regard des besoins exprimés. De même, les liens avec les services centraux de l'Etat se sont poursuivis en distanciel dans le cadre de réunions de trésorerie semestrielles.
- La Cellule Financière a été mise à contribution lors des audits de la CCCOP en 2022 (tests de conformité et de validation).

## Les éléments financiers

(présentés suite aux recommandations de la tutelle et dans l'esprit de l'instruction comptable M4)

### Recettes d'exploitation en Budget Principal en euros

(\*) Poste concernant essentiellement les versements des financeurs nationaux permettant de couvrir les aides versées, déclinées au chapitre 65

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Titré	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
13	Atténuations de charges	346 975,00	347 389,52	0,00	-414,52
70	Ventes de produits fabriqués, prestations...	335 766,00	169 169,30	0,00	166 596,70
74	Subventions d'exploitation	14 268 475,00	12 946 900,46	0,00	1 321 574,54
75	Autres produits de gestion courante (*)	28 306 000,00	24 124 213,21	0,00	4 181 786,79
76 et 77	Produits financiers et exceptionnels	994 762,00	736 241,28	0,00	258 520,72
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations	250,00	210,20	0,00	39,80
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 004 231,00	846 787,80		157 443,20
<b>TOTAL</b>		<b>45 256 459,00</b>	<b>39 170 911,77</b>	<b>0,00</b>	<b>6 085 547,23</b>
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		4 984 307,70			

### Recettes d'investissement en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Titré	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
10	Dotations fonds divers et réserves	220 000,00	220 000,00		0,00
13	Subventions d'investissement	5 347 120,18	3 821 441,60	710 463,64	815 214,94
23	Immobilisations en-cours	129 000,00	128 832,60		167,40
26	Participations et créances rattachées à des participations	800 000,00			800 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	15 507,00			15 507,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 580 613,00	888 916,83		691 696,17
041	Opérations patrimoniales	45 200,00	43 006,70		2 193,30
<b>TOTAL</b>		<b>8 137 440,18</b>	<b>5 102 197,73</b>	<b>710 463,64</b>	<b>2 324 778,81</b>
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		2 582 103,30			

## Dépenses d'exploitation en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
011	Charges à caractère général	4 137 368,24	3 137 031,93	821 940,15	178 396,16
012	Charges de personnel et frais assimilés	10 570 815,00	10 048 700,27	0,00	522 114,73
65	Autres charges de gestion courante	28 533 365,80	24 219 672,35	9 461,67	4 304 231,78
67	Charges exceptionnelles	1 034 762,00	720 356,99	0,00	314 405,01
022	Dépenses imprévues	5 000,00			5000,00
023	Virement à la section d'investissement	15 507,00			15 507,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 580 613,00	888 916,83		691 696,17
<b>TOTAL</b>		<b>45 877 431,04</b>	<b>39 014 678,37</b>	<b>831 401,82</b>	<b>6 031 350,85</b>

## Dépenses d'investissement en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	800 000,00			800 000,00
20	Immobilisations incorporelles	221 389,54	66 767,04	6 632,50	147 990,00
21	Immobilisations corporelles	1 636 069,39	568 405,10	818 256,49	249 407,80
23	Immobilisations en cours	2 079 680,04	770 224,40	263 378,09	1 046 077,55
26	Participation et créances rattachées	350 000,00	350 000,00		0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 004 231,00	846 787,80		157 443,20
041	Opérations patrimoniales	45 200,00	43 006,70		2 193,30
<b>TOTAL</b>		<b>6 136 569,97</b>	<b>2 645 191,04</b>	<b>1 088 267,08</b>	<b>2 403 111,85</b>

## Commentaires concernant la section d'exploitation en budget principal

- Le résultat d'exploitation dégagé lors de l'exercice 2022 s'établit à 156 233,40 €.
- Le résultat de clôture au titre de la section d'exploitation (report + résultat) se fixe à 5 140 541,10 €.
- Les dépenses de la section d'exploitation (y compris les restes à réaliser) ont atteint 86.85% des prévisions budgétaires. Les charges à caractère général (y compris restes à réaliser) ont atteint 95.69 % des prévisions. L'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 s'est amoindri. Ainsi, les dépenses liées à l'organisa-

tion du Salon International de l'Agriculture 2022 se sont faites, ainsi que les actions de promotion agricole.

- Les dépenses de personnel atteignent 95.06 % du niveau prévu. Concernant les interventions (y compris les restes à réaliser), elles atteignent 84.92 % des prévisions de l'exercice avec une augmentation de 41 % des mesures relatives aux projets collectifs des filières par rapport à 2021. Les dépenses exceptionnelles sont réalisées à hauteur de 69.61% car la réduction ou l'annulation d'ordres de reversement n'ont pas encore été validés ainsi que le reversement à certains financeurs.
- Les recettes de fonctionnement (y compris les restes à réaliser) atteignent 86.55 % des recettes budgétaires prévues en 2022. La maladie du salarié mis à disposition du SMAC s'est poursuivie jusqu'au 31/10/2022, date de fin de mise à disposition, et a réduit de 46 % la recette escomptée initialement. Les subventions d'exploitation atteignent 90.74 % des prévisions comme en 2021. Les recettes exceptionnelles sont réalisées à hauteur de 74.01 % dont la constatation des ordres de reversement émis à l'égard de bénéficiaires d'aides a été réalisée à hauteur de 70.90 %.

## Commentaires sur la section d'investissement en budget principal

Le solde d'exécution d'investissement 2022 s'élève 2 457 006,69 €.

Le résultat de clôture au titre de l'investissement 2022 (report + résultat) se fixe à 5 039 109,99 €. Les dépenses et les recettes d'investissement (dont restes à réaliser) ont atteint respectivement 60.84 % et 71.43 % des prévisions.

Au titre des dépenses réelles d'investissement on peut noter un taux de réalisation de 55.90 %.

Cela s'explique notamment par l'acquisition d'un bâtiment sur le Domaine de Casabianca qui n'a toujours pas eu lieu (-280 K€), le rythme moins soutenu que prévu dans la réalisation des travaux d'aménagements des stations expérimentales d'Altiani et Miggliacciaru (-954 K€).

Concernant les recettes d'investissement (y compris les restes à réaliser), on remarquera un taux de réalisation des subventions d'investissement à hauteur de 84.75 % du fait du report de réalisation des dépenses réelles d'investissement citées supra.

## Dépenses d'exploitation en Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
65	Autres charges de gestion courante (*)	26 828 000,00	22 374 994,20	0,00	4 453 005,80
67	Charges exceptionnelles	1 202 064,00	662 403,65	0,00	539 660,35
<b>TOTAL</b>		<b>28 030 064,00</b>	<b>23 037 397,85</b>	<b>0,00</b>	<b>4 992 666,15</b>

(\*) Poste concernant essentiellement les aides européennes FEADER versées aux bénéficiaires

## Recettes d'exploitation en Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2022	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2022	Crédits annulés
75	Autres produits de gestion courante (*)	26 826 000,00	22 373 534,37	0,00	4 452 465,63
76 et 77	Produits financiers et exceptionnels	1 204 064,00	663 863,48	0,00	540 200,52
<b>TOTAL</b>		<b>28 030 064,00</b>	<b>23 037 397,85</b>	<b>0,00</b>	<b>4 992 666,15</b>

Concernant le Budget Annexe Feader, les dépenses d'exploitation ont été réalisées à 82.19 % des prévisions budgétaires. En parallèle des observations établies au titre du Budget Principal en matière d'interventions, on notera que :

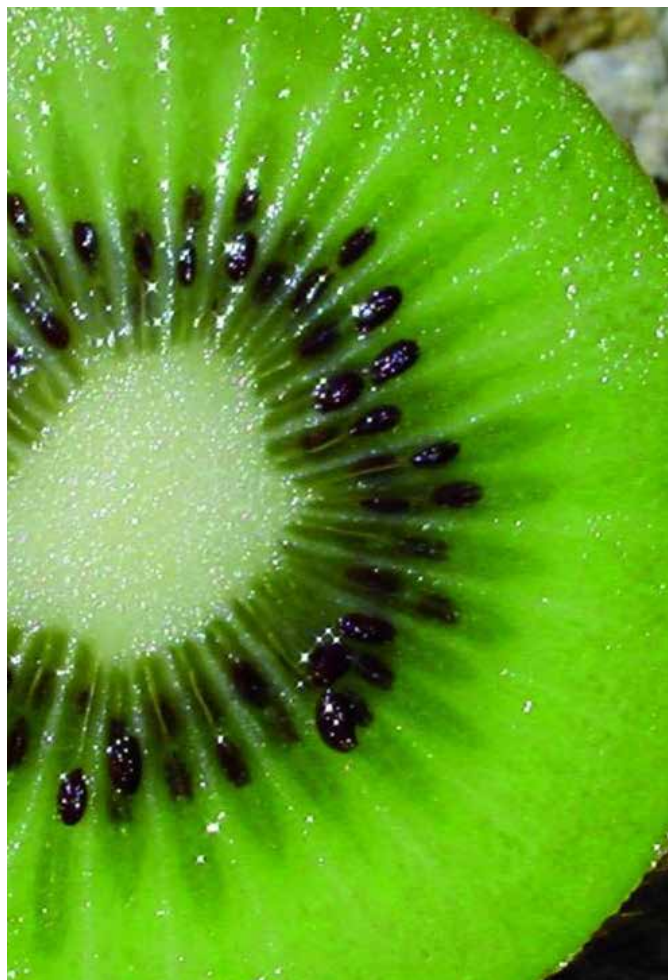
- L'Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels a atteint le montant de 11,4 M€ représentant 51,07 % des aides UE Feader mandatées en 2022.
- Le groupe de mesures « Mise en valeur-exploitations agricoles » agrège 5,8 M€ du volume d'aides européennes versées en 2022.
- La mesure « Dotation aux Jeunes Agriculteurs » se fixe à 1,34 M€ soit 6,01 % des aides versées.
- Les mesures Agroenvironnementale et climatique, en conversion et en agriculture biologique ont mobilisé 7.31 % de subventions Feader.

Au final l'ensemble de ces mesures représente 90.37 % des interventions UE Feader mandatées en 2022.

Les dépenses exceptionnelles ont été réalisées à hauteur de 55.11 %, elles sont essentiellement composées de charges à payer au financeur au regard des ordres de reversement émis, d'annulations d'ordres de versement sur l'exercice 2022 entraînant la neutralisation des charges à payer envers les financeurs concernés.

Et les produits exceptionnels ont été réalisés à hauteur de 55.14 %, ils sont principalement composés d'émissions d'ordres de reversement (env. 600) au titre des mesures Feader-UE.

On précisera que ces opérations liées aux ordres de reversement en dépenses et en recettes sont neutres au niveau du résultat de fonctionnement et bien évidemment aussi au titre de l'équilibre budgétaire.



### La trésorerie

Au titre du budget principal, le solde de trésorerie au 31/12/2022 s'établit à 15,97 M€ dont 10,8 M€ encaissés en novembre et décembre 2022 (y compris le solde du fonctionnement 2022) en provenance de Collectivité de Corse.

Au titre du budget Annexe-Feader le solde de trésorerie au 31/12/2022 présente un montant de 2,36 M€ correspondant à environ 31 jours de dépenses réelles Feader de début 2023





# Service Audit

Le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (Annexe 1, 4.B) prévoit que pour être agréé tout organisme payeur des fonds communautaires doit disposer d'un service d'audit interne.

Ce service relevant directement de l'autorité du Directeur, vérifie que les procédures adoptées par l'organisme soient suffisantes pour contrôler le respect des règles communautaires et garantir que les comptes soient exacts, complets et établis en temps opportun.

Le travail se réalise sur la base d'un plan d'audit quinquennal où tous les domaines significatifs sont pris en compte. La mission du service audit se réalise dans le cadre de normes internationales et se matérialise par la production de rapports d'audit et de recommandations.

La mission d'audit interne consiste à étudier la fiabilité des opérations et des procédures exécutées dans le cadre de la gestion du Plan de Développement Régional du Corse approuvé le 6 octobre 2015 par la Commission Européenne. Au travers des plans d'audit, le service d'audit interne assure une expertise ex-post de la gestion des crédits du FEADER par l'ensemble des partenaires. Il assure également une mission de conseil auprès de tous les intervenants. Durant toute la programmation il assure le suivi de l'exécution des recommandations qu'il émet.



## La préparation de la PAC 2023-2027

Le SAI participe à l'ensemble des réunions préparatoires de la future PAC au niveau national pour le compte de l'organisme payeur, notamment sur les thèmes de l'évolution des systèmes d'information et de la normalisation des données réglementaires au titre des apurements financier et performance, tels que prévus par la réglementation parue et à venir (cf tableau «cartographie des données de la PAC» p.101

Le SAI participe aux réunions nationales pour la rédaction des textes réglementaires, il assure la mise à jour du corpus documentaire de l'établissement dans ce domaine

## Textes parus au 31 décembre 2021 :

### FRANCE

Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France V1.2 ADOPTE le 31 août 2022

Ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023

Décret no 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023

### EUROPE

**RÈGLEMENT (UE, Euratom) 2018/1046** DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) no 1296/2013, (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012

COMMUNICATION DE LA COMMISSION (JOUE 18/03/2022)

Lignes directrices sur l'application du règlement (UE, Euratom) 2020/2092 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union

**RÈGLEMENT (UE) 2022/2472** de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans

les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/2528** de la Commission du 17 octobre 2022 modifiant le règlement délégué (UE) 2017/891 et abrogeant les règlements délégués (UE) no 611/2014, (UE) 2015/1366 et (UE) 2016/1149 applicables aux régimes d'aides dans certains secteurs agricoles

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/2532** de la Commission du 1er décembre 2022 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2017/892 et abrogeant le règlement (UE) no 738/2010 et les règlements d'exécution (UE) no 615/2014, (UE) 2015/1368 et (UE) 2016/1150 applicables aux régimes d'aides dans certains secteurs agricoles

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION (JOUE C 485 du 21.12.2022)** Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2022/C 485/01

**RÈGLEMENT (UE) 2021/1060** DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas

**RÈGLEMENT (UE) 2021/2115** DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2289** DE LA COMMISSION du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation du contenu des plans stratégiques relevant de la PAC et le système électronique d'échange sécurisé d'informations

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2290** DE LA COMMISSION du 21 décembre 2021 éta-

blissant des règles relatives aux méthodes de calcul des indicateurs communs de réalisation et de résultat définis à l'annexe I du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/126** DE LA COMMISSION du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE)

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/1317** DE LA COMMISSION du 27 juillet 2022 prévoyant des dérogations au règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'application des normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres (normes BCAE) 7 et 8 pour l'année de demande 2023

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/1475** de la Commission du 6 septembre 2022 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'évaluation des plans stratégiques relevant de la PAC et la communication d'informations à des fins de suivi et d'évaluation



**RÈGLEMENT (UE) 2021/2116** DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) no 1306/2013

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/127** DE LA COMMISSION du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/128** DE LA COMMISSION du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/1173** DE LA COMMISSION du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/1172** DE LA COMMISSION du 4 mai 2022 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle lié à la politique agricole commune et l'application et le calcul des sanctions administratives en matière de conditionnalité

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/1408** DE LA COMMISSION du 16 juin 2022 modifiant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le versement d'avances pour certaines interventions et mesures de soutien prévues par les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) n o LA COMMISSION EUROPÉENNE, 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil

**RÈGLEMENT (UE) 2021/2117** DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) no 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) no 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) no 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) no 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union

Le Service Audit a également assuré une mission de conseil pour l'ensemble des partenaires dans la détermination des procédures à mettre en œuvre pour une bonne gestion du programme incluant le respect des règles communautaires, la prise en compte des risques potentiels, ainsi que la bonne « vérifiabilité et contrôlabilité » des dispositifs financés.

## Les rapports d'audit

Afin de respecter les diverses orientations données par la Commission, et les corps d'audit le SAI a fait le choix de présenter un plan d'audit qui court au-delà de la période de programmation (2023), en tenant compte des possibilités de progression d'exécution des mesures du PDRC.

Pour 2022, le SAI a publié trois rapports :

### Audit de l'infrastructure du système d'information

Du fait de sa qualité d'organisme payeur des aides européennes, le système d'informations de l'ODARC est soumis au respect des recommandations dictées par la norme ISO 27002.

De ce fait, l'ODARC doit se soumettre aux mesures exprimées par la norme concernant la sécurité des données transitant au sein de son système d'information.

Cet audit inscrit au plan d'audit quinquennal du SAI a pour but de valider les mesures mises en place.

L'audit couvre toutes les composantes inhérentes aux infrastructures virtuelles et réseaux.

#### 1. Audit de l'infrastructure virtuelle

Tout le matériel de l'infrastructure de virtualisation doit être audité.

Il porte sur les domaines suivants :

- Analyse des équipements
- Analyse des configurations matérielles et logicielles
- Analyse des performances
- Identification des flux de données
- Audit des droits
- Audit des machines virtuelles
- Analyse des sauvegardes

#### 2. Audit de l'infrastructure réseau

L'audit de l'infrastructure réseau s'articule autour des points suivants :

- Isoler les problèmes de performance liés aux serveurs et aux réseaux ;
- Analyser, identifier et classer les flux de trafic



internes et externes ;

- Analyser les équipements (routeurs, switches, baies de brassage...) ;
- Analyser l'usage de la bande passante par machine et par service ;
- Analyser les besoins en bande passante ;
- Analyser les performances réseaux ;
- Établir un rapport de synthèse du réseau ;
- Établir des recommandations d'évolution, d'optimisation d'infrastructures.
- Étude approfondie et validation de l'architecture WAN et LAN du réseau.
- Audit et évaluation des choix technologiques adoptés.
- Étude et validation du plan d'adressage.
- Étude approfondie et validation du routage IP.
- Évaluation de la performance et capacités des équipements.
- Audit des configurations

### 3. Audit du PRA

Le prestataire a réalisé une analyse du Plan de Reprise d'Activité, comprenant une mise en application réelle, permettant de mesurer les différents temps et garanties (GTR, RPO, RTO) et de valider son fonctionnement.

### 4. Audit de Sécurité

Il porte sur les domaines suivants :

- La sécurité logique : Cela inclue la sécurité des données, les applications ou encore les systèmes d'exploitation.
- La sécurité des réseaux : L'architecture du réseau, la configuration des équipements réseaux qui le composent, les serveurs de l'Office, les réseaux d'accès, etc.

- La tolérance de pannes si nécessaire.
- L'administration, la gestion des logs, les remontées d'alertes...

Cet audit a donné lieu à 44 recommandations dont 19 ont été levées durant l'audit et 8 sont en cours de régularisation. Les 17 recommandations restantes nécessitent une étude technique approfondie et devraient être mises en place dans les deux exercices suivants.

### **AUDIT LEADER Mesure 19.2 Opérations, Mesure 19.3 Coopération, Mesure 19.4 GAL :**

La mise en œuvre tardive des conventions de partenariat avec les Groupes d'Action Locale, la réorganisation du service instructeur (Direction de l'attractivité et des dynamiques territoriales, Collectivité de Corse) n'ont pas permis de procéder plus tôt à un audit des mesures concernées. Le SAI a fait le choix d'attendre le paiement de plusieurs dossiers pour établir un audit pertinent, même si le taux d'avancement du programme Leader reste faible (56,8 % de programmation et 7,93 % de paiement).

On rappelle que les stratégies locales de développement ont pour but d'aider à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux, de promouvoir l'ouverture et les échanges d'expérience entre différents territoires interterritoriale et transnationale. Enfin LEADER soutient les GAL pour les frais de fonctionnement et l'animation du territoire.

### **Nature des dépenses subventionnées pour la 19.2 :**

- Études portant sur le territoire concerné.
- Action d'information, d'animation, de communication.
- Coûts d'investissement (art 45 du règlement FEADER).
- Contributions en nature (art 67 du règlement FEADER).

### Nature des dépenses subventionnées pour la 19.3 :

- Coûts liés à la préparation technique des projets : réunions (échanges techniques), frais de déplacements, d'hébergement, d'interprétation, études liées au projet de coopération.
- Coûts liés à la mise en œuvre des projets : animation et coordination, frais de déplacement et de séjour, frais d'interprétariat, expertise technique, supports techniques à la mise en place d'actions communes.

### Nature des dépenses subventionnées pour la 19.4 :

- Coûts de fonctionnement des GAL (y compris les dépenses de gestion) ;
- Frais de personnels émergeant à l'action (poste dédié ou partiellement dédié).
- Études et évaluations sur le territoire du GAL.
- Coûts d'animation, actions d'information, de communication et de publicité.
- Formation des personnes participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de développement local du GAL (dont formation des animateurs du GAL).

L'analyse du SAI a porté sur l'ensemble de la piste d'audit et est orientée principalement sur les risques identifiés et inscrits au PDRC au titre de la vérifiabilité contrôlabilité, à savoir :

- R1 : Pour les formes juridiques sociétaires, conformité des statuts et actes, mise à jour effective et conforme au long de la période d'engagement.
- R2 : Pour les investissements, s'assurer de leur caractère raisonnable.
- R7 : Formalisation transparente par le GAL des critères d'opportunité pour la sélection des opérations. Définition claire et objective des critères minimaux d'éligibilité du demandeur et de la demande avec parution et large diffusion au public potentiel, formalisation transparente sans interprétation possible des différentes exigences tant en éligibilité qu'en maintien des engagements obligatoires.
- R9 : CAS SPECIFIQUE DES AVANCES Art42 et 63 du R UE 1305/2013 Renforcement du contrôle de la conformité juridique et comptable des justificatifs de dépenses présentés.
- R10 : Pour l'ensemble des investissements et projets en général, risque de projets déjà financés par ailleurs (toujours sous engagement d'anciens contrats); pour les dépenses du maître d'ouvrage, définition des éléments comptables et preuves probantes pris en charge, sensibilisation de l'administration et des bénéficiaires (charges sociales, liste présence aux réunions, ...); pour les actions financées par des membres du groupe de coopé-

ration et subventionnées directement à leur profit. Il faut bien vérifier la conformité des dépenses au regard du projet générique, la conformité des conventions de partenariat, et que les dépenses ne fassent pas l'objet d'un risque de double financement (même action financée sur 2 partenaires)

Dans le cadre de cet audit relatif à la mesure 19 du PDRC, sur les 22 dossiers examinés 20 présentent des non-conformités qui rendent les opérations totalement ou partiellement inéligibles.

L'audit a conclu à 15 recommandations relatives principalement à la mise en place d'une procédure détaillée et d'un mode opératoire robuste ainsi qu'à une bonne formation des agents.

### AUDIT Mesure 5.2 dans le cadre du PDRC 2014-2020 «Restauration des châtaigneraies»

L'arrivée du cynips en 2010 menace directement la survie de la filière castanéicole : la baisse de production peut atteindre 80% sur les vergers les plus atteints. Le SAI a fait de choix d'auditer la mesure « Reconstruction des châtaigneraies », qui aurait dû être fortement mobilisée dans ce contexte particulier, et dont le montant FEADER mis en œuvre s'élevait à 750 000 € en début de programmation, 300 000€ au moment de l'audit.

La mission porte sur les aides versées au titre de la Mesure 5.2. Reconstitution des châtaigneraies au travers d'une aide aux investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs agroenvironnementaux et climatiques

### Nature des dépenses subventionnées

Sur la base de devis de travaux :

- Les travaux de réalisation de l'accès sur le parcellaire de l'exploitant (piste) en lien direct avec l'investissement projeté, et hors coût d'entretien.
- L'achat de terrain, limité à 10% de l'assiette éligible de l'opération,
- Les autres achats liés à la mise en valeur (fertilisation, plants...),
- Les frais généraux liés à l'opération : la maîtrise d'œuvre dans la limite de 10% des dépenses éligibles de l'opération.

Sur la base de coûts simplifiés :

- Le débroussaillage, les élagages, les surgreffages et les regarnis,
- La plantation d'arbres jeunes, y compris la préparation du sol,
- L'élimination des rémanents de taille
- L'installation de clôtures et de portails afin de protéger les vergers,

Ces investissements peuvent être réalisés soit en prestation de service, soit au moyen de l'intervention

propre du bénéficiaire de l'opération, excepté pour la réalisation des accès.

L'analyse du SAI a porté sur l'ensemble de la piste d'audit et est orientée principalement sur les risques identifiés et inscrits au PDRC au titre de la vérifiabilité contrôlabilité, à savoir :

- R1 : Procédures d'appel d'offre pour les bénéficiaires privés (AAP & demandes individuelles de soutien FEADER). VÉRIFIER Pour les formes juridiques sociétaires ou associatives, conformité des statuts et actes, mise à jour effective et conforme. VÉRIFIER la qualité de propriétaire foncier des partenaires.
- R6 : Pré conditions comme condition d'éligibilité. EXIGER que soit fournie à l'appui de la demande d'aide l'attestation de formation spécifique Élagage, y compris dans le cadre des associations autorisés, pour l'ensemble des sociétaires utilisateurs des terres.
- R10 : Éligibilité des coûts : pour les travaux de clôtures et reconquête du milieu notamment, risque de surfaces déjà financées par ailleurs (toujours sous engagement d'anciens contrats, ou financées sur les opérations à destination des agriculteurs (ex : 226A ET MAET, MAEC)

Dans le cadre de cet audit relatif à la 5.2 du PDRC, sur les 13 dossiers examinés tous présentent des non-conformités pour deux dossiers ces anomalies entraînent potentiellement un ordre de reversement. L'audit a conclu à 16 recommandations relatives principalement à l'amélioration des outils d'instruction des dossiers et à la qualité du travail des agents.

## SUIVI DES PROGRAMMATIONS 2014-2020, 2023-2027

En raison des missions exercées par le service audit, notamment en matière d'avis et de conseil, le service a participé à de nombreuses réunions à l'invitation de l'OP comme de l'AG, tant au niveau régional que national et européen. Le service a ainsi apporté des



éclairages juridiques, réglementaires et procéduraux en participant à l'analyse des problématiques rencontrées dans la mise en œuvre du programme.

On citera notamment :

- Participation aux échanges avec la Commission et l'Etat sur les audits d'apurement et de certification des comptes,
- Participation aux réunions des organismes payeurs sur l'évolution des systèmes d'information, la lutte contre la fraude, rencontres avec le Parquet européen EPPO (European Public Prosecutor's Office), la Mission interministérielle de coordination anti-fraude MICAF, ...
- Participation aux groupes rédactionnels de la réglementation nationale, des corpus conventionnels juridiques et techniques

## Suivi des recommandations

Le SAI se charge de recueillir auprès des services qu'il a audités, les informations relatives à la mise en place des actions correctrices. Il assure un suivi et une expertise des réponses apportées par les entités concernées. En fonction des actions correctrices proposées, le SAI maintient ou lève la recommandation. Concernant les recommandations maintenues, elles font l'objet d'une analyse à chaque revue. A noter que seul le Directeur est en charge de la bonne mise en œuvre du plan d'action, le SAI n'ayant pas le pouvoir hiérarchique nécessaire.

Le SAI a émis 158 recommandations depuis le début de la programmation 2014-2020, seules 47 ont été levées ou sont en passe de l'être.

## Mission d'expertise et de conseil

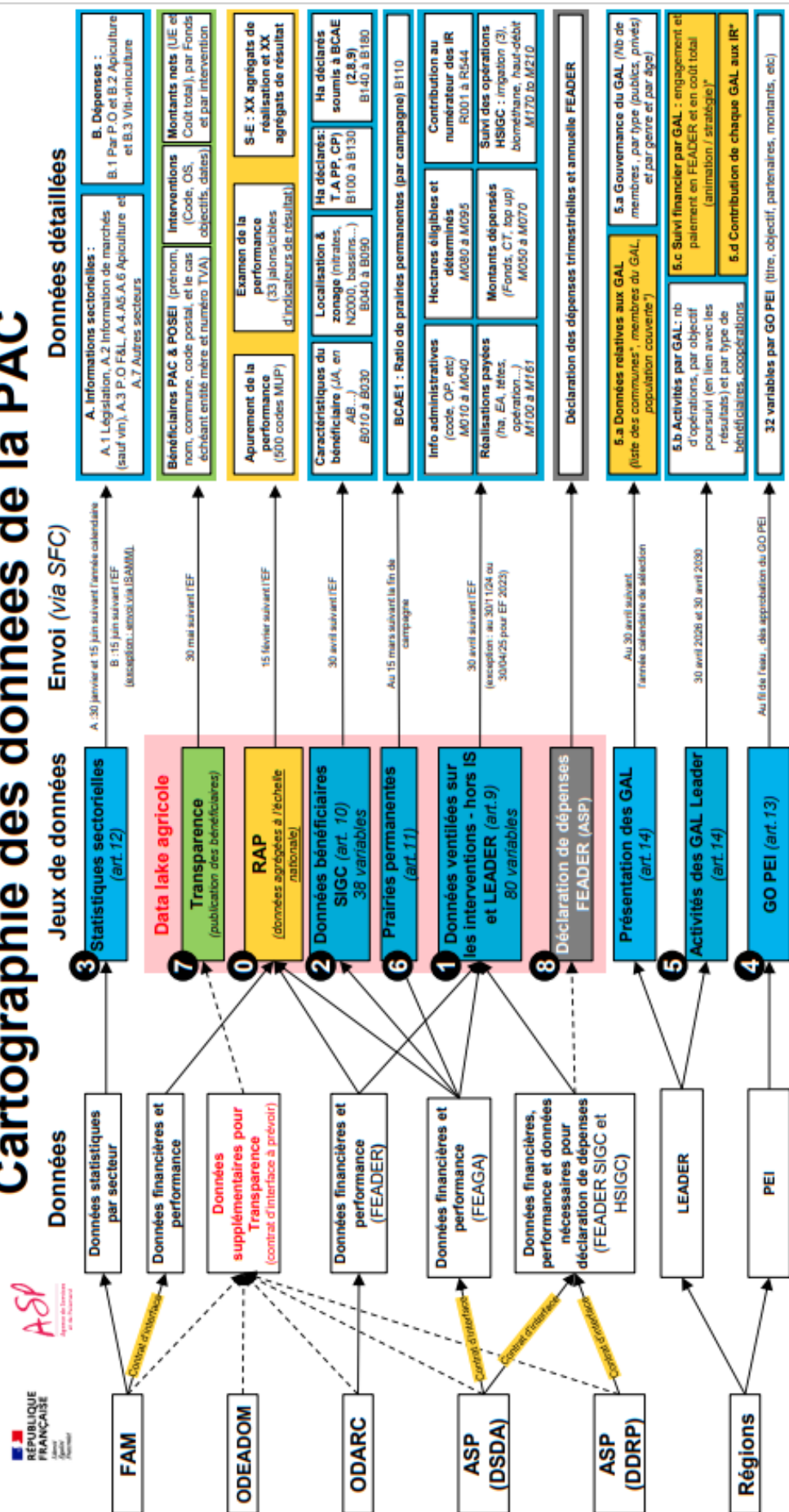
À travers les missions d'audit précédemment évoquées ou via les saisines des services partenaires du PDRC, le SAI a poursuivi ses travaux d'expertise et de conseil.

Conformément aux dispositions de la Charte de l'Audit Interne (révision Comité d'audit du 16 octobre 2020), le SAI a été saisi par les services instructeurs des mesures du PDRC de questions de conformité réglementaire.

Tout en s'attachant à ne pas prendre position, le SAI a émis des recommandations relatives à l'amélioration des procédures ainsi que des avis réglementaires.

À noter également, que pour répondre à la volonté de certains partenaires, le SAI est associé en tant que membre observateur à divers groupes de travail (SSI, Contrôles, Débiteurs...)

## Cartographie des données de la PAC



Légende : en jaune = RAP, en bleu = DS&E, en vert = Transparence, en gris = déclaration de dépenses FEADER En pointillés = données à affiner.

Légende : en jaune = RAR, en bleu = DGE, en vert = transparence, en gris = déclaration de dépenses READER. En pointillés = données à arriver.  
 NB : Références aux articles de l'acte secondaire « Evaluation de la PAC ». Pour Leader : données agréées dans le RAP (jeu n°0) et restituées de façon désagrégées dans le jeu n°5.



# Division Contrôle et Instruction

## des Mesures Surfaceutiques

---

Les activités de la Division Contrôle et Instruction des Mesures Surfaceutiques (DCIMSS) s'inscrivent dans 5 thèmes étroitement liés :

- La démarche qualité et le contrôle interne ;
- Les contrôles réglementaires ;
- Le suivi des audits externes et la coordination de l'Organisme Payeur ;
- L'instruction des mesures surfaceutiques ;
- La gestion des créances ;
- Le traitement des dossiers contentieux.

### La démarche qualité et le contrôle interne

#### Rappel du contexte et des objectifs

---

Suite à l'application de la norme ISO 9001 à l'OP ODARC, la démarche qualité est fortement orientée vers l'écoute et la satisfaction des bénéficiaires des aides publiques.

Cette démarche est un outil au service de :

- La transparence dans le traitement des dossiers d'instruction et de paiement ;
- L'amélioration de la satisfaction des bénéficiaires des aides, de nos financeurs et des autorités ;
- La réduction et la maîtrise des délais de paiements ;
- Le développement et la pérennisation de nos missions et activités ;
- Le positionnement durable de l'ODARC parmi les Organismes Payeurs nationaux et européens.

Les objectifs « qualité » généraux de l'OP ODARC fixés sont les suivants:

- Maîtrise des délais d'instruction des dossiers de paiement ;
- Certification des comptes sans réserves ;
- Apurement total des comptes par la Commission Européenne ;
- Réponse avec succès aux observations des instances extérieures de contrôle dans les délais impartis.

Cette certification a été réitérée suite à l'audit de suivi 1 du 10/05/2019, par l'organisme indépen-

dant agréé « Bureau Veritas Certification ». L'obtention de la certification ISO 9001 version 2015 valide l'atteinte d'un niveau de confiance et de fiabilité fondamental pour le développement et la pérennité de nos activités. Cela confirme la place de l'ODARC dans le giron privilégié des établissements pour lesquels le système de management qualité a été évalué conforme aux exigences d'une norme internationalement reconnue et faisant référence.

Au-delà de la certification, l'implantation de cette démarche et l'application des outils spécifiques qu'elle implique, représentent une véritable valeur ajoutée mesurable dans nos méthodes de travail et permettent un renforcement de la satisfaction des bénéficiaires des aides, dans le cadre de notre mission première de service public.

#### Obtention de la Certification ISO 9001:2015

---

L'audit de suivi 1, réalisé par l'organisme indépendant agréé « Bureau Veritas Certification » a consisté en un examen du système de management de l'OP ODARC, de sa structure et de son fonctionnement. Il avait pour objectif :

- Confirmer que le système de management est conforme à toutes les exigences de la norme.
- Confirmer que l'organisme a mis en œuvre efficacement ses dispositions planifiées.
- Confirmer que le système de management est capable de réaliser les politiques et objectifs de l'organisation et évaluer les capacités du système de management à assurer que l'organisation de l'OP ODARC répond aux exigences légales, réglementaires et contractuelles.
- Identifier les domaines du système de management susceptibles d'être améliorés.

L'audit confirme que le système de management de la qualité de l'OP ODARC a une efficacité satisfaisante, une maturité satisfaisante à consolider et une adaptation satisfaisante. L'audit conclut aussi à la cohérence entre la politique, les risques, les opportunités, les objectifs et les cibles de l'organisme.

La Certification ISO 9001 version 2015 de l'OP ODARC est ainsi confirmée par le Bureau VERITAS.

### *Cartographie des risques par processus*

Conformément à notre Charte de contrôle interne et qualité, nous avons procédé, pour chacun des processus de l'OP, suite à une analyse transversale de l'ensemble des activités d'instruction, de contrôle, de décision, de paiement, à l'identification des risques puis à leur évaluation, en estimant leur occurrence et leur gravité.

A partir de cette cartographie des risques, la sélection des risques à surveiller et à auditer régulièrement est basée sur l'estimation des moyens et compétences mobilisés et des méthodes appliquées pour la réalisation des activités.

Cette cartographie des risques est utilisée lors des actions d'audit interne qualité et de contrôle interne ; à la suite de quoi elle est revue si besoin, en fonction des évolutions du processus et des résultats du contrôle.

### *Contrôle interne*

Désormais, conformément à la revue de direction de mai 2021, les actions de contrôle interne intègrent d'avantage le contrôle interne et la qualité par un travail de « re-performance » des dossiers d'instruction des aides et des paiements.

### *Revue de processus*

La revue de processus constitue un moment privilégié pendant lequel le pilote fait le point sur le fonctionnement de son processus, sur sa capacité à atteindre les résultats planifiés et sur sa capacité d'amélioration.

La Division contrôle a animé les revues de l'ensemble des processus de l'OP ODARC et enregistré les résultats des revues incluant les actions retenues d'amélioration et de progrès.

Chaque revue de processus a porté notamment sur :

- Revue des fiches processus.
- Evaluation des objectifs fixés (bilan de la performance du processus) : il a été retenu de procéder à la mesure des objectifs de l'ensemble des processus de notre système qualité, au moyen d'un tableau de bord. Ce tableau permet aux pilotes et acteurs des Processus de se situer par rapport à leurs objectifs, mesurés au moyen d'indicateurs. Ce tableau de bord permet également à la Direction d'apprécier la capacité du système de management à atteindre ses objectifs.
- Suivi des actions fixées précédemment et déclenchement de nouvelles actions (correctives, préventives, d'amélioration).

### *Outils de paiements*

La liasse « paiement », la liasse « constat de service fait » et la navette paiement sont les principaux outils de paiements développés. Ils font l'objet d'adaptations permanentes, qui prennent en considération les « remontées terrains » des agents chargés de l'instruction des demandes de paiements. Ces outils font également l'objet d'adaptations spécifiques à certaines mesures et suite aux demandes des Services instructeurs externes à l'ODARC. Ces outils ont fait l'objet, comme toutes les procédures, de mise à jour par rapport à la nouvelle programmation et d'évaluation de leur mise en application et de leur efficacité.

Dans le cadre de notre démarche qualité globale et de l'amélioration continue de nos méthodes, les liasses



« paiements » et « constat de service fait » sont désormais attachées au logiciel 4D pour chaque dossier de paiements. Cette action permet, entre autre, un suivi plus pertinent de l'application de nos procédures.

### **Alertes-délais de l'OP**

La procédure d'Alertes-délais est établie pour assurer la maîtrise des non-conformités dans les délais d'instruction, d'engagement et de paiement des dossiers.

Conformément à notre procédure documentée ISO 9001 « Mesures, analyses et Améliorations » (Annexe 2 du Manuel Qualité) il est procédé de façon périodique à :

- La revue des non-conformités des délais et la détermination de leurs causes ;
- L'évaluation du besoin d'entreprendre des actions pour que les non-conformités ne se reproduisent pas ;
- La détermination, la mise en œuvre et l'enregistrement des résultats de ces actions ;
- La revue des actions mises en œuvre sur la période précédente.

Pour les activités de l'OP les alertes délais sont un test bimensuel de la principale exigence des bénéficiaires des aides : le respect des délais de paiements.

### **Organisation du système documentaire**

Cet outil de management, qui est en même temps un support de travail et d'information, répertorie l'ensemble des documents clés utilisés et des procédures validées de l'ODARC. La documentation est mise à jour et consultable sur le serveur de partage informatique de l'ODARC. Il facilite l'accès de tous les agents aux principaux documents clés relatifs à nos activités. Il comporte quatre parties :

- Références réglementaires : circulaires, procédures et règlements externes.
- Procédures de l'OP ODARC : procédures propres à chaque processus interne, documents du SMQ.
- 4D
- Outils de paiements

Une mise à jour exhaustive de cette base de données documentaire est régulièrement effectuée.

## **Les contrôles réglementaires**

### **Contrôle sur place HSGC :**

Par application du règlement n°1306/2013 et au vu de l'organisation générale des services de l'ODARC, la division contrôle est chargée d'effectuer les contrôles

des mesures hors surfaces selon deux modes :

- Les contrôles sur place « avant paiement final » qui couvrent au moins 5 % des dépenses qui sont déclarées chaque année civile à l'organisme payeur. 30 à 40% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.
- Les contrôles sur place « ex-post » qui couvrent au moins 1 % des dépenses qui concernent les opérations d'investissement soldées qui sont encore subordonnées à des engagements. Seuls les contrôles effectués durant l'année civile en question sont pris en considération. 20 à 25% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.

Les contrôles s'effectuent dans le respect d'un ou plusieurs plans de contrôle.

Au total, ce sont 21 contrôles qui ont été sélectionnés (14 en « avant paiement final » et 7 en « ex-post ») dans le cadre de l'établissement des plans de contrôle 2022.

### **Contrôle SIGC :**

Au titre de la campagne PAC 2022, 68 exploitations ont fait l'objet d'un contrôle sur place au titre du RDR.

### **Contrôles relatifs au respect des règles de la commande publique**

L'article 48 du règlement 809/2014 dispose que :

1. « Des contrôles administratifs sont effectués pour toutes les demandes de soutien [=demandes d'aide], demandes de paiement et autres déclarations qui doivent être introduites par un bénéficiaire ou par un tiers et couvrent tous les éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre des contrôles administratifs. [...] »
2. « Les contrôles administratifs des demandes de soutien assurent la conformité de l'opération avec les obligations établies par la législation de l'Union ou la législation nationale ou par le programme de développement rural, y compris dans le cadre de marchés publics, des aides d'État et des autres normes et exigences obligatoires ».

Si la réglementation communautaire pose comme principe que le contrôle de conformité du marché public est effectué au stade de la demande d'aide, elle indique également qu'à chaque stade, l'étendue du contrôle est tributaire des éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre de ces contrôles. Par conséquent, les autorités de gestion ont une latitude pour établir dans leurs procédures à quel moment

du contrôle administratif (demande d'aide et/ou demande de paiement) les points de contrôles doivent être vérifiés.

En conséquence dans le cadre de la mise en place de la programmation 2014-2020 et conformément à l'article 62 du règlement UE 1305/2013 la commission a normé un risque « R4 : marchés publics ». Une note de cadrage approuvée par délibération n° DEL1703220 CE du Conseil Exécutifs en date du 25 avril 2017 a permis d'appréhender le risque déclaré par la commission en explicitant les mesures d'atténuation mises en place pour le Programme de Développement Rural de la Corse.

Afin d'éviter toute confusion, erreur d'interprétation et donc absence de couverture du risque déclaré par la Commission en concertation avec l'Organisme payeur, l'autorité de gestion et ses services instructeurs peuvent s'appuyer sur une entité spécialisée de l'Organisme payeur au sein de la Division Contrôle.

A cet effet la division contrôle a mis en place un dispositif de veille juridique spécialisée dans le domaine du droit de la commande publique qui intègre naturellement la veille législative, réglementaire et jurisprudentielle.

Pour l'année 2022 la division contrôle a été saisie par les services instructeurs à de nombreuses reprises et le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle du respect des règles de la commande publique se décompose comme suit :

Type De Marchés	Nombre De Marchés Publics Expertisés *
Procédure adaptée	18
Procédure formalisée	16
<b>Total</b>	<b>34</b>

\* un lot = 1 marché

### **Suivi des audits externes et coordination de l'Organisme Payeur**

En sa qualité de coordonnateur de l'Organisme Payeur ODARC, la Division Contrôle est l'interlocuteur des corps de contrôles externes. A ce titre, elle a participé à la planification des audits externes, suivi la réalisation des audits, et répondu aux recommandations faisant suite aux audits.

Au vu de l'évolution des lignes directrices, avec notamment l'introduction des normes « Légalité et Régularité », les travaux de certification des comptes

représentent un enjeu considérable pour l'ODARC. Ces travaux sont suivis et coordonnés par la DC-MIS, ils nécessitent un fort investissement et sont très chronophages.

### **L'instruction des mesures surfaciques du RDR**

Conformément à l'article 74 du règlement 1306/2013, la Division Contrôle de l'organisme payeur ODARC est chargée de l'instruction des aides surfaciques du RDR depuis 2015, soit la moitié du budget du programme de développement rural de la Corse.

### **La gestion des créances**

La gestion des créances est réalisée dans le cadre des fonctions d'Organisme Payeur du FEADER exercées par l'ODARC. Elle concerne les irrégularités et la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune, ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine. La procédure de gestion des créances est mise à jour régulièrement au regard des dernières observations.

### **Traitement des dossiers contentieux**

La Division Contrôle est chargée de la gestion et du suivi des affaires contentieuses relatives aux aides gérées par l'ODARC et subsidiairement des recours gracieux. A ce titre, elle est chargée de l'analyse juridique réglementaire et technique des requêtes, de la préparation des mémoires et saisine d'avocats. Elle est force de proposition quant aux suites à donner aux décisions de justice (appel, pourvoi) et de la mise en œuvre de l'exécution des décisions de justice. L'activité contentieuse prise en charge par la Division Contrôle est stable pour l'année 2022 : 5 recours introduits en 2022 (4 recours devant le tribunal administratif de Bastia, et 1 pourvoi en Cassation)







## Activité administrative

*Cette activité regroupe des missions transversales indispensables au bon fonctionnement de l'Office : gestion du personnel et de la commande publique, organisation des instances décisionnelles, mise en œuvre et développement des outils informatiques ; sécurisation des systèmes d'information, communication relative aux missions de développement et d'organisme payeur de l'Office...*



# La Direction

## Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'ODARC s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice 2022 en présentiel et de manière dématérialisée.

### Conseil d'Administration du 05 Janvier 2022

- Présentation PAC 2023-2027 1er et 2ème Piliers
- Questions Diverses

### Conseil d'Administration du 31 janvier 2022

- Avenant n°1 à la convention relative aux modalités de transfert à l'ODARC du Service Agro-Environnement de l'OEC
- Installation des Jeunes Agriculteurs en Castaneiculture
- Question Diverses

### Conseil d'Administration du 23 mars 2022

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 31 janvier 2022,
- Rapport Annuel 2021 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,
- Débat d'Orientations Budgétaires 2022,
- Contrat de prestation entre l'ODARC et les agriculteurs pour l'accompagnement administratif à la Déclaration de surfaces PAC 2022,
- Adhésion de l'ODARC en tant que membre fondateur à l'Association « Agri-cultura » - Média
- De veille de l'économie et des politiques agricoles,
- Questions diverses

### Conseil d'Administration du 04 Avril 2022

- Création et modification d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement
- Modification d'Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement
- Affectation d'Autorisations de Programme et d'une Autorisation d'Engagement
- Budget Primitif 2022
- Mise à disposition de Personnel au Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse Avenant N°2
- Questions diverses.

### Conseil d'Administration du 20 Juin 2022

- Approbation de Compte de Gestion 2021,
- Approbation du Compte Administratif 2021,
- Affectation du Résultat d'Exploitation,
- Cession à titre gratuit par la Collectivité de Corse de Parcelles de Terre sur la Commune de U VIS-CUVATU au profit de l'ODARC
- Délégations données au Directeur de l'ODARC en vertu des articles 17 et 19 des Statuts de l'ODARC,
- Procédure de Passation des Marchés Publics : modification n°12 du règlement interne et guide de procédure de la commande publique,
- Approbation du Rapport d'Activité 2021,
- Questions diverses.

### Conseil d'Administration du 02 Décembre 2022

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 Juin 2022 Reprise sur dépréciations des comptes de tiers
- Pertes et créances irrécouvrables : créances ad-



prises en non-valeur

- Constitution de provisions pour litiges et contentieux
- Provisions pour le financement du compte épargne temps
- Modification d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement
- Affectation d'Autorisations d'Engagement
- Approbation et adoption du Budget Supplémentaire 2022
- Approbation de l'autorisation budgétaire préalable des dépenses d'investissement
- Recherche de financement pour l'année 2023 concernant les actions de sensibilisation menées par les animateurs du débroussaillage légal de l'ODARC au titre du CFM et PDRC
- 2014-2022/PSN2023-2027
- Accord salarial relatif au régime complémentaire de remboursement de « Frais de Santé » au sein de l'ODARC
- Accord salarial relatif au régime de prévoyance complémentaire « Incapacité, Invalidité et Décès » au sein de l'ODARC
- Accord salarial relatif au paiement de jours Compte-Epargne-Temps
- Accord salarial relatif à la mise en place du Télétravail au sein de l'ODARC
- Cession à titre gratuit par la Collectivité de Corse de Parcelle de Terre sur la Commune d'ALTIANI au profit de l'ODARC
- Mise à disposition d'un personnel auprès de la

ville de Biguglia

- Modification de l'Organisation Générale des Services de l'ODARC
- Modification du programme d'investissements du jeune agriculteur au cours de la mise en œuvre du plan d'entreprise
- Questions Diverses

## Le Bureau

Le Bureau est une instance issue des collèges du Conseil d'Administration.

Durant l'année 2022, il s'est tenu à 5 reprises à la fois en présentiel et en distantiel Webex

- Le 05 Janvier 2022
- Le 20 Avril 2022
- Le 20 Juin 2022
- Le 19 Septembre 2022
- Le 02 Décembre 2022

Avec pour objet :

- L'analyse des projets d'Installation Jeunes Agriculteurs
- Avenants Projets Installation Jeunes Agriculteurs



# La communication

## Les missions

- Se tenir à la disposition des différents services pour un accompagnement stratégique et/ou d'identité visuelle de leurs projets
- Se tenir à la disposition du Président en termes de communication de crise, réactivité à l'actualité, rédaction lorsque c'est nécessaire.
- Accompagner les événementiels et les journées terrain en termes de : mobilisation des médias, rédaction des invitations presse, rédaction des dossiers de presse et des communiqués, gestion des interviews sur place
- Suivi et veille médiatique, au niveau des médias régionaux : Corse-Matin, LPB, RCFM, Le journal de la Corse, Paroles de Corse, Isula Muntagna, Alta Frequenza, TV Paese et Via Stella.
- Recherche, études et prospectives sur des sujets transversaux tels que l'autonomie alimentaire, la gestion des bio-déchets, l'urgence climatique.
- Circulation des informations en interne : valorisation des actions, communication sur des événements marquants tels que l'intégration des agents de l'agroenvironnement et pastoralisme ou encore le déménagement en notre sein du Point Info Installation et du Syndicat des Jeunes Agriculteurs.
- Assurer la diffusion des informations réflexives et/ou de la publicité obligatoire, pour les AAP notamment (insertions publicitaires et site internet)
- Gérer les annonces publicitaires et insertions presse dans les différents médias en matière de communication institutionnelle
- Suivi et animation du compte Facebook « Agriculture en Corse »
- Gestion administrative et rédactionnelle du site internet

## Les faits marquants de 2022

- Mise en ligne du nouveau site internet
- Présence au SIA, reportages photos
- Suivi de la communication filière bois (comité de pilotage ob bois, fiera di u legnu in Vessani, colloque sur le chêne en partenariat avec le CRPF)
- Sécheresse (suivi de la communication en partenariat avec l'OEHC)
- Présence à Altiani pour le suivi de la filière caprine, la vente des boucs au haras, etc





- Mise en place d'un partenariat avec le magazine Isula Muntagna
- Présence, conférences de presse et événementiel : assises de la montagne, journées techniques et visites de terrain agroforesterie, accueil d'une délégation marocaine, journées du sylvo-pastoralisme,
- Médiatisation de réalisations exemplaires dans le cadre de certains AAP : Atelier fruits et légumes de Linguizzetta, outils de pilotage d'irrigation en maraîchage dans le cortenais...
- Création, mise en page, relecture, recherche d'illustrations et suivi d'édition pour l'édition du rapport d'activité des services concernant l'année 2021

## Site internet

La refonte du site internet a été finalisée et la mise en ligne de la nouvelle version a eu lieu en février 2022. Depuis nous comptons 15000 visiteurs cumulés et plus de 54000 pages vues.

Fin 2022 le site comptait plus de 300 articles.

Les rubriques les plus consultées sont :

- Les Appels A Projets
- Les actualités
- Les dispositifs d'aide

## Lingua Corsa

*Il est important de noter que les parutions de l'ODARC intègrent la politique linguistique de l'ODARC et le plan « lingua » qui vise à utiliser et intégrer la langue corse et son usage dans l'espace public.*



## Système et réseaux

### Infrastructures

- Lancement et suivi du projet d'amélioration du système de sauvegarde du SI.
- Participation, sur le volet informatique, au suivi des travaux de rénovation du siège social concernant les futurs équipements et le câblage.
- Installation du nouveau système d'alarme et de caméras de surveillance au siège de Bastia.
- Aménagement de la salle informatique de l'extension du siège de Bastia.
- Installation d'un système de vidéoconférence dans la salle de réunion de l'extension du siège.

### Réseau

- Re-paramétrage des imprimantes sur leur vlan dédié au site d'Ajaccio.
- Installation d'un nouveau switch dans l'extension du siège de Bastia.
- Réaménagement des arrivées fibres et télécoms du siège et des antennes ODARC liés au renouvellement du marché d'Interconnexion des sites.

### Marchés

- Élaboration des pièces nécessaires au passage du marché de renouvellement des postes de travail utilisateurs des années 2017 et 2018.
- Sourcing et élaboration des besoins pour les futurs marchés et changements.
- Renouvellement et suivi du marché de l'interconnexion des sites et des accès à Internet de l'ODARC.
- Lancement et suivi du marché de renouvellement des serrures internes à l'ODARC.

### Matériels et logiciels

- Remplacement batteries onduleur Ajaccio et Bastia.
- Suivi du planning de maintenance (avec contrat) pour le système anti-incendie de la salle informatique principale.
- Remplacement de 35 ordinateurs avec bases de connexions.
- Suivi du projet de d'installation du système de visioconférence de l'extension du siège de Bastia.
- Mise en place du logiciel cadastre avec mises à jour en 2022 aux agents en RemoteApp.

- Maintenance matérielle et logicielle des serveurs, appliances, postes utilisateurs (module contrôleur, disques durs HS, pannes, mises à jour Windows...).
- Remplacement des lecteurs et badges d'accès externes des sites de Bastia et Altiani.

### Gestion courante, support

- Gestion des commandes, retours, garantie.
- Mise au rebus de matériels divers devenus obsolètes ou en panne hors garantie.
- Déménagements de bureaux dus aux travaux.
- Assistance aux utilisateurs.
- Gestion des pannes, incidents (4 incidents).
- Protocole de gestion de crise suite à la crise sanitaire
- Application du protocole de gestion de crise suite à la crise sanitaire : remise en service des ordinateurs en stock pour le télétravail des agents ; commande de liaison VPN de connexion sécurisée et mise en place chez les agents à distance ; gestion quotidienne du télétravail ; déploiement des process logiciels nécessaire au télétravail.

### Applications métiers

- Analyse et choix techniques.
- Préparation des serveurs dédiés à l'exploitation du nouveau logiciel métier de l'ODARC.

### Sécurité

- Mises à jour et rédaction de documents (procédures, guides, inventaire) dans le cadre de la préparation et de la participation à l'audit européen relatif à la sécurité des systèmes d'information (SSI).
- Améliorations à la suite des recommandations émises dans le rapport de l'auditeur externe PWC sur la SSI et suivi avec la C3OP.
- Suivi des vulnérabilités.
- Audit du Système d'Information de l'ODARC réalisé par un organisme indépendant sur la résilience et la sécurité.
- Audit de l'Etat Membre et de l'Europe basé sur la norme ISO27002 à laquelle l'ODARC doit se conformer.

### Ressources Humaines

- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (commandes de matériels informatiques, création de comptes, téléphones, habilitations).

### ASP - outils de la future PAC

Participation aux réunions hebdomadaire ASP – ODARC pour l'élaboration des outils de la future PAC. Elaboration des cahiers des charges, participation aux tests bilatéraux et développement des outils ODARC pour interconnexion entre nos plateformes sur les projets suivants :

**Projet RCIPAC** (Répertoire Commun des Individus de la PAC),

- Finalisation des derniers tests (cellule dédiée, cas particuliers, ...)
- Mise en place d'une pile de traitement pour un meilleur traitement des flux,
- Gestion des imports de masse pour initialisation des données,
- Gestion des imports de masse pour initialisation des données des bénéficiaires avec SIRET de substitution,
- Gestion des erreurs

**Projet RefPAC** (Référentiel de la PAC),

**Projet SYNAPSE** (Rapports de la performance et des indicateurs de la PAC)

- Interconnexion avec plateformes de test et de production avec ouverture des flux, gestion de la sécurité d'authentification entre nos deux Systèmes d'Information,
- Premiers tests de transmission de dossiers et gestion des retours

### Outil du service instructeur : 4D gestion

Une maintenance habituelle et des développements légers ont été réalisés dans la base de gestion 4D, l'application gérant l'instruction d'une demande d'aide publique de la part d'un bénéficiaire :

**Nouvelles fonctionnalités** pour la cellule Jeunes Agriculteurs (JA),

- Sur les projets : mécanisme des pièces manquantes utilisé lors des relances courriers
- Nouvelles alertes pour les agents,

**Archivage** de modèles de courrier

### Finalisation du nouvel outil MVAWEB

Cet outil fusionne l'outil du service instructeur 4D et l'outil de la gestion financière MVA.

Ce nouvel outil permettra de bâtir sur un socle unique une application durable et évolutive.

Reprise des fonctionnalités existantes des deux outils et ajout de nouvelles fonctionnalités :

- Interconnexion avec les outils de la prochaine PAC : RCIPAC, SYNAPSE
- Interconnexion avec les données INSEE des personnes physiques et morales : comparaison des données INSEE et ODARC et signalement auprès des agents ; consultation des successeurs/prédécesseurs, des refus d'immatriculation et des non diffusibles
- Interconnexion avec les données entreprises et associations de la DINUM (La direction interministérielle du numérique) : consultation en direct des données (extrait du registre du commerce et des sociétés, actes, chiffres d'affaires, liasses fiscales, attestation fiscale, conformité cotisations de sécurité sociale agricole, ...) ; liens directs pour les agents avec les sites internet : Infogreffe.fr, societe.com, pappers.fr et Bodacc.fr

Mise en place pour MVA WEB de deux environnements de travail :

- Un environnement de recette pour effectuer les derniers tests avec les agents avant la mise en production
- Un environnement de production

Mise en place d'un outil permettant la sauvegarde complète du code informatique de MVAWEB. Cet outil permet également d'avoir un historique de toutes les modifications du code informatique et de revenir à une version précédente (stable) en cas de problème constaté en production.

Chiffage TLS/SSL complet de toutes les communications de l'application MVAWEB pour garantir une sécurité optimale

Taux d'avancement : 98%

Phase de tests prévus au premier trimestre 2023

### Divers

- Améliorations logiciel de l'application « courrier entrant »
- Support logiciel aux agents
- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (habilitations / droits dans les outils, création de compte)

### Sécurité

La réglementation communautaire impose à compter du 16 octobre 2016, que la sécurité des systèmes d'information soit certifiée conformément à la norme ISO 27001: systèmes de management de la sécurité de l'information – exigences (ISO).

Elle permet de déroger à ce principe pour les organismes payeurs dont les dépenses annuelles ne dépassent pas 400 millions d'euros. Pour ces

organismes, l'État membre peut choisir entre trois normes énumérées par le règlement (UE) n°907-2014.

La France a opté pour la norme de l'Organisation internationale de normalisation « code de bonnes pratiques pour la gestion de la sécurité de l'information (ISO), n°27002 version 2013 (dite « ISO 27002 : 2013 »).

L'ODARC utilise les applications ISIS (pour le SIGC) et OSIRIS (pour le HSIGC) qui sont développées, exploitées et maintenues par l'ASP. La sécurité de ces systèmes a été évaluée conformément à la norme ISO 27001. La certification ISO 27001 a été obtenue par l'ASP pour le système de management de la sécurité informatique (SMSI) assurant la chaîne de gestion des aides agricoles du 1er pilier (FEAGA) et du 2ème pilier (FEADER) pour ses sites principaux et secondaires en date du 15 décembre 2016, avec un certificat couvrant la période du 14/12/2016 au 13/12/2019.

Un audit de suivi de la certification ISO 27001 a été mené par le laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) du 23 au 29 novembre 2017. Le rapport a été transmis à la CCCOP le 18/01/2018: il confirme la conformité des SI à la norme.

Au niveau de l'ODARC, la CCCOP a continué le suivi des recommandations formulées dans le rapport du prestataire externe Grant Thornton.

Fait marquant

En Octobre 2019, dans le cadre de l'apurement des comptes du FEADER-ODARC, la Commission Européenne a missionné une société externe afin de réaliser un audit sur la Sécurité des Systèmes d'Information de l'Office.

L'objectif général de cette enquête a été d'examiner si l'ODARC - organisme payeur satisfait aux conditions d'agrément relatives à la SSI [annexe I, point 3.B), du règlement (UE) n° 907/2014]. À cet effet, une évaluation visera à apprécier si l'Organisme Payeur de l'ODARC a pris des mesures suffisantes pour protéger les données se rapportant au FEADER.

L'audit a été réalisé principalement au moyen d'entretiens, d'examens et d'analyses des documents mis à disposition, de contrôles au niveau des procédures visant à vérifier l'existence d'un certain nombre de mesures de contrôle sélectionnées ainsi que de vérifications de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de contrôle.

Dans le cadre de l'évaluation, les travaux de l'organisme de certification en matière de sécurité des systèmes d'information ont également été examinés dans le contexte de la certification des comptes du FEADER pour les exercices 2017 et 2018.

Compte tenu des éléments probants disponibles,

l'enquête n'a donné lieu à aucune correction financière. Des recommandations, observations et possibilités d'amélioration ont été rédigées par les auditeurs.





# Service Sécurité Administration Générale et Juridique

## Gestion des Ressources Humaines

### Les effectifs généraux

Au 31 décembre 2022, on compte :

- 135 contrats en CDI soit 133,6 ETP
- 13 contrats en CDD (5 contrats pour remplacement de salarié absent, 7 contrats pour surcroît d'activité, 1 Contrat CIFRE) soit 13 ETP

Au cours de l'année 2022, on compte également sept contrats d'apprentissage dont un a pris fin le 17/09/2022 ainsi que sept stagiaires.

L'effectif au 31 décembre 2022 est composé de 72 hommes et 76 femmes.

On compte 6 agents qui travaillent à temps partiel dont 1 homme et 5 femmes.

### Effectifs au siège et dans les permanences

Au 31 décembre 2022, on compte :

- au siège social à Bastia 77 (75,8ETP) agents titulaires, dont 2 agents titulaires mis à disposition et 2 agents titulaires en disponibilité, ainsi que 7 CDD pour remplacement et surcroît d'activité (7 ETP)
- à la permanence d'Ajaccio, 18 agents titulaires (18 ETP) dont 2 agents titulaires en disponibilité et 1 CDD pour surcroît d'activité (1 ETP).
- à Altiani, 13 agents titulaires (13 ETP), et 4 CDD pour remplacement et surcroît d'activité (4 ETP)
- à la permanence d'Ile Rousse, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de Ghisonaccia, 7 agents titulaires (7 ETP)
- à la permanence de Vescovato, 7 agents titulaires (7 ETP) dont 1 agent titulaire en disponibilité et 1 CDD pour remplacement (1ETP)
- à la permanence de Cargèse, 1 agent titulaire (1 ETP)
- à la permanence de Sartène, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de Porto-Vecchio, 4 agents titulaires (4 ETP)
- à la permanence de Cateri, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de San-Giuliano, 1 agent titulaire (0,8 ETP)

- à la permanence de Murato, 1 agent titulaire (1 ETP)

### Entrées au cours de l'année 2022

- 1 CDI :1 Chargé de projet.
- 19 CDD dont :
- 8 CDD pour remplacement salariés absents : 1 Rédacteur, 2 Techniciens, 1 Assistant Administratif, 1 Agent Administratif et 3 Agents Technique.
- 11 CDD pour surcroît d'activité : 3 Chefs de projet, 1 Rédacteur Principal, 5 Techniciens, 1 Assistant Technique et 1 Assistant Administratif.
- 5 Contrats d'apprentissage.

### Sorties au cours de l'année 2022 :

- 2 CDI : 2 départs à la retraite.
- 14 CDD dont : 7 CDD pour remplacement salariés absents (1 Rédacteur, 2 Assistants Administratif, 1 Agent Administratif et 3 Agents Technique) ; 7 CDD pour surcroît d'activité (1 Chef de projet, 1 Rédacteur Principal, 1 Rédacteur, 3 Techniciens, et 1 Assistant Technique).
- 2 Contrats d'apprentissage.

### Suivi du personnel

- Visites médicales : Sur l'année 2022, 49 visites médicales ont été réalisées par la Médecine du travail 2A et 2B.
- Taux d'absentéisme (maladie et accident du travail) : 8,9 %
- Absences au travail suite accident de travail : 260 jours
- Absences au travail suite maladie : 2836 jours (longues maladies et arrêts dérogatoires compris).
- Congé longue durée : 2 agents en mis à disposition et 5 agents en disponibilité.
- Promotion et avancements : 34 agents ont bénéficié d'un avancement ou d'une promotion.

### Formation des agents

La cellule repère et analyse les besoins individuels et collectifs en formation en cohérence avec la politique RH de l'ODARC.

Sur les 23 stages retenus en Comité Social et Econo-

mique et les 4 formations supplémentaires, 14 formations ont été suivies, 2 sont en cours de réalisation et 11 n'ont pas été réalisées en raison de besoin de service, d'évolution des besoins de l'agent et de non programmation de session en 2022. Il est prévu d'en reporter au moins 6 sur 2023.

### Formations individuelles

- Les formations « Lutte contre la fraude aux intérêts financiers européens » et « Fraude aux intérêts financiers de L'UE : travailler avec le parquet européen » ont été réalisées en distanciel par la MICAF (Mission Interministérielle de Coordination Anti-Fraude) pour un coût pédagogique gratuit.
- La formation « Crea Indesign- Initiation et perfectionnement » a été effectuée à Paris pour un coût pédagogique de 1600 € financé par le CPF du salarié.
- -La formation « Formation pratique des correspondants/animateurs qualité » a été suivie en distanciel pour un coût pédagogique de 1350 €.
- -La formation « Norme Iso 9001- v.2015, avec certification de compétences » a été réalisée à Paris pour un coût pédagogique de 1 645 €.
- -La formation « Stormshield Network Administrator » a été effectuée à Paris pour un coût pédagogique de 2 250 €.
- -La formation « Canaliser, gérer et stocker l'Eau de ruissellement sur son exploitation agricole » a été réalisée à Corte pour un coût pédagogique de 304 €.
- -La formation « Initiation à la transformation cosmétique » a été réalisée à San Giuliano pour un coût pédagogique de 337 €.
- -La formation « Excel initiation » a été réalisée à Bastia pour un coût pédagogique de 600€ financé par le CPF du salarié.

### Formations collectives (2 agents ou plus)

- La formation « Cybersécurité réseaux/Internet synthèse » a été suivie à Paris par deux agents pour un coût pédagogique de 5 500 €.
- La formation « Evaluer et améliorer la qualité des sols » a été effectuée par 5 agents à Bastia pour un coût pédagogique de 6 000 €.
- La formation « Procédures de traitements des biens vacants et sans maître » a été réalisée à Altiani par 9 agents pour un coût pédagogique gratuit.
- La formation « Technicien OPA/vétérinaire » a

été réalisée par 2 agents pour un coût pédagogique de 630 €.

- La formation « Formation lutte anti-fraude » dispensée en interne a été suivie par 25 agents.

### Formations diplômantes

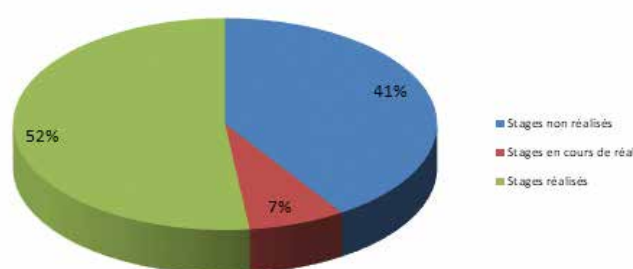
- Une formation diplômante plus précisément un BTSA Productions animales (PA) est en cours de réalisation par un agent dans le cadre d'un enseignement à distance (EAD) avec AgroSup Dijon, pour un coût pédagogique de 5 687 €.
- Une formation diplômante plus précisément un Baccalauréat Professionnel Conduite et Gestion de l'entreprise agricole – option : Polyculture – Elevage, dans le cadre d'un enseignement à distance avec l'Institut Agro Dijon, pour un coût pédagogique de 4 639 €.

Ainsi, au 31/12/2022, 48 agents ont été formés, soit environ 33% des salariés, toutes catégories confondues.

Nombre d'agents par catégorie ayant suivi une formation :

- 1 Chef de service
- 2 Chefs de Division
- 10 Responsables Administratif/Technique
- 14 Rédacteurs principal/Chefs de projet
- 17 rédacteurs/Techniciens
- 2 Agents Technique
- 2 Apprentis

**STAGES 2022**



### **Les Instances de dialogue social**

Durant l'année 2022, la cellule a organisé et effectué le suivi de 8 réunions du Comité Social et Economique.

Le CSE s'est réuni avec pour ordre du jour, des points concernant notamment :

- Consultation du CSE sur les modifications du code rural relatives aux missions exercées par

l'ODARC, figurant dans le projet d'ordonnance sur la PAC 2023-2027.

- Le compte rendu détaillé de la gestion financière du C.E. 2021 et le budget prévisionnel CSE 2022.
- Les Activités Sociales, et Culturelles 2022 (CSE) – vote des ASC, fêtes de fin d'année (arbre de Noël, cadeaux aux agents, bons cadeaux), voyage marché de Noël, renouvellement Réseau d'Achat Corse Eco Développement, Salon de l'Agriculture.
- La gestion et le fonctionnement de l'Office : jours de congés exceptionnels 2022, fermeture annuelle de l'ODARC 2022.
- Des questions relevant des ressources humaines telles que : le renouvellement contrat mutuelle frais soins de santé, modification de l'Organisation Générale des Services de l'ODARC, le tableau des promotions et avancements 2021.
- Le Télétravail.
- -Des questions relevant des moyens généraux notamment concernant la mise en place de 5 caméras de vidéosurveillance situées à l'extérieur du bâtiment principal du siège social de l'ODARC à Bastia.
- La formation Professionnelle Continue : le bilan de la Formation Professionnelle Continue 2021, le plan de Développement des Compétences 2022.
- Documents réglementaires tels que la BDES 2021, le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels et le plan d'action.

Durant l'année 2022, la cellule a organisé les réunions entre les Organisations Syndicales et la Direction et à traiter les différents accords salariaux en découlant :

- L'accord salarial relatif au régime complémentaire de remboursement de « frais de santé » au sein de l'ODARC
- L'accord salarial relatif au régime de prévoyance complémentaire « incapacité, invalidité et décès » au sein de l'ODARC,
- La mise en place d'une journée de télétravail par semaine.
- La possibilité de rémunérer un nombre de jours de CET par an.

Suite à la validation de ces accords en Conseil d'Administration de l'ODARC puis par le Contrôle de Légalité, la Cellule RH a procédé aux notes de service diffusées auprès des agents et à la mise en œuvre des procédures internes qui en découlent.

## Index d'égalité professionnelle femmes-hommes

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, la cellule RH et formation élabore le rapport égalité hommes femmes et calcule l'Index conçu pour mesurer l'égalité entre les femmes et les hommes au sein d'une même organisation. Cet Index, sur 100 points, se calcule à partir des 4 indicateurs suivants :

- L'écart de rémunération femmes-hommes,
- L'écart de répartition des augmentations individuelles,
- Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité,
- La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.

L'Office a obtenu la note globale de 98 points sur 100 à l'index de l'égalité femmes-hommes 2022. Cette note de 98/100 est la preuve de l'engagement de l'ODARC depuis ces dernières années à promouvoir l'égalité hommes-femmes.

## Faits marquants

Durant l'année 2022, la Cellule RH et Formation a été en charge de la mise en place de nouveaux dispositifs au sein de l'Office :

- ◇ **Télétravail** : dès le premier confinement en 2020, tous les salariés dont les fonctions permettent le télétravail ont été pourvus d'ordinateurs portables équipés de VPN. Aucune difficulté importante n'a été relevée et la mise en place du télétravail au sein de l'ODARC a été une véritable réussite. Le télétravail s'est révélé être une opportunité pour les salariés d'améliorer l'articulation entre temps de vie privée et temps de vie professionnelle en limitant temps de transport, stress, fatigue et risques d'accidents de trajets. C'est une opportunité pour repenser et optimiser les conditions de travail. En effet, les études démontrent que le télétravail se traduit en moyenne par des gains de productivité. Aussi, dans ce contexte et compte tenu de la levée des mesures gouvernementales liées au COVID 19, notamment en terme de télétravail, un accord salarial, ayant fait l'objet d'une délibération N°2022-419 validé par le Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 02 Décembre 2022, a été établi afin d'instaurer au sein de l'office, une journée de télétravail par semaine.
- ◇ **Paiement de 5 jours de Compte Epargne Temps** : Dans le cadre de l'accord sur l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail, l'ODARC a mis en place, à compter

du 1er janvier 2001, un Compte Epargne Temps. Dans le contexte actuel caractérisé par une baisse du pouvoir d'achat, le CET peut permettre aux salariés d'obtenir un complément de rémunération. Aussi, un accord salarial, ayant fait l'objet d'une délibération N°2022-418 validé par le Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 02 Décembre 2022, a été établi afin que les salariés puissent avoir la possibilité de demander l'octroi d'une rémunération immédiate en contrepartie d'un nombre de jours déterminés inscrits sur le CET. Ainsi, l'ODARC offre la possibilité aux salariés qui en font la demande, de pouvoir liquider, sous forme d'indemnité, 5 jours maximum placés sur le CET. La Cellule est en charge de la gestion des demandes de liquidation puis du versement effectif de la somme lors de la paye du mois de mai.

- ◇ **Logiciel de gestion des absences et du télétravail** : Dans le cadre de la gestion des congés, l'ODARC a fait l'acquisition du logiciel KELIO-BODET qui permet aux agents de saisir en ligne les demandes d'absences et d'avoir un suivi de leurs soldes de congés (congés payés, RTT, CET). Aussi, les salariés ont une visualisation à l'instant T de l'ensemble de leurs soldes. Cette nouvelle procédure concerne également la mise en place du télétravail. En effet, le salarié qui remplit les critères d'éligibilité et qui souhaite bénéficier du télétravail en fait la demande à son supérieur hiérarchique (chefs de service, de division et de cellule) en posant le jour télétravaillé au moyen du logiciel de congés KELIO. Afin de rendre ce dispositif opérationnel, la Cellule RH et Formation a saisi les données relatives à chaque salarié dans le logiciel notamment les soldes des Comptes Epargne Temps (CET) ainsi que les droits et les absences à compter du 1er janvier 2022 de chacun. Elle a élaboré un guide utilisateur pour tous les agents et un autre spécifiquement conçu pour les valideurs (supérieurs hiérarchiques). Elle accompagne quotidiennement les agents au niveau de l'utilisation du système.

- ◇ **Agrément « Organisme de Formation »** : L'ODARC a demandé à être agréé comme organisme de formation. Suite à la réalisation de la procédure administrative, l'agrément a été obtenu et l'office est devenu prestataire de formation. Des formations ont donc été mises en place, notamment sur la diversification en fromagerie et les produits frais : « Maîtriser la diversification en produits frais », dispensée par la chargée de projet R&D transformation fromagère, à la fromagerie-

rie expérimentale d'Altiani, pour les éleveurs et producteurs de fromages fermiers en Corse ou en parcours d'installation. Dans le même esprit, une intervention : « Conception d'une fromagerie aux normes », a été réalisée et dispensée par un technicien-conseiller en bâtiment. Cette nouvelle activité tend à se développer par de nouvelles actions de formation dans différents domaines



## Juridique et moyens généraux

### L'assistance juridique

La cellule juridique et moyens généraux de l'ODARC réalise une mission de conseil auprès des services et divisions de l'établissement, porte son assistance à la rédaction de projets, conventions, projets de délibération... L'activité déployée fait appel à diverses disciplines du droit : du droit des marchés publics jusqu'au droit rural.

La cellule assure également la gestion des contrats d'assurance touchant aux biens et aux activités des agents au travers des contrats d'assurance en responsabilité civile, dommages aux biens, assurance flotte automobile.

Elle veille à l'application d'une politique de gestion immobilière du patrimoine appartenant à l'ODARC, foncier nu comme bâti, définie par la Direction. Elle participe notamment aux acquisitions, locations ou mises à disposition des biens nécessaires au fonctionnement des services.

## La commande publique

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal officiel du 9 décembre 2021, fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégués (UE) 2021/1950, 2021/1951, 2021/1952 et 2021/1953 de la Commission publiés au JOUE du 11 novembre 2021.

À compter du 1er janvier 2022, les seuils de procédure formalisée passent de :

- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concessions.

En deçà de ces seuils, les pouvoirs adjudicateurs peuvent passer des contrats sans publicité ni mise en concurrence préalables (montant inférieur à 40 000 euros hors taxes) ou des contrats en procédure adaptée (dès 40 000 euros hors taxes).

À noter que la loi d'accélération de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020 (dite « loi ASAP ») a créé un seuil de publicité libre ou adaptée et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux inférieurs à 100 000 euros hors taxes, applicable jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

Ces procédures permettent notamment aux acheteurs de négocier directement avec les entreprises et facilitent grandement l'accès à la commande publique des petites et moyennes entreprises.

Durant l'année 2022, la cellule juridique a principalement été sollicitée en matière de commande publique et a procédé au lancement de consultations pour les besoins des services de l'ODARC, détaillées comme suit :

- 8 marchés de fournitures et services
- 3 marchés subséquents suite à un accord-cadre multi-attributaires
- 1 concours restreint relatif à une maîtrise d'œuvre
- 1 marché de travaux

Elle a également procédé à de nombreuses consultations simplifiées pour faibles montants (inférieurs à 40.000€ HT) et a établi les bons de commande correspondants pour engagement comptable.

## Faits marquants

- ◇ La cellule juridique a travaillé en collaboration avec ses avocats, conseils juridiques externes, sur des consultations relevant du droit public ainsi que du droit privé.
- ◇ L'ODARC a demandé à être agréé comme organisme de formation. La cellule a réalisé le montage du dossier administratif en collaboration avec la cellule RH et formation. L'agrément a été obtenu et l'office est devenu prestataire de formation.
- ◇ Les travaux de réhabilitation énergétique avec un objectif BBC rénovation du siège social de l'ODARC dont le marché avait été lancé en fin d'année 2019 se sont poursuivis. Le dossier de demande de financement déposé auprès de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie a fait l'objet d'une Convention attributive de subvention pour un montant total de 748.538 €.
- ◇ Les travaux consistant en la surélévation du bâtiment du siège social (création d'une salle de réunion et de 7 bureaux) et sur l'aménagement du parking situé à l'arrière du bâtiment ont continué.
- ◇ Suite à l'acquisition par l'ODARC des locaux appartenant à la SITEC et situés Avenue Paul Giacobbi à BASTIA, il a été lancé un marché de travaux relatif à l'aménagement de ces bureaux et à la création d'une passerelle de liaison entre le bâtiment Plein Sud et le bâtiment principal de l'Office.
- ◇ L'ODARC souhaite créer une filière de valorisation des viandes issues de petits ruminants (agneaux de lait issus de la production laitière incluant les réformes ovines, et cabris incluant les réformes caprines) afin de permettre une commercialisation complète, équitable, sécurisée et pérenne des animaux issus du territoire Corse. En vue de la réalisation de cet objectif, la création d'un « Pôle Viandes » dédié à la valorisation des petits ruminants de Corse a été décidée. Aussi, la cellule juridique et moyens généraux a lancé une procédure de concours restreint relatif à la maîtrise d'œuvre en vue de la construction neuve d'un bâtiment accueillant un « Pôle viandes » structurant comprenant :
  - Un centre de tri, de contrôle et de commercialisation du vif ;
  - Un outil d'abattage ;
  - Un outil de découpe et de transformation ;
  - Des locaux sociaux.

L'objet de ce concours d'architecture est donc de désigner une équipe de maîtrise d'œuvre en vue de l'édification d'un bâtiment dédié à ce « Pôle Viandes ». Il recevra des équipements techniques spécifiques à l'activité de ce Pôle. La surface estimative des locaux envisagés est d'environ 3 500 m<sup>2</sup>. Le bâtiment sera implanté sur la commune de U Viscuvatu, sur les parcelles A 722 d'une surface de 1Ha 27a 41ca, A 1937 d'une surface de 69a 72ca et A 2092 d'une surface de 44a 72ca.

La procédure est en cours au niveau de la phase 1 – Candidature.

◇ Depuis fin 2014, l'Association « La clé des champs » occupait, sans bénéficier de titre l'y autorisant, des terrains et locaux appartenant à l'ODARC situés sur la commune de Prunelli di Fiumorbu. N'ayant pas réussi à régler la situation de façon amiable, l'Office a engagé en 2018 une procédure contentieuse aux fins d'expulsion de cette Association. En effet, l'ODARC a toléré cette situation tant qu'il n'avait pas défini un nouveau projet d'affectation de ces biens. Il a ensuite été décidé d'affecter les parcelles occupées par La Clé des Champs à la réalisation d'expérimentations en matière fourragère, afin de soutenir la filière fourragère en Corse et d'aménager sur le site une nouvelle station expérimentale. En 2020, les procédures contentieuses se sont soldées par un retrait des membres de l'Association. C'est dans ce contexte qu'en 2020, la Cellule juridique et moyens généraux a lancé un marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment technico-administratif et d'un hangar de stockage de matériel agricole, dont l'attribution a été notifiée fin décembre 2020. Durant l'année 2021, la cellule a participé avec le maître d'œuvre à la demande d'un permis de construire consistant en la construction des bâtiments suivants :

- un hangar de stockage de matériel agricole d'une surface approximative de 600m<sup>2</sup>
- un bâtiment technico-administratif composé de bureaux administratifs, d'une salle de conférence, d'un laboratoire d'analyse fourrage et d'une salle de travaux pratiques.

Cette demande de permis de construire, déposée en décembre 2021, a été accordée en mars 2022. La cellule a ensuite travaillé en collaboration avec le maître d'œuvre sur la finalisation du projet dans le but du lancement du marché de travaux correspondant.

## Les moyens généraux

Il s'agit de fournir à l'ensemble des agents les moyens matériels leur permettant d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions. Dans ce cadre, la cellule met en place et assure le suivi des marchés publics relatifs aux fournitures administratives, aux véhicules, mais aussi à l'obtention des prestations de sécurité indispensables à la maintenance et à la protection du patrimoine de l'Office etc...Elle assure également le service d'accueil physique et téléphonique des usagers.

### Faits marquants

◇ Durant l'année 2022, la référente COVID a poursuivi ses missions selon l'évolution de la crise liée à l'épidémie de COVID-19, notamment:

- faire un état des lieux régulier de la situation,
- s'assurer que les fournitures nécessaires au respect des consignes sanitaires sont disponibles et attribuées au personnel (masques, gels hydro-alcooliques, mouchoirs en papier...)
- s'assurer des dispositions concernant le nettoyage régulier des locaux,
- mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydro-alcoolique dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact,
- dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule, donner les consignes de désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs et mettre à disposition des conducteurs des lingettes désinfectantes et du gel ou solution hydro-alcoolique,
- s'assurer de la sensibilisation des collaborateurs de l'ODARC au respect des gestes barrières et à la mise en œuvre des mesures de préconisations

◇ Les équipements de sécurité ont été renouvelés pour les salariés bénéficiaires de cette dotation. Les ouvriers agricoles d'Altiani ont ainsi été pourvus du matériel suivant :

- une veste sans manches
- un pantalon de travail
- un pantalon anti-coupure
- une combinaison de travail zippée
- une paire de chaussures de sécurité (imperméable, anti-coupures)
- une paire de gants de travail

◇ Au niveau des travaux réalisés au siège social, la cellule a géré le rangement ainsi que les déménagements des mobiliers et des équipements.



Photo Jean-Christophe Attard







CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**  
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu  
Agricolu è Rurale di Corsica  
Office du Développement  
Agricole et Rural de Corse

Av. Paul Giacobbi - 20601 Bastia Cedex  
04 95 30 95 30

[www.odarc.corsica](http://www.odarc.corsica)